

REPUBLIQUE DU BURUNDI

🇧🇮

ICCO-COOPERATION

🇧🇮

PROGRAMME MICROFINANCE, AGRI-FINANCE ET CHAINES DE VALEUR (MAVC)

🇧🇮

EVALUATION FINALE DU PROGRAMME

RAPPORT FINAL

(SANS LES ANNEXES)

Bureau d'Ingénierie et de Management



BIM Consultance SA

Cabinet d'études International certifié ISO 9001 : 2008

02 BP 1771 Cotonou – BENIN

Bureau : 🇧🇮 (00229) 21 35 44 29

Mobile : 📞 (00229) 95 86 51 22 /66 03 04 00

E-mail : ✉️ bimsarl@yahoo.fr

OCTOBRE 2019

SOMMAIRE

RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS ET CONCLUSIONS DE L'EVALUATION FINALE DU PROGRAMME MAVC	6
1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROGRAMME	16
2 CHAMPS ET OBJECTIFS DE L'EVALUATION FINALE	18
2.1 Champs de l'évaluation	18
2.2 Objectif général de l'évaluation	18
2.3 Objectifs spécifiques de l'évaluation	18
3 QUESTIONS ET CRITERES DE L'EVALUATION FINALE	19
4 DEMARCHE METHODOLOGIQUE	20
4.1 Phase 1 : Démarrage de la mission	20
4.1.1 Activité 1 : Elaboration de la version provisoire du rapport de démarrage de la mission .	20
4.1.2 Activité 2 : Organisation de la réunion de cadrage	20
4.1.3 Activité 3 : Elaboration de la version finale du rapport de démarrage	20
4.2 Phase 2 : Etat des lieux	20
4.2.1 Activité 1 : Revue et analyse des documents de base du MAVC	21
4.2.2 Activité 2 : Point sur l'existant en matière d'informations secondaires sur les indicateurs retenus	21
4.3 PHASE 3 : ELABORATION DU GUIDE METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE	21
4.3.1 Activité 1 : Echantillonnage	21
4.3.2 Activité 2 : Elaboration du guide méthodologique de l'enquête et des outils de collecte de données	23
4.3.3 Activité 3 : Restitution et validation du guide méthodologique	24
4.4 PHASE 4 : COLLECTE DES DONNEES	24
4.4.1 Activité 1 : Recrutement et formation des enquêteurs	24
4.4.2 Activité 2 : Collecte de données proprement dite	25
4.4.3 Activité 2 : Présentation des premiers constats et les recommandations provisoires de l'évaluation	25
4.5 PHASE 5 : TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES	26
4.5.1 Activité 1 : Elaboration du plan d'analyse	26
4.5.2 Activité 2 : Compilation des données et consolidation de la base des données	26
4.6 PHASE 6 : ELABORATION DES TABLEAUX DE PERFORMANCE DU POJET MAVC ...	26
4.7 PHASE 7 : REDACTION DU RAPPORT FINAL	27
4.7.1 Activité 1 : Elaboration de la version provisoire du rapport d'évaluation	27

4.7.2	Activité 2 : Transmission de la version provisoire du rapport d'évaluation à l'équipe de pilotage pour commentaires	27
4.7.3	Activité 3 : Elaboration des observations de l'UGP sur la version provisoire du rapport et transmission à BIM	27
4.7.4	Activité 4 : Elaboration de la version provisoire d rapport d'évaluation	27
5	RESUME DE LA VERSION INITIALE DU PROGRAMME (MAI, 2014)	28
6	RECIT DETAILLE DE L'EXECUTION DU PROJET	33
6.1	Démarrage dans un contexte difficile	33
6.2	L'enquête de référence (novembre, 2015)	33
6.3	L'évaluation à mi-parcours (janvier-février 2017)	34
6.4	Elaboration d'un document de réorientation du programme (juillet, 2017)	36
6.5	Logique d'intervention post-réorientation du programme	37
6.6	Résumé des activités de l'année 2016	40
6.7	Résumé des activités de l'année 2017	42
6.8	Résumé des activités de l'année 2018	43
7	PERFORMANCE DU PROJET	47
7.1	Pertinence	47
7.2	Efficacité	49
7.3	Efficience	57
7.3.1	Taux d'exécution du budget	57
7.3.2	Efficience	59
7.4	Impacts du projet	59
7.4.1	Contribution à la sécurité alimentaire	59
7.4.2	Contribution à l'amélioration des revenus des membres des ménages	62
7.5	Durabilité et stratégie de sortie du programme	64
7.5.1	Schéma global résumant les actions de pérennisation des acquis de MAVC	64
7.5.2	Les principales actions de pérennisation des acquis du programme MAVC	65
8	LEÇONS APPRISES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME MAVC	68
9	RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS	69
	CONCLUSION	72

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Echantillon des Chefs de ménages par province, par colline et par OP	22
Tableau 2 : Echantillon des Organisations de Producteurs (OP) et des Unités de Transformation (UT)	23
Tableau 4 : Cadre logique du programme MAVC réorienté	38
Tableau 5 : Appréciation de l’efficacité du programme MAVC	50
Tableau 6 : Niveau d’exécution du budget	57
Tableau 7 : Difficultés à nourrir suffisamment la famille pour les membres des OP encadrées par MAVC et pour les non membres	59
Tableau 8 : Fréquence de difficultés de nourrir suffisamment la famille par les membres des OP et les non membres	60
Tableau 9 : Difficultés à avoir les aliments préférés par les membres des OP et les non membres	60
Tableau 10 : Variation de l’alimentation pour les membres des OP et les non membres	61
Tableau 11 : Les ménages qui mangent moins d’un repas par jour pour les membres des OP et les non membres	61
Tableau 12: Ménages qui ont eu à dormir affamé parce qu’ils n’avaient rien à manger pour les ménages membres des OP et les non membres	62
Tableau 13 : Revenu Moyen (en FBU) pour les membres des OP et les non membres par province	62
Tableau 14 : Liaison entre la variation du revenu et le programme MAVC par province	63
Tableau 15 : Les raisons qui démontrent que la variation de revenus est liée aux actions du MAVC par sexe du chef de ménage	63
Tableau 16 : Principales recommandations	69

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

SIGLES	DENOMINATION
ACAT	Agricultural Credit Analysis Tool
CV	Chaînes de Valeur
DCV	Développement des Chaînes de Valeurs
FCV	Financement des Chaînes de Valeur
GPS	Gestion de la Performance Sociale
IMF	Institutions de Micro-Finance
MAVC	Microfinance, Agrifinance et Chaînes de Valeur
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement Agricole de l'Afrique
OP	Organisation des Producteurs
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PND	Programme National de Développement
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
RIM	Réseau des Institutions de Microfinance
SNIF	Stratégie National d'Inclusion Financière
UA	Union Africaine
UGP	Unité de Gestion du Programme
UT	Unités de Transformations
VSLA	Village Savings and Loans Association

RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS ET CONCLUSIONS DE L'EVALUATION FINALE DU PROGRAMME MAVC

- 01- *L'ONG Internationale ICCO Coopération a bénéficié de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas d'un financement en 2014 pour une durée de cinq (5) ans afin de mettre en œuvre le programme Microfinance, Agri-Finance et Chaînes de valeurs (MAVC). Le présent rapport rend compte de la mission d'évaluation finale qui s'est déroulée du 09 au 30 septembre 2019 dans le but d'évaluer la performance globale du programme à travers les cinq critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience, d'impacts et de durabilité.*
- 02- *Le programme MAVC a pour objectif global d'accroître les revenus et la sécurité alimentaire de 150 000 ménages ruraux en améliorant l'accès à la microfinance rurale, au financement agricole et une approche intégrée de développement de la chaîne de valeur ainsi que le financement de la chaîne de valeur. A cet objectif global sont attachés deux objectifs spécifiques qui sont :*
- *Objectif 1 – Microfinance : 150 000 ménages ruraux ont un meilleur accès aux services financiers appropriés au Burundi. Ceci est réalisé par le renforcement du secteur de la microfinance de manière efficace, durable et rentable en mettant un accent particulier sur la sensibilisation des services financiers en milieu rural et l'éducation financière des clients ruraux.*
 - *Objectif 2 - Liens de la chaîne de valeur : 16000 agriculteurs ont augmenté leurs revenus et la sécurité alimentaire aussi. Ceci est réalisé par la création de connexion avec les marchés agricoles au niveau des 4 chaînes de valeur (Riz, Manioc, Pomme de Terre et Banane) en leur fournissant des circuits de commercialisation fiables pour leurs produits et en les connectant aux services financiers appropriés.*
- 03- *Pour la réalisation de ces objectifs, le programme s'est fixé onze (11) résultats dont l'atteinte devrait être mesurée au travers de trente-deux (32) indicateurs précisés dans le cadre logique.*
- 04- *Le coût du programme est de 7.921.450 Euros avec 3.396.150 Euros pour la Composante 1, 1.589.383 Euros pour la Composante 2, 293.900 Euros pour la Composante 3, 2.175.012 Euros pour les Coûts d'opérations et de fonctionnement et 467.005 pour l'AKV.*
- 05- *Le récit du déroulement du programme indique qu'il a été marqué par une phase d'inception qui devait prendre fin en juin 2015, mais qui a été prolongée du fait de la crise politique qu'a connue le pays en 2015 et qui a déstabilisé le programme entraînant un important retard dans le démarrage effectif de ses activités. Malgré ces obstacles, quelques activités de lancement ont*

été réalisées et des résultats opérationnels obtenus, permettant au programme d'avancer avec ses partenaires pendant l'année 2016.

- 06- Au début du programme, il a été jugé opportun d'établir une situation de référence de sa zone d'action. Cette dernière devrait permettre au programme et à ses partenaires de disposer des données de départ devant elles-mêmes permettre de mesurer plus tard les contributions du programme en termes de valeur ajoutée au niveau organisationnel et socio-économique. Cette enquête de base a donc permis de renseigner les conditions de vie des bénéficiaires au démarrage du programme, notamment leurs caractéristiques socio-économiques ainsi que leur situation de sécurité alimentaire.*
- 07- Une évaluation à mi-parcours a été réalisée au premier trimestre de l'année 2017 et dont les résultats ont mis en exergue les efforts effectués pour créer un maximum de synergies entre les deux composantes du programme c'est-à-dire établir un pont entre le financement et le développement des CV, en sensibilisant et facilitant la collaboration de tous les intervenants : OP, fournisseurs de services du développement, acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, nécessaires pour le développement et le financement des chaînes de valeur.*
- 08- Au-delà des réalisations constatées, cette évaluation a surtout formulé 7 recommandations, visant à consolider les acquis et les potentialités du MAVC, à savoir (1) Procéder à une révision immédiate du Programme (cadre logique et budget) compte tenu des retards de mise en œuvre et pour l'adapter aux importants changements du contexte national, aux capacités des exécutants et partenaires et à la consolidation des résultats déjà acquis, (2) Prioriser les produits de crédit qui ont démontré être les plus faisables dans le contexte actuel, notamment les formes de crédit solidaire et, sous certaines conditions, le warrantage, (3) Renforcer le dispositif de Suivi & Evaluation par la création d'un poste permanent au sein de l'équipe gestionnaire, (4) Mettre en œuvre un dispositif de renforcement des capacités plus flexible, participatif et proactif, orienté davantage vers les besoins tels que ressentis par les participants, (5) Renforcer le capital confiance qui est le socle de la consolidation de la cohésion entre les différents acteurs (OP, IMF, UTs) pour plus de synergie dans le programme MAVC, (6) Instaurer une collaboration ouverte, renforcée et proactive avec d'autres programmes, surtout ceux financés par l'Ambassade du Royaume des Pays Bas et (7) Procéder à une Recherche active de partenaires pour le cofinancement.*
- 09- Le document de réajustement ou de réorientation du Programme MAVC a donc été élaboré en juillet 2017 donnant suite à la première recommandation ci-dessus indiquée pour tenir compte des retards de mise en œuvre et pour l'adapter aux importants changements du contexte national, aux capacités des exécutants et partenaires et à la consolidation des résultats déjà acquis. La méthodologie utilisée pour réviser le programme a consisté en une consultation des*

principales parties prenantes qui ont abouti à la nécessité que les axes d'intervention du programme devraient rester les mêmes en l'occurrence le Financement des Chaînes de Valeur (FCV) et le Développement des Chaînes de Valeur (DCV) tout en cherchant à établir une connexion efficace et cohérente entre les différents acteurs de ces deux volets.

10- En outre, l'approche d'intervention du programme reste l'approche « Making Markets Work for the Poor »¹. Si les objectifs et les résultats n'ont pas beaucoup été retouchés, un travail de fonds a par contre été engagé au niveau des activités pertinentes pour les adapter au contexte prévalant au moment de la réorientation et aux retards enregistrés par le programme durant la première partie de la mise en œuvre. Les actions retenues pour la deuxième phase du programme MAVC ont été systématiquement décrites en précisant les procédures d'intervention et les produits attendus pour chaque activité en tenant compte d'une part que la mise en œuvre doit nécessiter une réorientation conceptuelle de la manière de travailler de l'équipe du programme avec un minimum de temps de conception et de précision d'une part et s'assurer une bonne intégration du processus de suivi et évaluation pour une mesurabilité de l'impact d'autre part.

11- Au cours de l'année 2017, l'équipe du programme MAVC a fourni des efforts considérables pour évoluer vers l'atteinte des objectifs et des résultats fixés même si d'importants changements du staff sont survenus. Grâce à une expertise dans les chaînes de valeur, ICCO a continué à apporter sa contribution à la transformation de l'agriculture de subsistance vers l'agri-business notamment par (1) la production avec les agriculteurs et les OP, (2) la transformation à travers les innovations et les PME (Unités de Transformation) qui tirent les petits exploitants agricoles, (3) le financement qui développe la capacité des IMF à financer le secteur agricole et (4) l'accès au marché avec des liaisons de financements ciblés et des contrats équitables.

12- En 2018, le programme MAVC a pu réaliser plusieurs interventions qui ont abouti aux importants résultats que sont (1) la connexion par contractualisation des petits exploitants agricoles au marché et aux UTs permettant l'augmentation des revenus, (2) l'établissement des liens tripartites durables entre les OPs-UT-IMFs à travers des contrats de vente des produits agricoles permettant l'augmentation du nombre et du volume des crédits octroyés aux petits exploitants agricoles, (3) la diversification des produits mis sur le marché permettant d'augmenter les revenus des petits exploitants agricoles et UTs, (4) la professionnalisation des UTs favorisant la création d'emplois pour les groupes défavorisés en particulier les femmes et les jeunes, (5) la facilitation de l'accès aux crédits en faveur des petits producteurs permettant l'amélioration de la productivité des semences de PDT, (6) la professionnalisation des IMF

¹ Démarche visant à une amélioration durable et effective des conditions de vie des pauvres, en comprenant et en agissant sur les systèmes de marché, Guide M4, DFID

partenaires favorisant un accroissement de nouveaux épargnants, (7) le développement de nouveaux produits financiers facilitant l'accès de petits exploitants agricoles aux services financiers appropriés, (8) l'expérimentation du système d'application des normes universelles de gestion de la performance sociale (GPS) par quatre (4) IMFs, (9) la diversification des produits financiers ruraux permettant d'accroître le besoin de refinancement des IMFs, (10) l'amorce du processus de digitalisation par l'outil ACAT de l'IMF CECM et (11) l'amélioration de l'environnement pour le développement des chaînes de valeur.

- 13- La mesure de la pertinence du programme MAVC a permis de se rendre que ses objectifs sont en cohérence avec les orientations nationales du Burundi notamment celles indiquées dans le Plan National de Développement PND 2018-2027 qui, au niveau de son enjeu numéro 1, celui d'une croissance soutenue et inclusive pour une résilience économique et un développement durable, a inscrit comme orientation stratégique 1 : Dynamiser les secteurs porteurs de croissance.*
- 14- Vu la place prépondérante du secteur agricole dans l'économie Burundaise, le PND prévoit des actions en vue d'une agriculture intensive et modernisée pour assurer la sécurité alimentaire et promouvoir l'agriculture de marché. Le programme dans sa composante Développement des Chaînes de Valeur (DCV) s'arrime parfaitement avec les orientations nationales du Burundi prévues au Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2016-2020) élaboré sous l'égide du NEPAD/UA et qui prévoient les trois programmes P1 : Intensification durable des productions, amélioration de la nutrition et protection du patrimoine foncier, P2 : Développement de la transformation et de la commercialisation des productions et de P3 : Développement des capacités des acteurs privés et publics du secteur agricole.*
- 15- Le programme, dans sa composante Financement des Chaînes de valeur, est aussi en cohérence avec les orientations retenues dans la Stratégie Nationale d'inclusion Financière (SNIF) qui s'est fixé comme objectif ultime d'assurer l'accès permanent de la population adulte à un ensemble de produits et services financiers (i) offerts par des institutions financières formelles et pérennes, régies par une réglementation adéquate, (ii) diversifiés, abordables et adaptés aux besoins de la population, (iii) utilisés par celle-ci dans le but de contribuer à l'amélioration de ses conditions de vie socio-économiques. Le volet Financement des Chaînes de valeur est parfaitement en phase avec les 3 objectifs globaux de cette SNIF que sont (1) Assurer à la population un accès accru et permanent aux services et produits financiers et des conditions d'accès permettant leur utilisation, (2) Disposer des services et des produits financiers de qualité en adéquation aux besoins de la clientèle cible et (3) Améliorer l'environnement de l'inclusion financière.*

- 16- Le programme MAVC, dans ses objectifs, répond également aux attentes des bénéficiaires finaux que sont les acteurs des Chaînes de Valeurs Agricoles et les bénéficiaires intermédiaires que sont les acteurs de la microfinance. En effet, au nombre des contraintes qui limitent le développement des CVA, il y a celles de la faible productivité des différentes CVA, de la mise en marché des produits et celles du financement adapté. Le développement des activités pour accroître la productivité (indicateur I26), le développement des nouveaux produits financiers facilitant l'accès des petits exploitants agricoles aux services financiers appropriés (agrifinance, warrantage, le crédit solidaire, la connexion des VSLA aux IMFs, le financement des chaînes de valeurs), la facilitation des liens d'affaires entre les producteurs et les marchés démontrent le bien fondé des objectifs poursuivis par le projet par rapport à ces attentes des bénéficiaires.
- 17- Interrogés dans le cadre de la présente évaluation, 97,1% des Chefs de ménages (96,6% des CM Hommes et 100% des CM Femmes) ont déclaré que les objectifs du programme MAVC de développer et de faciliter le financement des chaînes de valeurs riz, manioc, pomme de terre et banane répondent bien à leurs attentes. Au nombre des deux principales attentes, il y a l'accès au crédit (11,3%), la formation sur les itinéraires techniques agro pastoraux (30,8%), l'accès aux semences sélectionnées (10,5%) et l'accès aux autres intrants agricoles (11,3%).
- 18- La plupart des IMFs rencontrées ont témoigné que le programme MAVC était une réponse aux besoins de leurs clients en ce sens, qu'il a facilité leur accès au financement agricole et augmenté leur inclusion financière. Le programme a également été une réponse aux attentes propres des IMFs notamment sur le renforcement de leurs capacités institutionnelles et l'éducation financière de leur clientèle.
- 19- Enfin, les objectifs du programme MAVC concordent avec les objectifs d'autres partenaires qui interviennent dans les secteurs des CVA et de la finance agricole. En témoignent les accords passés à l'image des protocoles de collaboration (MoU) signés et des actions conjointes initiées et entreprises avec le PAM, AgriProFocus, CFCIB, BBIN, IFDC, CAPAD, IZERE Hollande, BBN, CNTA, ISABU, ONCCS, Care International, Auxfin, SPARK.
- 20- Les taux d'atteinte des résultats du programme MAVC sont quelque peu variables en fonction des indicateurs. Pour certains, les taux d'atteinte sont inférieurs à 50%, pour d'autres, les taux sont compris entre 50 et 100% alors que pour les uns, ces taux sont supérieurs à 100%. Les cas où les taux d'atteinte des résultats sont supérieurs à 100% traduisent souvent une sous-estimation de la cible au moment de la planification. C'est le cas de plusieurs indicateurs sur la microfinance : les cibles de ces indicateurs ont été sous-estimées par rapport au potentiel des IMF à mobiliser le nombre de clients, en particulier les petits producteurs du milieu rural. Les délais de mise en œuvre du programme ayant été prolongés, il en est résulté des niveaux de

réalisation largement supérieurs aux cibles finales. La sensibilisation et l'éducation financière, la publicité faite par les IMF partenaires, et l'augmentation du nombre d'IMF partenaires (ce nombre ayant passé de 8 à 13) et enfin la bonne couverture du territoire national par certaines IMF comme la FENACOBUR, expliquent ces taux d'atteinte supérieurs à 100%.

- 21- *En moyenne le taux d'atteinte des objectifs physiques est d'environ 103% qui est un taux de réalisation des objectifs et résultats satisfaisant en ce sens qu'un taux de 90% est généralement admis comme un bon taux de réalisation.*
- 22- *Dans l'hypothèse où le taux de réalisation physique attendu du MAVC est de 100% des objectifs fixés en fin de période, l'indice d'efficacité du programme calculé est de 1,03 ; ce qui traduit une bonne efficacité (indice égal ou supérieur à 1).*
- 23- *Au total, sur les 7.921.450 Euros de ressources financières acquises pour développer le programme, 6 865 179 Euros ont été consommés soit un taux de réalisation financière de 86,67%. Au niveau de la composante 1 (FCV), sur une prévision de 3.396.150 Euros, 2.893.782 Euros ont été consommés soit un taux d'exécution financière de 85,21%. En ce qui concerne la Composante 2 (DCV), sur une prévision de 1.589.383 Euros, 1.172.733 Euros ont été consommés, soit un taux de consommation budgétaire de 73,79%. Pour ce qui est de la composante 3, la consommation budgétaire a été de 211.754 Euros sur une prévision de 293.900 Euros, soit un taux d'exécution financière de 72,05%. Enfin pour les coûts opérationnels et de fonctionnement, il était prévu une dotation budgétaire de 2.175.012 Euros. A fin juin 2019, les consommations de ressources se sont élevées à 2.182.573 Euros soit un taux d'exécution financière de 100,35%. Les délais de mise à disposition de ressources ont été en général respectés par le bailleur chaque fois que les requêtes de demande de fonds ont été faites.*
- 24- *L'efficience a été appréciée à travers l'indice d'efficience (rapport entre le taux d'exécution physique et le taux d'exécution financière). Elle est de 1,19 traduisant une bonne efficience (indice d'efficience supérieur à 1). Les ressources du projet ont donc été bien converties en résultats de façon économe par l'équipe de coordination et d'exécution du programme.*
- 25- *En ce qui concerne les impacts du programme, il a été noté qu'en 2015, 77,9% des ménages cibles du programme MAVC avaient des difficultés à nourrir suffisamment leurs familles contre 81,86% des ménages témoins qui avaient les mêmes difficultés. En 2019, les données collectées montrent que 40,9% des ménages cibles du programme ressentent les mêmes difficultés contre 52,6% de ménages témoins. Ces résultats de 2019 traduisent, par rapport à leurs niveaux de 2015, une amélioration d'environ 48% chez les ménages cibles contre environ 36% chez les témoins.*
- 26- *En 2015, 15,2% des ménages cibles du programme MAVC avaient rarement des difficultés à nourrir suffisamment leurs familles contre 14,4% chez les ménages témoins. En 2019, les*

- données collectées montrent que ces taux sont passés à 46,4% chez les ménages cibles et 39,4% chez les ménages témoins traduisant une amélioration d'environ 205% chez les ménages cibles et 174% chez les ménages témoins.*
- 27- *En ce qui concerne les difficultés à avoir les aliments préférés par les membres des OP et les non membres, les données d'enquête collectées en 2019 ne semblent pas montrer une amélioration mais plutôt une dégradation aussi bien chez les ménages cibles que chez les ménages témoins.*
- 28- *Par contre la tendance observée entre 2015 et 2019 est une amélioration lorsque l'on s'intéresse à la variation de l'alimentation des ménages. Toutefois, s'il est vrai qu'aussi bien les ménages cibles que les ménages témoins ont amélioré leur situation, il y a lieu de remarquer que le bond est plus important chez les ménages témoins qui passent de 64,6% à 83% soit près de 20 points alors que les ménages cibles passent 65,5% à 68,6% soit à peine 3 points*
- 29- *En 2015, 33,7% des ménages cibles et 38,5% des ménages témoins mangeaient moins d'un repas par jour. En 2019, ils ne sont plus que 8,8% et 18,5% respectivement chez les ménages cibles et chez les ménages témoins. L'amélioration a été nettement meilleure chez les ménages cibles du programme MAVC que chez les ménages témoins, soit respectivement 74% et 52%.*
- 30- *L'évolution est globalement dans le même sens lorsque l'on examine l'évolution des pourcentages de ménages ayant dormi affamés parce qu'ils n'avaient rien à manger.*
- 31- *La différence entre les revenus des deux groupes n'est pas significative (Test Ki2, $p=1,000$). Par ailleurs, il n'existe pas de données de référence sur ces revenus déclarés pour vérifier si entre 2015 et 2019, il y a eu une amélioration significative desdits revenus.*
- 32- *Les Chefs de ménage interrogés ont cependant indiqué à plus de 72% qu'il y a eu variation des revenus et que cette variation avait un lien avec la mise en œuvre du programme MAVC dans leurs localités.*
- 33- *Au nombre des événements majeurs cités par les chefs de ménages enquêtés pour justifier le lien de causalité existant entre l'amélioration de leurs revenus et le programme, il y a les actions de formations sur les itinéraires techniques, l'appui pour l'acquisition des intrants et l'accès au crédit.*
- 34- *En ce qui concerne la durabilité des acquis et la stratégie de sortie du programme, il y a lieu d'indiquer que les acteurs impliqués dans sa mise en œuvre ont mis en place des mesures qui s'articulent sur la relation tripartite renforcée OPs-UTs, les marchés et les IMF. Cette relation tripartite est axée sur trois (3) piliers principaux à savoir : (i) le renforcement des capacités sur diverses thématiques plus particulièrement sur les itinéraires techniques de production et de transformation (OPs/UTs), (ii) la connexion au marché (UTs/PMEs/marchés institutionnels) et (iii) la connexion aux Institutions de Microfinance (IMF).*

- 35- *Le RIM étant un réseau des institutions de microfinance dont la mission est de contribuer au développement des services financiers viables et efficaces en faveur de la population à faibles revenus, toutes les actions visant le renforcement des capacités des Institutions de Microfinance (IMF) lui sont confiées. A cet effet, les cadres du RIM ont été formés pour un accompagnement technique du secteur. En outre, les formations envisagées dans le plan d'action 2019 se focalisent sur un transfert de compétences que le RIM continuera à utiliser dans l'appui aux IMF.*
- 36- *Les tests et la mise en œuvre des produits financiers (VSLA, crédit solidaire, agrifinance et warrantage) adaptés au contexte socio-économique du Burundi permettront aux IMF d'évaluer leur valeur ajoutée par rapport à leurs portefeuilles. Ceci va renforcer leurs expériences dans la contextualisation et la mise à l'échelle des produits concernés afin de continuer leur application au-delà de la fin du programme.*
- 37- *Le développement des produits financiers spécifiques pour les chaînes de valeur comme le warrantage, l'agrifinance, le crédit solidaire, la connexion des VSLA aux IMF et les produits basés sur les contrats (financement des chaînes de valeur) entre les OP et les unités de transformation a été une réalité au cours du programme. Il en résulte que la promotion de la contractualisation entre (i) les Organisations des Producteurs-Unités de Transformation, (ii) Organisations des Producteurs et IMF (iii) Unités de Transformation et les IMF constitue une stratégie de sortie qui permet de pérenniser des relations d'affaires mieux soudées pour le long terme entre ces acteurs.*
- 38- *Le programme a favorisé l'apprentissage, la capitalisation et la communication de bonnes pratiques par tous les acteurs des chaînes de valeur. Ce qui permet la diffusion des innovations et des échanges d'expériences permanents entre acteurs. Ces échanges se font généralement à travers les cadres de concertation sectoriels par chaîne de valeur où tous les acteurs impliqués notamment les OP, les UT, les PMES, les services techniques et de recherche du MINEAGRIE, les administratifs, les IMF discutent des stratégies de lever les contraintes qui pèsent sur tous les maillons des chaînes de valeur. Les membres qui participent dans ces cadres de concertation devront donc continuer à faire des échanges à travers les Groupes Sectoriels Agriculture et Développement Rural (GSADR) organisés le MINEAGRIE afin de pérenniser les actions initiées par MAVC dans le développement des chaînes de valeur. De même, les rencontres trimestrielles organisées par le RIM afin d'évaluer l'état de développement des différents produits financiers en cours de vulgarisation (VSLA, crédit solidaire, warrantage et agri-finance) serviront de cadre de dialogue continu entre les acteurs (OP, UT, IMF) même après la fin du programme ;*
- 39- *La mise en œuvre du programme MAVC a permis d'apprendre quelques leçons dont (1) que le financement du maillon de la production (produit Agrifinance) par l'utilisation de l'outil A-CAT*

permet de mieux renforcer et pérenniser les relations d'affaires entre les petits producteurs et les IMF, (2) que l'utilisation de la technologie (logiciels performants et téléphonie mobile) permet d'augmenter la collecte de l'épargne et d'atteindre les populations défavorisées et éloignées des points de services des IMF. Ceci permet également de réduire les coûts de construction d'autres agences additionnelles en milieu rural par les IMF et (3) que le warrantage développé selon l'approche de MAVC (approche sociale du warrantage) permet de lever le déséquilibre dans la redistribution des bénéfices générés par la vente des produits agricoles warrantés. En effet, il permet au vrai détenteur de la production en l'occurrence le petit producteur de jouir à juste titre le bénéfice généré par la vente des produits warrantés ;

40- Eu égard à tout ce qui précède, la mission formule les recommandations ci-après (1) Pour mieux gérer une instabilité éventuelle du Staff du programme à venir, mettre en place des manuels de procédures claires permettant d'assurer la continuité dans la conduite des activités même en cas de changement de personnel, (2) Pour le programme à venir, organiser dès le démarrage du projet un atelier regroupant des personnes ressources bien informées des domaines d'intervention dudit programme pour valider le cadre logique proposé dans le document du projet en étant le plus proche possible des réalités du pays. L'enquête de référence devra permettre de confirmer ou de redresser les valeurs de base de ces indicateurs de même que les valeurs cibles intermédiaires et finales, (3) les importants résultats du programme sont encore fragiles et ne seront durables que si des synergies d'actions entre les deux composantes (DCV et FCV) se poursuivent encore un temps. C'est pourquoi, si le prochain programme devrait seulement se contenter du volet FCV, il serait bien indiqué de trouver un partenariat avec un autre programme de DCV. La mise en place des financements ne devrait pas être une finalité mais plutôt que ces financements à mettre en place contribuent au développement des CV. Un développement des CV entraîne une amélioration des revenus et des conditions de vie des populations des zones rurales (4) Dans l'échantillon qui sera constitué lors de l'enquête de référence et qui devra servir pour l'évaluation à mi-parcours, l'évaluation finale et l'évaluation d'impacts, il faudra constituer par CV un échantillon représentatif de producteurs. Des carrés de rendements seront installés dans les exploitations de ces producteurs selon les règles de l'art, (5) Pour le futur programme, il serait plus intéressant que les départements techniques et le département en charge de la gestion financière travaillent en synergie en adoptant l'approche budget programme, ce qui fera que les dépenses seraient alignées sur le cadre logique du programme et facilitera les imputations budgétaires aux financiers, (6) Prévoir dans l'organigramme du programme à venir un poste de Responsable de Suivi-Evaluation (SE) dans le Staff du programme. Ce Responsable de SE devrait avoir dans son cahier de charges toutes les activités de SE aussi bien sur les volets techniques que sur les volets financiers. (7) Pour le

programme futur, prendre les dispositions dès le départ pour que les données du programme soit désagrégées suivant le genre (Hommes, Femmes, Jeunes et Adultes). A cet effet le Système de suivi-évaluation à mettre en place devrait prévoir tous les outils nécessaires, (8) Mettre en place un système de suivi-évaluation informatisé dès le démarrage du programme pour permettre un bon suivi des activités du programme et (9) Prévoir une étude d'impacts pour le programme MAVC. Cette étude pourrait se réaliser en 2024, soit cinq (05) ans après la fin du programme. Elle permettra, avec une approche méthodologique appropriée, de documenter les impacts du programme.

1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROGRAMME

Sur financement de l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Burundi, ICCO Coopération a mis en œuvre le programme Microfinance, Agri-finance et Chaîne de Valeur au Burundi (MAVC) depuis Octobre 2014. Ce programme a travaillé sur le développement et le financement des chaînes de valeur pour 16.000 petits agriculteurs à travers 4 chaînes de valeur (Riz, Manioc, Pomme de terre, Banane). Il visait de brancher 150.000 ménages aux services financiers fournis par les IMF locales.

Le programme a deux composantes à savoir :

- 1) le développement des services financiers.
- 2) le développement des chaînes de valeurs agricoles

Les résultats par composante sont les suivants :

Au niveau de la composante Financement des Chaînes de Valeur agricoles (FCV) :

Résultats 1.1: Les produits financiers adaptés aux besoins des populations agricoles et rurales pour satisfaire au moins 150.000 clients (100.000 épargnants et 50.000 emprunteurs) sont diversifiés

Résultat 1.2: Les capacités en finance rurale de 13 IMF's partenaires du programme sont renforcées.

Résultat 1.3: L'éducation financière et la gestion de la performance sociale (SPM) développées

Résultat 1.4 : Le refinancement des IMF et SME par les banques et les investisseurs sociaux est accru

Résultat 1.5: Un environnement propice au financement des CV est promu

Au niveau de la composante Développement des Chaînes de Valeur agricoles (DCV)

Résultat 2.1. Les chaînes de valeurs sont développées

Résultat 2.2: Les OP sont renforcées

Résultat 2.3. La productivité agricole améliorée

Résultat 2.4: Un environnement propice pour le développement de la chaîne de valeur inclusive

NB : Une troisième composante a été développée pour réaliser la synergie entre les deux premières composantes. Elle a pour résultats :

Résultat 3.1. Un environnement favorable au FCV et au DCV est promu

Résultat 3.2: Une gouvernance de la chaîne efficace dans la structure de 4 CV pour les acteurs clés

Le programme MAVC a été mis en œuvre grâce à une approche appelée "Faire fonctionner les marchés pour les pauvres" avec une attention particulière à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes. Le programme a déjà une documentation riche en informations, comme l'étude de référence ou ligne de base, l'évaluation à mi-parcours, les rapports trimestriels, semestriels et annuels etc...

Après cinq ans de mise en œuvre (deux extensions), le programme sera clôturé au mois de septembre 2019. C'est dans ce cadre que l'organisation a fait appel à un bureau international afin d'évaluer les résultats atteints grâce à des approches et stratégies utilisées par ICCO-Coopération à travers l'expérience vécue lors de la mise en œuvre du programme MAVC. Les Termes de Référence de cette mission d'évaluation est présentée en annexe 1

Le coût du programme est de US \$ 7.921.450, se répartit comme suit :

Composante 1 :	3.396.150
Composante 2 :	1.589.383
Composante 3 :	293.900
Coûts d'opérations et de fonctionnement :	2.175.012
AKV :	467.005

2 CHAMPS ET OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION FINALE

2.1 Champs de l'évaluation

L'évaluation finale a porté sur les effets dans les provinces d'intervention du Programme Microfinance, Agri-finance et Chaines de Valeur (MAVC). Le champ et les objectifs d'évaluation finale se sont référés au cadre logique du programme pour mesurer aussi bien les résultats que les impacts du programme.

2.2 Objectif général de l'évaluation

1. Evaluer les effets du programme sur la sécurité alimentaire et les revenus en termes de qualité (corrélation significative) et quantité (cible atteint).
2. Fournir à ICCO-Coopération et aux différentes parties prenantes du programme, une appréciation indépendante des outputs des interventions prévues dans son cadre logique dans la réalisation des objectifs du Programme MAVC au niveau des différents maillons des 4 chaînes de valeur ainsi que les facteurs qui ont contribué ou limité l'atteinte des résultats et fournir des recommandations permettant d'orienter la formulation des programmes futurs.

2.3 Objectifs spécifiques de l'évaluation

De façon spécifique, cette évaluation a visé les résultats atteints uniquement par le programme MAVC et devrait :

1. Montrer la valeur ajoutée de l'approche utilisée par ICCO –Coopération basée essentiellement sur la combinaison du développement des chaînes de valeur, le développement des services financiers ainsi que les différentes stratégies et autres innovations adoptées dans l'atteinte des résultats par rapport à la sécurité alimentaire et l'accroissement des revenus ;
2. Apprécier les résultats/outputs du programme prévus par rapport au nombre de micro-crédits octroyés, la performance des IMFs, la performance des OPs renforcés et leur degré de satisfaction par rapport aux services fournis par les IMFs et le programme MAVC, la performance des Unités de Transformation(UTs) renforcées.

3 QUESTIONS ET CRITERES DE L’EVALUATION FINALE

Pour atteindre les objectifs fixés à cette évaluation finale du Programme, le bureau des consultants devrait faire référence à l’étude de base qui avait été faite sur un échantillon de 800 producteurs qui devrait être une référence et déterminante en comparaison avec les données recueillies sur le terrain pour donner une opinion de façon indépendante sur les critères suivants :

La pertinence

- Dans quelle mesure les objectifs du Programme MAVC correspondent aux priorités du (des) groupe(s) cible(s), des partenaires et du bailleur du programme et est-ce que les activités menées et les résultats observés sont-ils compatibles avec la finalité et l’impact escompté ?

L’efficacité

- Dans quelle mesure les objectifs du programme ont été réalisés et quels ont été les principales raisons de la réalisation ou non réalisation des objectifs ?

L’efficience

- Dans quelle mesure les ressources (humaines, matérielles financières) mises à disposition ont été utilisées de manière appropriée pour atteindre les objectifs préconisés ?

Les effets

- Quelles sont les effets positifs, négatifs, directs ou indirects du programme et comment s’expliquent-ils ? quels changements concrets le programme a-t-il apportés aux bénéficiaires en termes de sécurité alimentaire et accroissement de revenus ?

La pérennité et la durabilité

- Dans quelle mesure les résultats du programme perdurent-ils après la fin de celui-ci et l’arrêt du financement ? Quels sont les principaux facteurs sur la pérennité et la durabilité du programme ?

Quelle sera la stratégie de sortie du programme ?

4 DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La démarche méthodologique préconisée reprend avec quelques nuances les trois phases indiquées par les TdR à savoir la phase de démarrage, la phase de terrain et la phase de rédaction de rapport.

4.1 Phase 1 : Démarrage de la mission

Cette phase a eu pour objet de cadrer la mission en fonction des besoins et résultats attendus. Le principal résultat obtenu de cette phase est la confection d'un **rapport de démarrage de la mission**. Elle a comporté les activités suivantes.

4.1.1 Activité 1 : Elaboration de la version provisoire du rapport de démarrage de la mission

Les experts du cabinet ont élaboré un rapport de démarrage présentant la méthodologie et le plan de travail proposés par le consultant.

4.1.2 Activité 2 : Organisation de la réunion de cadrage

La réunion de cadrage a permis aux deux parties d'harmoniser leur compréhension des TDRs. Le consultant a présenté le rapport de démarrage qui comprenait la méthodologie et le planning de la mission afin de recevoir les ultimes recommandations du client. Cette réunion a aussi permis de définir le niveau d'implication de chaque partie dans le processus.

4.1.3 Activité 3 : Elaboration de la version finale du rapport de démarrage

L'équipe de consultants du cabinet ont élaboré la version finale du rapport de démarrage de l'étude sur la base des recommandations issues de la réunion de cadrage. Ce rapport comportait la méthodologie améliorée et le programme de travail affiné incluant entre autres, la recherche documentaire; la collecte de données quantitatives par sondage, les entretiens semi-structurés, les focus-groups, etc. et le mécanisme de supervision de la collecte.

4.2 Phase 2 : Etat des lieux

Au cours de cette phase, il s'est agi, de façon participative, de mener des concertations et des échanges avec les principaux acteurs, afin d'établir un consensus sur les données à collecter pour chacun des indicateurs retenus dans le cadre logique et de préparer l'étape de conduite de l'enquête et de collecte des données en capitalisant les informations secondaires déjà disponibles. Elle s'est déroulée autour de trois (03) activités.

4.2.1 Activité 1 : Revue et analyse des documents de base du MAVC

Cette analyse a porté sur les documents ci-après : i) le document de base du programme et son cadre logique et les différents outils de collectes des données; (ii) le plan opérationnel du programme formulé sur base de son cadre logique, (iii) l'étude de base ou l'évaluation de référence; (iv) les rapports d'enquête de suivi des indicateurs du cadre logique du projet, (v) les rapports mensuels, trimestriels, semestriels et annuels, (vi) les rapports de recherche réalisés dans le cadre du programme, (vii) le rapport de l'évaluation mi-parcours, (viii) les études de cas et/ou les fiches de capitalisation (ix) le plan de Suivi & Evaluation, (x) tous autres documents relatifs à l'exécution et le suivi du projet.

4.2.2 Activité 2 : Point dur l'existant en matière d'informations secondaires sur les indicateurs retenus

Pour chaque indicateur retenu, les experts ont identifié les données déjà disponibles et déterminé ainsi les informations complémentaires à collecter par le biais de l'enquête sur le terrain. Le cadre logique fourni dans la documentation, comme prévu dans les termes de référence, a été très utile à cette étape.

4.3 PHASE 3 : ELABORATION DU GUIDE METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE

4.3.1 Activité 1 : Echantillonnage

4.3.1.1 Echantillon des Chefs de ménages

La taille de l'échantillon par région a été calculée suivant la formule de :

$$\text{Taille de l'échantillon} = \frac{\frac{z^2 \times p(1-p)}{e^2}}{1 + \left(\frac{z^2 \times p(1-p)}{e^2 N} \right)}$$

- N = taille de la population soit 150.000 ménages bénéficiaires
- e= marge d'erreur (pourcentage sous forme décimale) soit 10%
- z = z-score soit 1,65 pour un intervalle de confiance de 90%

Le calcul de l'échantillon nous donne une taille de 68 ménages par région, soit un échantillon national de 272 ménages. Cet échantillon, réparti proportionnellement au nombre de ménages par région et en tenant compte de l'inclusivité des femmes, des hommes, des jeunes et des adultes se présente dans le tableau 1.

Tableau 1 : Echantillon des Chefs de ménages par province, par colline et par OP

REGION	PROVINCE	COMMUNE	Colline	Nom OP	CV	Nombre à choisir	H	F	Jeunes	Adultes	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	CENTRE	Jours et Groupes des enquêtes concernés	Nbre	
REGION SUD	BURURI	MATANA	Gasibe	Dutabarane	PDT	12	6	6	6	6	6	6	MATANA	Jeudi 19/09/2019, Groupe 2	4	
	MWARO	GISOZI	Nyakararo	Turashoboye		10	5	5	5	5	5	5	5	Nyakararo	Jeudi 19/09 et Vendredi 20/09/2019, Groupe 2	4
REGION EST	CANKUZO	MISHIHA	Mishiha	Duhuze Inguvu	RIZ	10	5	5	5	5	5	5	MISHIHA	Jeudi 19/09/2019, Groupe 1	6	
	RUYIGI	BUTAGANZWA	Muriza	Twiyunge		8	4	4	4	4	4	4	4	MURIZA	Jeudi 19/09 et Vendredi 20/09/2019, Groupe 1	6
REGION OUEST	BUJUMBURA	MUTIMBUZI	Maramvya	Tuvehasi dukore Asopro Bugoma Covari	RIZ	48	24	24	24	24	24	24	MARANVYA	Lundi 16/09 et Mardi 17/09 Groupe 2	4	
	BUBANZA	MPANDA	Musenyi, Mugaruro I Gifurwe	Cotimu Turibamwe Turibamwe		28	14	14	14	14	14	14	14	MUSENYI	Mardi 17/09 et Mercredi 18/09 Groupe 2	4
		GIHANGA	Buramata ,Gihanga	Dukorere Hamwe Asopro Buramata		30	15	15	15	15	15	15	15	MUSENYI	Mercredi 18/09 Groupe 2	4
REGION NORD	KAYANZA	MURUTA	Yanza	COCODE Imbanzaguseruka Rumuri Twigwaneko	PDT	20	10	10	10	10	10	10	MURUTA	Lundi 16/09 Groupe 1	6	
	KIRUNDO	NTEGA	Rwimbogo	Twungurunani	RIZ	20	10	10	10	10	10	10	NTEGA	Mardi 17/09 Groupe 1	6	
		BWAMBARANGWE	Kabuyenge	Abatabazi Abakeburwa bakumva		86	43	43	43	43	43	43	43	BWAMBARANGWE	Mardi 17/09 et Mercredi 18/09 Groupe 1	6
Total						272	136	136	136	136	136	136				

4.3.1.2 Echantillon des Organisations de Producteurs (OP) et des Unités de Transformations (UT)

Au total 13 OP/UT ont été enquêtées. Elles sont réparties par région et par CVA comme l'indique le tableau 2.

Tableau 2 : Echantillon des Organisations de Producteurs (OP) et des Unités de Transformation (UT)

CV	REGION SUD	REGION EST	REGION OUEST	REGION NORD	TOTAL
RIZ	0	2	3	2	7
PDT	2	0	0	1	3
BANANE	0	0	0	2	2
MANIOC	0	0	1	0	1
TOTAL	2	2	4	5	13

4.3.1.3 Echantillon des IMF

Sur les 13 IMF, les 7 de Bujumbura ont été enquêtées

4.3.1.4 Autres personnes rencontrées au titre des enquêtes qualitatives

Pour les données exhaustives globales sur le projet, le Chef de mission a rencontré les membres de l'Unité de Gestion du Projet notamment le Directeur Pays, le Conseiller Technique Principal, l'Assistant Technique Chargé des chaînes de valeur, l'Assistant Technique chargé du développement des marchés agricoles, l'Assistant Technique chargé du financement des chaînes de valeur, l'Assistant Technique chargé de la liaison avec les Institutions de Microfinance, le Consultant chargé du suivi-évaluation et de la communication et le Consultant responsable de la formation et de l'entrepreneuriat des Jeunes;

4.3.2 Activité 2 : Elaboration du guide méthodologique de l'enquête et des outils de collecte de données

Le guide méthodologique a défini les principaux éléments de l'étude, notamment :

- les différents types et le contenu des fiches de collecte et des grilles d'entretien par centre d'intérêt ;
- les termes de référence des enquêteurs et leur répartition dans les zones d'enquête ;
- le mode de supervision du déroulement de l'enquête et de contrôle de la qualité des données,
- un Manuel d'instruction ou de formation des superviseurs d'enquête et des enquêteurs.

4.3.3 Activité 3 : Restitution et validation du guide méthodologique

Le guide méthodologique reprenant les versions finalisées de l'approche méthodologique du planning, des différents outils de collecte, des autres documents de l'enquête ci-dessus cités et le dispositif de collecte sur le terrain a été présenté au Comité de Pilotage de l'évaluation comme le prévoit les TdR de la mission d'évaluation. Le but de cette restitution était de valider le guide méthodologique de l'enquête. A l'occasion de cette restitution, il a été également établi les rôles et responsabilités de chacun des acteurs du projet dans la conduite de l'enquête. Les membres du Comité de Pilotage ont validé ledit document méthodologique avec quelques suggestions d'amélioration. Au terme de la séance de validation, l'équipe d'experts du BIM Consultance SA a finalisé le document méthodologique de l'enquête, les outils de collecte et le dispositif de mise en œuvre validés.

4.4 PHASE 4 : COLLECTE DES DONNEES

4.4.1 Activité 1 : Recrutement et formation des enquêteurs

Avant de démarrer l'enquête sur le terrain, l'équipe d'experts du BIM Consultance SA a procédé :

- au recrutement de 10 enquêteurs pour 05 jours de travail sur la base de quatre (04) à cinq (05) enquêtés par jour et par enquêteur. Les enquêteurs étaient de niveau minimum Bac plus 3 ans, présentant une expérience confirmée dans la conduite de ce type d'enquête. Ceux qui ont été retenus avaient réalisé par le passé au moins trois (3) enquêtes du genre et parlaient parfaitement le Kirundi,
- à la formation des enquêteurs : une formation d'une (01) journée organisée pour l'ensemble des enquêteurs recrutés avant le démarrage de l'enquête. Une première phase pour la maîtrise théorique des fiches d'enquête et une deuxième phase pour la maîtrise des procédés d'enquêtes ci-dessus présentés.

Chaque enquêteur a disposé en fin de formation :

- d'un Android configuré avec le logiciel sur lequel les outils digitalisés sont enregistrés pour permettre une collecte électronique des données ;
- d'un jeu complet de fiches d'enquêtes (fiche/entreprise et fiche/zone);
- d'un guide de procédé pratique de l'enquête;
- d'une liste complète des zones à enquêter et une carte de localisation de ces zones ;
- d'un calendrier de passage dans les zones, facilitant ainsi les opérations de suivi.

4.4.2 Activité 2 : Collecte de données proprement dite

La collecte de données auprès des Chefs de ménage a été réalisée sur le terrain dans la période du lundi 16 au vendredi 20 septembre 2019. Les outils de collecte ont été configurés dans une application (kobocollect) de collecte de données en ligne. En dehors de cette collecte de données par sondage, un des Experts a collecté des données auprès des sept (07) IMFs à Bujumbura à l'aide d'un guide d'entretien. Les différents outils de collecte sont présentés en annexes.

4.4.3 Activité 2 : Présentation des premiers constats et les recommandations provisoires de l'évaluation.

A l'issue de cette phase, une réunion de restitution a été organisée le vendredi 20 septembre 2019 et a permis à l'équipe d'évaluation de fournir à la direction de l'ICCO Coopération, un représentant de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas, les premiers constats et les recommandations provisoires de l'évaluation. Les participants ont réagi sur ces éléments provisoires et ont fait des suggestions aux experts dans la perspective de l'élaboration de leurs rapports.

4.5 PHASE 5 : TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES

Cette phase a porté sur l'élaboration d'un plan d'analyse, l'organisation des données dans un format d'ensemble, en l'occurrence une base de données et la synthèse et l'analyse des résultats des enquêtes.

4.5.1 Activité 1 : Elaboration du plan d'analyse

Le plan d'analyse a défini les principales analyses à effectuer et les tableaux de synthèse à préparer pour répondre aux besoins en informations du rapport. Il a fourni aussi les détails du contenu des fiches se rapportant à chacun des aspects couverts par l'étude.

4.5.2 Activité 2 : Compilation des données et consolidation de la base des données

A la fin de la collecte, les données provenant des Androïdes/Smartphones des enquêteurs ont été compilées. La base de données brute ainsi constituée a été consolidée. Cette action a consisté à débarrasser le fichier de données obtenues de la saisie des doublons, des valeurs aberrantes et des incohérences diverses et d'autre part, des tests de compatibilité, de conformité et de contrôle d'exhaustivité des données. Une fois le fichier rendu propre, le plan de tabulation s'est déroulé conformément aux orientations du document de référence.

La base consolidée a été transférée dans le logiciel SPSS pour une dernière étape de l'évaluation de la qualité des données (le contrôle du questionnaire pour la cohérence interne (en harmonie avec un manuel de contrôle), les erreurs de sauts, le codage approprié des valeurs manquantes et des non réponses, le contrôle des valeurs extrêmes et d'autres contrôles de logique). Les éventuelles valeurs manquantes injustifiées et les éventuelles incohérences encore présentes dans la base des données ont été recherchées au moyen d'une syntaxe en Stata.

4.6 PHASE 6 : ELABORATION DES TABLEAUX DE PERFORMANCE DU POJET MAVC

Cette phase a été celle de la synthèse des résultats de l'évaluation suivant les principales questions évaluatives de la pertinence, de l'efficacité, de l'efficience, des impacts, de la durabilité des acquis (stratégie de sortie du programme).

Les activités menées à cette phase ont donc été respectivement (1) l'Elaboration du tableau de la pertinence du projet MAVC, (2) l'Elaboration du tableau de l'efficacité du projet MAVC, (3) l'Elaboration du tableau de l'efficience du projet MAVC, (4) l'Elaboration du tableau des impacts et de la durabilité des impacts du projet MAVC et de la stratégie de sortie du programme.

4.7 PHASE 7 : REDACTION DU RAPPORT FINAL

4.7.1 Activité 1 : Elaboration de la version provisoire du rapport d'évaluation

L'équipe d'évaluation a préparé un rapport provisoire basé sur les informations issues de la revue documentaire et des résultats du traitement des données collectées par enquête.

4.7.2 Activité 2 : Transmission de la version provisoire du rapport d'évaluation à l'équipe de pilotage pour commentaires

La version provisoire du rapport d'évaluation a été transmise à l'équipe de pilotage de l'évaluation finale qui a fait ses commentaires et observations.

4.7.3 Activité 3 : Elaboration des observations de l'UGP sur la version provisoire du rapport et transmission à BIM

L'UGP a élaboré ses commentaires et observations sur la version provisoire qui, conformément aux TdR, ont été compilés par le consultant chargé du suivi-évaluation et communication du projet, puis transmis au Bureau d'Etudes.

4.7.4 Activité 4 : Elaboration de la version provisoire d rapport d'évaluation

Les commentaires et observations ont été exploités par les experts pour produire le rapport final de l'évaluation.

Le chronogramme de la mission est présenté à l'annexe 1.

5 RESUME DE LA VERSION INITIALE DU PROGRAMME (MAI, 2014)

L'accès aux services financiers limité : Le secteur bancaire formel compte 10 banques financières dont 4 sont internationales. Le crédit issu du secteur bancaire est très limité au Burundi. A la fin de l'année 2008, il ne représentait que 27% du Produit Intérieur Brut (PIB), ce qui reflète un taux d'exclusion financière de 73%. Ceci signifie un très bas niveau de couverture des services financiers comparé à d'autres pays d'Afrique sub-saharienne. Au Burundi, le secteur de la microfinance se trouve au stade embryonnaire. Les institutions de microfinance ont une présence relativement élevée avec 492 points de service dans le pays, quoique concentrés surtout dans les villes de Bujumbura, Gitega et Ngozi. Les microfinances FENACOBU, Turame et UCODE sont parmi celles ayant le plus grand nombre de points de service avec 99, 68 et 31 points de service respectivement. La portée financière est estimée à 600.000 clients avec 163.000 clients qui ont contracté des crédits. De ces derniers, 117.000 ont reçu des crédits octroyés par des institutions de microfinance et environ 30% sont en dehors de Bujumbura, ce qui signifie qu'environ 35.000 clients ayant contracté des crédits vivent en milieu rural (avec 75% de tous les prêts accordés aux personnes salariées). Cela montre que l'accès au crédit par les populations rurales est très limité et même plus limité pour les petits exploitants agricoles.

Le programme MAVC proposé: Le programme vise à travailler sur deux axes importants à savoir la microfinance agricole et la création de valeur pour les petits agriculteurs à travers le développement et le financement des chaînes de valeur. L'objectif global du programme est l'augmentation des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire de 150 000 ménages ruraux par un meilleur accès à la microfinance rurale via une approche intégrée au développement et au financement des chaînes de valeur. À cette fin, le programme vise à stimuler la microfinance rurale et le financement agricole avec 50 000 nouveaux clients ayant contracté des crédits et 100 000 nouveaux clients épargnants d'ici 2018. Elle vise également à améliorer les liens avec le marché des produits d'une manière soucieuse de l'égalité entre les genres pour 16 000 petits exploitants agricoles dans quatre chaînes de valeur, ce qui leur offrira des circuits de commercialisation fiables pour leurs produits et les connectera à des services financiers appropriés. Compte tenu du fait que le Gouvernement du Burundi est activement impliqué dans le secteur, le présent programme vise à s'assurer une certaine complémentarité avec le programme actuel du gouvernement et celui d'autres donateurs.

Le choix de l'intervention de l'ICCO est de travailler en collaboration avec les structures gouvernementales existantes aux niveaux national, provincial et local. Par exemple, à l'échelle provinciale, nous avons l'intention de collaborer avec "la Maison des Agriculteurs-MdA" qui est un centre de services agro-alimentaires.

Deux domaines d'intervention spécialisés : Le programme portera sur deux catégories d'acteurs à savoir, d'une part, les prestataires de services financiers (institutions micro-financières, coopératives financières, banques, investisseurs sociaux) et d'autre part les Organisations Paysannes (OP) de producteurs agricoles, les acteurs de la chaîne (petites et moyennes entreprises) et les prestataires de services non-financiers. Ces deux composantes sont fortement interdépendantes : les acteurs de la chaîne ont besoin de services financiers appropriés et en temps opportun alors qu'avec une chaîne qui fonctionne incorrectement et en l'absence de mesures d'atténuation des risques, les services financiers ne peuvent pas être fournis de manière durable. Les deux composantes sont mises en œuvre par deux organisations (ICCO et Terrafina Microfinance) qui sont chacune spécialisée dans les deux domaines d'intervention du programme. TMF a été un investisseur dans le secteur de la microfinance au Burundi depuis 2009 (avec 10 institutions financières partenaires dans son portefeuille d'activités) et elle collabore étroitement avec deux investisseurs sociaux, la Fondation Rabobank et Oikocredit pour le refinancement des institutions micro-financières et des organisations des producteurs agricoles. La Fondation Rabobank, ICCO et Oikocredit sont co-fondateurs de TMF.

Et un lien solide entre les acteurs. L'interconnexion entre ces deux composantes (service financier et service non financier) ne peut réussir que lorsque les acteurs des deux parties sont bien représentés dans toutes les étapes de la conception du programme et de sa mise en œuvre. Déjà, le lien entre les deux éléments est délicat. Un financier doit être prudent dans son évaluation du risque lié au crédit, d'où il doit être capable de prendre ses décisions indépendamment des organisations de développement de chaîne de valeur. Encore, le programme doit s'assurer que les investissements alloués au renforcement des capacités des organisations des producteurs agricoles et au développement des chaînes de valeur sont consolidés par les services financiers. Ce dilemme ne peut être résolu qu'à travers une bonne compréhension des perceptions de risque par les financiers, un dialogue régulier entre les fournisseurs des services non financiers et les institutions financières sur les objectifs du programme (sous-secteurs, les partenaires) et les mesures visant à atténuer les

risques. L'architecture actuelle du programme est basée sur les politiques de bonnes pratiques formulées à cet égard par la communauté internationale des donateurs au cours des dernières années. Le lien est fait également avec les agences d'exécution. TMF est institutionnellement liée à ICCO, étant donné que cette dernière fait partie des trois organisations de tutelle (en collaboration avec Oikocredit et la Fondation Rabobank).

Trois composantes du programme. Le document décrit un total de 12 résultats du programme en termes de services financiers améliorés, d'organisations de petits producteurs agricoles davantage fortes et de chaînes de valeur y relatives (composante services non financiers) ainsi que des activités destinées à établir un lien solide entre eux.

a) Résultats attendus pour la composante des services financiers :

- Une offre diversifiée de services financiers ruraux qui répondent aux besoins de la population (agricole et rurale) en services financiers ;
- Un secteur financier rural davantage solide tel que mesuré par les institutions micro-financières qui ont améliorés leur performance (quelques 15 institutions micro-financières) ;
- Demande renforcée pour les services financiers à travers l'éducation financière et la gestion de la performance sociale ;
- Refinancement des institutions micro-financières et des organisations des producteurs agricoles augmenté par des banques et des investisseurs sociaux (y compris Rabobank et Oikocredit).

b) Les résultats attendus pour la composante des services non financiers :

- Des liens commerciaux pour les petits agriculteurs dans quatre secteurs agricoles, à travers un processus de développement des chaînes de valeur sont renforcés ;
- Organisations de producteurs agricoles renforcées et considérées comme un moteur pour l'amélioration de la force de négociation de marché et l'organisation efficace de l'appui aux agriculteurs participants ;
- Productivité agricole renforcée par l'amélioration des systèmes d'exploitation et des investissements agricoles y relatifs.
- Un environnement davantage propice au développement inclusif des chaînes de valeur à travers la collaboration active avec d'autres intervenants/acteurs et le plaidoyer auprès des entités gouvernementales nationales et de districts.

- c) Résultats de la liaison de la finance aux agriculteurs (lien entre financement et développement des chaînes de valeurs) :
- Sensibilisation des intervenants dans les chaînes de valeur (Organisation des producteurs agricoles, fournisseurs du développement, acteurs gouvernementaux et du financement des chaînes de valeur);
- Structures de gouvernance efficace des chaînes de valeur incluant toutes les parties prenantes (Organisations de producteurs agricoles, acteurs de développement des chaînes de valeur et fournisseurs de financements des chaînes de valeur);
- Accords de financement conclus entre les fournisseurs de financement des chaînes de valeur et les agriculteurs/organisations de producteurs agricoles pour les chaînes de valeur sélectionnées, faire en sorte que les 16 000 agriculteurs participants reçoivent le financement nécessaire pour une performance optimale au sein de la chaîne ;
- Un environnement davantage favorable au secteur de la micro-finance, de la finance rurale et du développement inclusif des chaînes de valeur.

Besoin d'une phase de démarrage. Au Burundi l'approche par chaîne de valeur est relativement nouvelle. Un degré d'incertitude persiste sur les éléments cruciaux du programme, qui devrait normalement faire partie intégrante de l'évaluation de la faisabilité de cette proposition de projet. Il y a trois facteurs à l'origine de cette incertitude :

1. Les résultats des évaluations des organisations de producteurs agricoles, des consultations ultérieures sur la participation au programme et le plan de la transition vers l'intégration dans la chaîne de valeur.
2. La sélection des chaînes de valeur sur base de l'évaluation des opportunités commerciales et le potentiel de création de la valeur pour les producteurs primaires et les transformateurs locaux.
3. Les préférences et les priorités des principales parties prenantes incluant les promoteurs du développement des chaînes de valeur, les institutions publiques appuyant le secteur agricole (gouvernement et programmes de donateurs associés) et les institutions financières engagées dans le financement des chaînes de valeur.

La réussite de la complémentarité entre le développement et le financement des chaînes de valeur dépend de l'implication des intervenants durant le processus de planification et de sélection ; de leur compréhension de la valeur ajoutée du programme et de leur engagement financier vis-à-vis du programme. Le financement agricole et le développement des chaînes de

valeur sont très complexes, car ils impliquent de nombreuses parties prenantes et des conditions qui changent rapidement.

En collaboration avec les parties prenantes, des opportunités prometteuses seront identifiées et durant ce processus, un consensus sur la façon d'aller de l'avant sera trouvé.

Pour toutes ces raisons, il n'est pas encore possible de fournir un « plan d'action » complet pour toute la période du programme et une période de démarrage s'avère nécessaire. Pour cela, nous proposons que la première année du programme soit une période de lancement durant laquelle plusieurs détails importants relatifs à la conception du programme seront finalisés pour assurer un plan de mise en œuvre réalisable, une identification des parties prenantes et leur fort sentiment d'appropriation de l'intervention. Il s'agit en particulier de la présélection et de la sélection à la fois des chaînes de valeur à cibler et des organisations de producteurs agricoles qui participeront au programme. Il est très important que pendant la phase de démarrage la collaboration avec des partenaires œuvrant dans le secteur, tels que SPARK, le FIDA et d'autres (comme le programme PASMI) soit mise en place et consolidée par des accords de collaboration. En outre, un mécanisme de coordination avec le ministère des Finances (programme PASMI) sera mis sur pied de même qu'avec les maisons des agriculteurs.

Plan d'action. Vers la fin de la phase de démarrage, un rapport initial sera produit. Dans ledit rapport, les conclusions sur les problèmes susmentionnés seront présentées de même qu'un « plan d'action » pour la mise en œuvre complète du projet pendant la période 2015-2018. Un plan d'action modifié sera fait chaque année du programme en tenant compte de nouvelles informations et réalités sur terrain. La plupart des activités de microfinance seront réalisées dès le début du programme en 2014, dans le cadre de la présence en cours de TMF au Burundi. Les activités de développement des chaînes de valeur et leur lien avec les activités de microfinance seront faites par ICCO pendant toutes la durée du projet.

6 RECIT DETAILLE DE L'EXECUTION DU PROJET

6.1 Démarrage dans un contexte difficile

Les activités du MAVC ont commencé en octobre 2014, par une phase d'inception qui devait prendre fin en juin 2015, mais qui a été prolongée du fait de la déstabilisation du Pays, au 20 novembre 2015. À partir d'avril 2015, le Burundi est entré dans une situation de grave crise qui a conduit, en juin 2015, la communauté Internationale à réduire son appui financier. Ces événements, surtout pendant l'année 2015, ont déstabilisé le programme, ce qui a entraîné un important retard des activités.

Malgré les obstacles du contexte national perturbé pendant la phase de démarrage et l'année 2015, quelques activités de lancement ont été réalisées et des résultats opérationnels obtenus, permettant au programme d'avancer avec ses partenaires pendant l'année 2016. Cependant, il faut noter que c'est à partir de Décembre 2015 que le soutien direct aux OP a effectivement commencé, c'est-à-dire 13 mois après son démarrage.

6.2 L'enquête de référence (novembre, 2015)

Au début du programme, il a été jugé opportun d'établir une situation de référence de sa zone d'action. Cette dernière devrait permettre au programme et à ses partenaires de disposer des données de départ devant elles-mêmes permettre de mesurer plus tard les contributions du programme en termes de valeur ajoutée au niveau organisationnel et socio-économique. En particulier, les résultats de l'enquête devraient permettre de disposer de l'état du moment des conditions de vie des bénéficiaires afin qu'à mi-parcours ou à la fin de la mise en œuvre du programme, les améliorations apportées aux dites conditions de vie soient évaluées.

Le rapport de l'enquête montre qu'ont été documentés nombre de paramètres relatifs aux conditions de vie des bénéficiaires. Au nombre de ces paramètres il y a les caractéristiques socio-économiques des ménages (nombre de personnes vivant dans les ménages membres des OP encadrés ou non encadrés par le MAVC, professions des CM encadrés et non encadrés, principales cultures pratiquées par les ménages encadrés et non encadrés, etc.). Il y avait aussi les données sur les indicateurs de l'insécurité alimentaire des ménages (HFIAS indicators) et les données sur les non HFIAS indicators. D'autres indicateurs socio-économiques ont été documentés.

6.3 L'évaluation à mi-parcours (janvier-février 2017)

L'évaluation a été réalisée entre janvier et février 2017, c'est-à-dire 27 mois après son démarrage de Novembre 2014. Les résultats de l'évaluation à mi-parcours ont mis en exergue les efforts mis en place pour créer un maximum de synergies entre les deux composantes du programme pour établir un pont entre le financement et le développement des CV, en sensibilisant et facilitant la collaboration de tous les intervenants : OP, fournisseurs de services du développement, acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, adéquats pour le développement et financement des chaînes de valeur. Le projet a aidé à la création de structures de gouvernance des CV, avec toutes les parties prenantes, y compris les unités de transformation des produits agricoles (UT).

Des accords de financement sont conclus entre les IMF et les OP engagées dans les chaînes de valeur, cherchant à ce que ces 16.000 agriculteurs reçoivent le financement nécessaire pour une performance optimale au sein de la chaîne. Les IMF engagées dans le financement rural sont stimulées par des activités de formation et de financement négocié dans le but de renforcer leurs capacités de gestion, d'action et de suivi des crédits qu'elles octroient aux petits agriculteurs, promouvant ainsi le nombre de producteurs qui font recours au crédit pour améliorer leurs productions. Les modalités de crédit solidaire sont aussi stimulées et des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), souvent avec un caractère informel, sont graduellement incluses dans le secteur financier, en les liant aux IMF.

Compte tenu du fait que cette approche intégrée de développement et de financement des chaînes de valeur est récente au Burundi, le programme MAVC a réalisé une étude de référence et mis au point un système de suivi et évaluation, pour suivre et évaluer régulièrement les performances et les progrès réalisés par le programme et ses partenaires sur terrain.

Le MAVC a aussi mis au point un certain nombre de produits de crédit, pour les rendre attractifs et fonctionnels pour les IMF, les petits agriculteurs et les OP. Dans ce sens, avec l'appui du programme, les IMF élargissent leurs activités dans le domaine de l'agri-finance. Des progrès intéressants sont signalés dans ce rapport, démontrant que ces IMF ont progressé dans le crédit rural d'une façon soutenue, malgré les limitations imposées par un contexte national incertain et le peu de temps encouru dès le vrai démarrage des opérations du MAVC (en réalité 13 mois).

En même temps, le programme a appuyé 4 chaînes de valeur (banane, manioc, riz et pomme de terre) comme manière privilégiée d'améliorer la qualité et la quantité de leurs produits, d'ajouter de la valeur par leur transformation et ainsi garantir une place avantageuse dans leur commercialisation et ainsi augmenter les revenus. On dénote donc une imbrication entre le soutien aux IMF pour le financement des petits agriculteurs et un appui organisationnel aux OP pour le développement des chaînes de valeur.

Cette approche prouve déjà sa validité et pourra être consolidée pendant le cycle du programme. Le programme MAVC a hérité, en partie, des interventions, expériences et partenariats antérieurs de Terrafina Microfinance (TMF) au Burundi, pour les continuer et développer, dans le cadre de la cohérence avec la stratégie nationale de Microfinance et la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) du Ministère des Finances, du Budget et de la Planification du Développement Économique (MFPDE) et de la Banque Centrale du Burundi.

Le rapport d'évaluation a proposé 7 recommandations, visant à consolider les acquis et les potentialités du MAVC, à savoir :

- Procéder à une révision immédiate du Programme (cadre logique et budget) compte tenu des retards de mise en œuvre et pour l'adapter aux importants changements du contexte national, aux capacités des exécutants et partenaires et à la consolidation des résultats déjà acquis.
- Prioriser les produits de crédit qui ont démontré être les plus faisables dans le contexte actuel, notamment les formes de crédit solidaire et, sous certaines conditions, le warrantage.
- Renforcer le dispositif de Suivi & Evaluation par la création d'un poste permanent au sein de l'équipe gestionnaire
- Mettre en œuvre un dispositif de renforcement des capacités plus flexible, participatif et proactif, orienté davantage vers les besoins tels que ressentis par les participants
- Renforcer le capital confiance qui est le socle de la consolidation de la cohésion entre les différents acteurs (OP, IMF, UTs) pour plus de synergie dans le programme MAVC
- Instaurer une collaboration ouverte, renforcée et proactive avec d'autres programmes, surtout ceux financés par l'Ambassade du Royaume des Pays Bas
- Procéder à une Recherche active de partenaires pour le co-financement

6.4 Elaboration d'un document de réorientation du programme (juillet, 2017)

Ce document de réajustement ou réorientation du Programme MAVC est élaboré en juillet 2017 faisant suite à l'évaluation à mi-parcours du programme. L'une des recommandations faite suite à la présentation de l'évaluation à mi-parcours aux partenaires stratégiques et d'intervention du programme a été de procéder à une révision immédiate du document Programme pour tenir compte des retards de mise en œuvre et pour l'adapter aux importants changements du contexte national, aux capacités des exécutants et partenaires et à la consolidation des résultats déjà acquis.

La méthodologie utilisée pour réviser le programme a consisté en une consultation des principales parties prenantes (équipe du programme, l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas au Burundi, certaines IMFs et certaines organisations des producteurs/Unités de transformation) qui ont donné des points de vue importants. De ces consultations, il est ressorti que les axes d'intervention du programme devraient rester les mêmes en l'occurrence le Financement des Chaines de Valeur (FCV) et le Développement des Chaines de Valeur (DCV) tout en cherchant à établir une connexion efficace et cohérente entre les différents acteurs de ces deux volets. En outre, l'approche d'intervention du programme reste l'approche « Making Markets Work for the Poor »¹.

Si les objectifs et les résultats n'ont pas beaucoup été retouchés, un travail de fonds a par contre été engagé au niveau des activités pertinentes pour les adapter au contexte prévalant au moment de la réorientation et aux retards enregistrés par le programme durant la première partie de la mise en œuvre. Les activités proposées dans ce document tiennent compte des résultats de l'évaluation à mi-parcours qui a mentionné déjà certaines des activités porteuses d'espoir nécessitant une consolidation et des leçons tirées par les différentes parties prenantes en l'occurrence l'équipe du projet, les IMFs partenaires, les Organisations des Producteurs (OP) et les Unités de Transformation (UT) qui ont noué des relations avec le programme.

Les actions retenues pour la deuxième phase du programme MAVC ont été systématiquement décrites en précisant les procédures d'intervention et les produits attendus pour chaque activité en tenant compte d'une part que la mise en œuvre doit nécessiter une réorientation conceptuelle

¹ Démarche visant à une amélioration durable et effective des conditions de vie des pauvres, en comprenant et en agissant sur les systèmes de marché, Guide M4, DFID

de la manière de travailler de l'équipe du programme avec un minimum de temps de conception et de précision d'une part et s'assurer une bonne intégration du processus de suivi et évaluation pour une mesurabilité de l'impact d'autre part.

6.5 Logique d'intervention post-réorientation du programme

Le programme MAVC réorienté comporte 3 composantes auxquelles sont attachés les 11 résultats comme indiqué dans le tableau du cadre logique ci-après présenté (Tableau 4).

Tableau 3 : Cadre logique du programme MAVC réorienté

LOGIQUE D'INTERVENTION	N°	INTITULE
<p>Objectif : Accroître les revenus et la sécurité alimentaire de 150.000 ménages ruraux en améliorant l'accès à la micro- finance rurale, au financement agricole et une approche intégrée de développement de la chaîne de valeur ainsi que le financement de la chaîne de valeur</p>	1	% des ménages ruraux appuyés ayant augmenté leurs revenus
	2	% des ménages appuyés par le programme en sécurité alimentaire
<p>Objectif 1 – Micro-finance : 150.000 ménages ruraux ont un meilleur accès aux services financiers appropriés au Burundi. Ceci est réalisé par le renforcement du secteur de la micro-finance de manière efficace, durable et rentable en mettant un accent particulier sur la sensibilisation des services financiers en milieu rural et l'éducation financière des clients ruraux.</p>	3	100.000 nouveaux clients pour l'épargne
	4	50.000 nouveaux clients demandeurs pour le crédit
	5	% de nouveaux clients satisfaits par les services financiers offerts
<p>Objectif 2 - Liens de la chaîne de valeur : 16.000 agriculteurs ont augmenté leur revenu et la sécurité alimentaire aussi. Ceci est réalisé par la création de connexion avec les marchés agricoles au niveau des 4 chaînes de valeur en leur fournissant des circuits de commercialisation fiables pour leurs produits et en les connectant aux services financiers appropriés.</p>	6	Volume des contrats établis entre les OP et les marchés agricoles par CV
	7	Valeur des contrats établis entre les OP et les marchés agricoles par CV (circuits de commercialisation)
	8	Nombre de crédits octroyés à de petits exploitants à travers le financement agricole par CV
	9	Volume de crédits octroyés à de petits exploitants à travers le financement agricole par CV
<p>Résultats 1.1: Les produits financiers adaptés aux besoins des populations agricoles et rurales pour satisfaire au moins 150.000 clients (100.000 épargnants et 50.000 emprunteurs) sont diversifiés</p>	10	# d'organisations de producteurs ayant accédé aux crédits par CV
	11	Augmenter le nombre de clients non-salariés pour : <ul style="list-style-type: none"> • Caution solidaire (>20,000) • VSLA (>12000 clients) • Financement agricoles pour les petits producteurs (>18000) • Crédit warrantage (>10,000) • VCF (>6,000) • Equipement bail (>150)
<p>Résultat 1.2: Les capacités en finance rurale de 13 IMFs partenaires du programme sont renforcées.</p>	12	Au moins 10 IMF améliorent leurs performances au niveau de l'évaluation par Micro-score, une note de 1-2 à une note de 3-4
<p>Résultat 1.3: L'éducation financière et la gestion de la performance sociale (SPM) développées</p>	13	Au moins 4 IMFs intègrent le programme SPM dans leur système de gestion
	14	Au moins 20.000 clients ruraux sensibilisés en éducation financière

LOGIQUE D'INTERVENTION	N°	INTITULE
Résultat 1.4 : Le refinancement des IMF et SME par les banques et les investisseurs sociaux est accru	15	Au moins 5 crédits obtenus par les partenaires IMF auprès de Rabo bank ou OIKO credit
	16	Au moins 5 accords de financement via les banques et les fonds de refinancement locaux
	17	Au moins 3 investissements par le fonds d'investissement ICCO pour les PME agricoles
Résultat 1.5 : Un environnement propice au financement des CV est promu	18	# d'études sectorielles validées
	19	# d'ateliers pour l'amélioration de l'environnement du secteur
Résultat 2.1 . Les chaînes de valeurs sont développées	20	# d'OP engagées dans le développement des chaînes de valeur
	21	# de producteurs (membres des OP) engagés dans le développement des CV
	22	Volume des produits commercialisés en tonnes par les différents intervenants sur les CV
	23	Valeur des produits commercialisés en Fbu par les différents intervenants sur les CV
Résultat 2.2 : les OP sont renforcées	24	# d'OPs ayant améliorée leurs scores (évaluation par scopeinsight)
	25	% d'OP satisfaits par les services fournis par les LCBs
Résultat 2.3 . La productivité agricole améliorée	26	% d'agriculteurs engagés dans le programme dont la productivité a augmenté d'au moins 15% (tonnes/ha)
Résultat 2.4 : un environnement propice pour le développement de la chaîne de valeur inclusive	27	# d'initiatives des acteurs des CV pour améliorer l'environnement des CV
	28	# d'opportunités de collaboration réalisées avec les autorités du gouvernement
Résultat 3.1 . Un environnement favorable au FCV et au DCV est promu	29	% d'acteurs sensibilisés qui collaborent avec le programme
	30	# d'IMF qui participe activement dans le financement des Chaînes de valeur
Résultat 3.2 : Une gouvernance de la chaîne efficace dans la structure de 4 CV pour les acteurs clés	31	# de protocoles d'entente visant à améliorer la gouvernance des CV
	32	# de protocoles d'entente mutuelle signés entre les OPs/Petits exploitants et les autres acteurs de la chaîne de valeur

6.6 Résumé des activités de l'année 2016

Malgré la situation socio-politique qui prévalait au Burundi, presque toutes les activités ont été exécutées comme planifiées. Il subsistait cependant des écarts de réalisations dont les mesures d'ajustements y relatives ont été arrêtées.

Les principales activités réalisées au titre de l'exercice 2016 sont :

Au niveau de la composante Financement des Chaînes de Valeur (FCV):

- Amélioration de la performance des IMFs partenaires en gouvernance et en gestion à travers les services de renforcement de leurs capacités ;
- Appui à l'élaboration des plans d'affaires et plans de renforcement des capacités de ces IMFs pour le développement des produits financiers ruraux,
- Analyse par Microscore des IMFs et identification des besoins en renforcement des Capacités,
- Développement de 02 nouveaux produits financiers ruraux (crédit solidaire, crédit warrantage) à travers le RIM et en faveur du secteur de la Microfinance au Burundi ;
- Développement et adaptation de 04 nouveaux produits financiers ruraux (crédit agricole avec l'outil d'analyse agri-score card, VSLA's, warrantage, crédit groupes solidaires) avec 08 IMFs partenaires ,
- Développement d'un programme collectif de formation et coaching en faveur des IMFs du secteur, y compris les non membres du RIM, en gestion des opérations, en gestion financière, en gestion des systèmes d'information et de gestion, du contrôle interne, etc.
- Développement d'une expérience pilote de liaisons de plus de 1100 groupes d'épargnes (VSLAs) à la Microfinance ISHAKA •
- Renforcement des capacités des agents des IMFs de leurs connaissances en warrantage à travers les échanges d'expérience à effectuer à l'étranger,
- Introduction dans le secteur de la micro finance de nouvelles thématiques comme l'éducation financière et la gestion des performances sociales dont une formation des formateurs en éducation financière au profit de 18 consultants locaux ;
- Lobbying et plaidoyer pour améliorer l'environnement du secteur de la micro finance et rendre plus souples les conditions d'investissement en faveur des IMFs.

Au niveau de la Composante Développement des Chaînes de Valeur (DCV):

- Appui au développement des chaînes de valeur agricoles à travers 11 partenaires locaux prestataires de services. Ces prestataires sont en contact permanent avec les associations paysannes, les coopératives de producteurs agricoles, les unités de transformation ainsi que les petites et moyennes entreprises ,
- Formation de 11 fournisseurs locaux des capacités (LCBs) sur le Marketing, le coaching, le modèle de gouvernance, la gestion financière, l'entrepreneuriat agricole mais aussi la mise en œuvre des activités sur terrain;
- Evaluation et classification de 63 OPS bénéficiaires pour 2016 sur base de leur maturité par SCOPE INSIGHT. Les 40 OPS évalués par Scope Insight à la première année ont amélioré sensiblement leur score passant d'une moyenne de 2,5 à 3,5 sur une note maximale de 5',
- Formation et coaching des OPs/UT par les LCBs sur l'entrepreneuriat agricole, l'élaboration des plans d'affaires, la gestion financière, le champ école paysan, la gestion des organisations et le marketing;
- Appui technique & financier a travers les soutiens directs à 63 OPS et à 9 unités de transformation pour réduire les contraintes liées aux marchés à travers l'appui technique et la facilitation pour accéder aux facteurs de production (les semences, les engrais, l'outillage agricole, les équipements de transformation, les équipements de contrôle de la qualité des produits, l'amélioration des lieux de stockage, etc.);
- Animation de 12 cadres de concertation ayant traité principalement les questions liées à la liaison des OP/UT aux IMF ainsi que la recherche des marchés. Toutefois, leur intégration au sein des réunions techniques provinciales n'a pas été effective faute de fonctionnement des Groupes Sectoriels Agricoles pour le Développement Rural (GSDR);
- Suivi-évaluation des activités du programme en vue de mesurer les performances et les progrès du programme MAVC: 3 rapports trimestriels, 2 rapports semestriels et le rapport annuel ont été produits ;
- Facilitation de la gouvernance des chaînes de valeur et le renforcement des relations entre les IMF's et les autres acteurs des CV.

Au niveau opérationnel, le programme a travaillé avec d'autres partenaires œuvrant dans le développement des chaînes de valeur et le financement agricole.

6.7 Résumé des activités de l'année 2017

Au cours de l'année 2017, l'équipe du programme MAVC a fourni des efforts considérables pour évoluer vers l'atteinte des objectifs et des résultats fixés même si d'importants changements du staff sont survenus. Grâce à une expertise dans les chaînes de valeur et en particulier sur les quatre maillons suivants, ICCO continue à transformer l'agriculture de subsistance vers l'agri-business. Il s'agit des maillons 1-la production avec les agriculteurs et les OPs, 2-la transformation à travers les innovations et les PME (Unités de Transformation) qui tirent les petits exploitants agricoles, 3-le financement qui développe la capacité des IMF à financer le secteur agricole, et 4-l'accès au marché avec des liaisons de financements ciblés et des contrats équitables.

Au niveau du développement des chaînes de valeur, entre autres :

- 12.003 petits producteurs dont 6.674 hommes et 5.359 femmes ont été engagés dans le développement des chaînes de valeur sur une cible de 16.000 petits producteurs ;
- Parmi les 100 OPs accompagnées par 10 fournisseurs locaux des capacités, 67 OPs ont été connectées à 8 UTs et autres marchés ;
- 28 connections d'affaires sur les 24 prévues ont été effectuées pour les 4 chaînes de valeur. Le volume des produits commercialisés est de 3.486 tonnes d'une valeur de 6.678.038 210 FBU. Parmi ces ventes, 585,93 tonnes de produits (matières premières) et 7.717, hl de vin de banane ont été vendus avec des contrats d'une valeur de FBU 1.017.360.250 .

Au niveau du financement des chaînes de valeur, entre autres :

- Les IMF's partenaires du programme ont enregistré 40.950 épargnants par rapport à une cible attendue de 66.664 épargnants. Bien que la cible n'ait pas été atteinte, on constate qu'elle a été assez approchée ;
- 95.135 petits producteurs qui ont introduit des demandes de crédits auprès des IMF's partenaires du programme sur 33.336 demandeurs de crédit attendus à la fin de l'année 2017 ;
- 14.981 membres des OPs encadrées par le programme ont reçu une éducation financière. La collaboration avec ces clients bien formés en éducation financière a permis aux IMF's de bien mener toutes les opérations d'épargne, d'emprunt et de recouvrement.

6.8 Résumé des activités de l'année 2018

Le programme MAVC a pu réaliser plusieurs interventions qui ont abouti aux résultats suivants.

La connexion par contractualisation des petits exploitants agricoles au marché et aux UTs permet l'augmentation des revenus

L'intervention du programme s'est focalisée sur les actions visant à améliorer la connexion des petits exploitants agricoles et UTs au marché. Il s'agit (1) pour la CV banane de la facilitation de l'octroi d'un crédit pour les OPs qui assurent l'approvisionnement de la matière première (régimes de banane) aux UTs, (2) pour la CV pomme de terre la facilitation de l'octroi de crédit (montant de 187.919.600 Fbu) pour améliorer et augmenter la production de semences de pomme de terre et de pomme de terre de consommation, (3) pour la CV riz de l'appui à une UT pour faire le gradage du riz (amélioration de la qualité du riz blanc) et (4) pour la CV manioc de l'appui à l'UT Floresta dans l'amélioration du transport du manioc frais pour faciliter leurs approvisionnements en matière première.

L'établissement des liens tripartites durables entre les OPs-UT-IMFs à travers des contrats de vente des produits agricoles permet l'augmentation du nombre et du volume des crédits octroyés aux petits exploitants agricoles.

La plupart des OPs et Uts éprouvent des difficultés à obtenir des crédits productifs auprès des IMFs suite au manque de garanties hypothécaires classiques. Cela est couplé au manque de contrats formels entre les acteurs des CV et le manque d'information sur le marché. Compte tenu de ces difficultés, le programme MAVC est intervenu pour sensibiliser sur l'éducation financière de 10.354 membres des OPs et UTs bénéficiaires appuyés par le programme et 11.200 membres des OPs non appuyés par le programme.

La diversification des produits mis sur le marché permet d'augmenter les revenus des petits exploitants agricoles et UTs.

La faible diversification et la valorisation des produits agricoles occasionnent un manque à gagner au niveau des revenus générés par les OPs et les UTs. Cet état de fait empêche les OPs et UTs à satisfaire les clients et à la longue à être moins compétitives sur le marché local et régional. Pour changer cet état de fait, le programme a concentré ses interventions sur (1) la formation-action sur les techniques de séchage des racines de manioc pour la production de la farine de qualité ainsi que le séchage des feuilles vertes de manioc en produit fini séché facilement conservable pendant plus de deux mois, (2) la formation sur la valorisation des

déchets en compost et en briquettes combustibles au niveau de toutes les UTs appuyées par le programme, (3) la formation sur la transformation du riz paddy en riz blanc gradé en deux qualités et le riz étuvé et (4) la formation et appui-coaching à l'amélioration des actions marketing des UTs (points de vente, emballage, publicité).

La professionnalisation des UTs favorise la création d'emploi pour les groupes défavorisés en particulier les femmes et les jeunes

La proportion des femmes et des jeunes au niveau des maillons de la commercialisation et de la transformation reste très limitée. Les femmes sont beaucoup plus présentes au niveau du maillon de production et les jeunes sont quasi-absents dans le développement des chaînes de valeur. En outre, les ressources de production disponibles en milieu rural ne sont pas très accessibles à ces deux groupes. Pour y remédier, le programme a procédé à la professionnalisation des UTs à travers des formations sur la production du compost à partir des déchets produits par les UTs. Ainsi, cette technologie a permis la mise en place d'un système à haute intensité de main d'œuvre fortement générateur d'emploi pour les femmes et jeunes.

Grâce à la facilitation d'accès aux crédits en faveur des petits producteurs, la productivité des semences de PDT s'est accrue

Une des contraintes majeures qu'éprouvent les petits producteurs est l'accès aux crédits productifs à temps pour l'achat des intrants de qualité pour la production de semences de qualité. Pour cette raison, le programme MAVC a facilité la connexion des OPs de multiplication de semences aux IMFs pour qu'elles accèdent au crédit productif à travers le financement des intrants.

La professionnalisation des IMFs partenaires favorise un accroissement de nouveaux épargnants

L'absence de relations d'affaires entre les petits producteurs et les IMFs entraîne un faible financement du secteur agricole en milieu rural. En effet, pour les petits producteurs : il y a (i) la méconnaissance des avantages d'ouvrir des comptes au sein des IMFs (sécurisation de l'épargne et possibilité d'avoir un crédit), (ii) le manque d'information sur les produits financiers formels des IMFs, tandis que pour les IMFs: il y a (iii) la faible capacité à servir les clients du monde rural couplée à (iv) une offre des produits et services financiers non adaptés au financement du monde rural.

Face à ces défis, ICCO a opté une stratégie de promotion et de vulgarisation de l'éducation financière en collaboration avec le RIM et les IMFs partenaires. Concrètement, les agents des

IMFs ont sensibilisé les clients des IMFs et du grand public sur les avantages de l'épargne, les produits et les services offerts par les IMFs à travers les publiereportages à la radio/TV, bulletins/journaux écrits, banderoles, roll up, différentes rencontres sur des lieux publics (marché, rencontre d'affaires, espace de jeux-jeunesse, 2 foires agricoles-jardin public et terrain tempête).

Le développement de nouveaux produits financiers facilite l'accès de petits exploitants agricoles aux services financiers appropriés

L'absence des produits financiers adaptés au monde rural, la faible technologie ainsi que les risques liés au financement rural entravent l'accès aux services financiers des petits exploitants agricoles. Pour lever ces contraintes, le programme MAVC a facilité le développement de 5 produits financiers ruraux en collaboration avec le RIM et les IMFs à savoir : Agrifinance avec A-CAT, (ii) warrantage, (iii) crédit solidaire, (iv) connexion des VSLAs matures aux IMFs et (v) financement des chaînes de valeur.

Quatre (4) IMFs expérimentent le système d'application des normes universelles de gestion de la performance sociale (GPS)

La faible protection des clients (qualité de services du personnel) ainsi que la faible maîtrise de la gestion institutionnelle par les IMFs ne contribuent pas à améliorer les relations entre les clients et les IMFs ce qui se répercute sur les performances des IMFs et la pérennité de leurs activités. Afin de contribuer à l'amélioration des relations entre les clients et les 4 IMFs partenaires (HAUGE FAMILY, CECM, DUKUZE, HOPE), le programme MAVC a facilité l'intégration du système d'application des normes universelles de gestion de la performance sociale au sein de ces IMFs.

La diversification des produits financiers ruraux accroît un besoin de refinancement des IMFs

La diversification des produits financiers ruraux par les IMFs crée une insuffisance des fonds pour répondre aux demandes croissantes de crédits des clients des IMFs partenaires. De plus, les opportunités sur le refinancement sur le marché local sont limitées alors que les possibilités de refinancement sur le marché extérieur est difficile compte tenu du contexte politico-économique actuel occasionnant la rareté des devises sur le marché local. En collaboration avec RIM et ABEF, le programme MAVC a financé un atelier d'échange et de discussion sur les opportunités de refinancement des IMFs par les banques commerciales locales comme solution alternative après le désistement de refinancer les IMFs par les banques Néerlandaises

Rabobank et Oikocredit. Parallèlement, des facilitations pour le refinancement auprès des banques étrangères se sont poursuivies auprès de CORDAID Investment.

L'IMF CECM amorce le processus de digitalisation par l'outil ACAT

Le traitement rapide des dossiers des crédits agricoles est souvent handicapé par la lourdeur administrative dans le processus d'analyse de demande des crédits qui engendre en même temps des coûts opérationnels additionnels. Pour améliorer ce processus, l'IMF CECM a été sélectionnée à cause de son expérience en paiement mobile et a amorcé le processus de digitalisation sous la facilitation de MAVC. A cet effet, une formation-action de l'IMF CECM sur l'utilisation du logiciel performant pour faciliter la gestion de la clientèle et des crédits agricoles a été faite, ce qui va faciliter le paramétrage des données de l'IMF au nouveau système de digitalisation.

Amélioration de l'environnement pour le développement des chaînes de valeur

La problématique pour le développement de l'environnement des chaînes de valeur est la faible collaboration entre les acteurs des chaînes de valeur et les services techniques d'encadrement ainsi que les institutions financières. Pour résoudre ce problème, le programme a animé les cadres de concertation multi-acteurs ayant pour objet l'amélioration des liens de collaboration entre tous les acteurs des chaînes de valeur. Il y a eu facilitation des relations d'affaires à travers des descentes conjointes entre les OPs et IMFs. Il y a eu facilitation entre les UTs et les services techniques étatiques notamment le Bureau Burundais de Normalisation (BBN) pour le contrôle de la qualité des produits transformés et le Centre Nationale de la Technologie Alimentaire (CNTA) pour la diversification des produits au niveau des UTs. Le programme a participé dans l'organisation des foires agricoles en collaboration avec le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage (MINEAGRIE) et le Forum des Producteurs Agricoles du Burundi (FOPABU) qui ont permis aux petits exploitants agricoles et UTs bénéficiaires du programme de faire la promotion de leurs produits.

Ainsi, il y a eu signature de contrats/MOU de collaboration entre ICCO et les autres ONGs partenaires (SPARK, PAM) et contrats entre les petits exploitants et UTs. Sous la facilitation du programme, les institutions techniques étatiques ont rendu aux membres de OPs et UTs des services techniques d'appui (comme certifications des semences ; contrôle de qualité, diversification des produits, valorisation des déchets) permettant ainsi l'amélioration des relations d'affaires entre les acteurs des chaînes de valeur.

7 PERFORMANCE DU PROJET

7.1 Pertinence

Le programme MAVC s'est donné comme objectif global d'accroître les revenus et la sécurité alimentaire de 150.000 ménages ruraux en améliorant l'accès à la micro-finance rurale, au financement agricole et une approche intégrée de développement de la chaîne de valeur ainsi que le financement de la chaîne de valeur. A cet objectif général sont attachés deux objectifs spécifiques que sont :

Objectif 1 – Micro-finance : 150.000 ménages ruraux ont un meilleur accès aux services financiers appropriés au Burundi. Ceci est réalisé par le renforcement du secteur de la micro-finance de manière efficace, durable et rentable en mettant un accent particulier sur la sensibilisation des services financiers en milieu rural et l'éducation financière des clients ruraux.

Objectif 2 - Liens de la chaîne de valeur : 16.000 agriculteurs ont augmenté leur revenu et la sécurité alimentaire aussi. Ceci est réalisé par la création de connexion avec les marchés agricoles au niveau des 4 chaînes de valeur en leur fournissant des circuits de commercialisation fiables pour leurs produits et en les connectant aux services financiers appropriés.

Ces objectifs sont en cohérence avec les orientations nationales du Burundi notamment celles indiquées dans le Plan National de Développement PND 2018-2027 qui, au niveau de son enjeu numéro 1, celui d'une croissance soutenue et inclusive pour une résilience économique et un développement durable, a inscrit comme orientation stratégique 1 : Dynamiser les secteurs porteurs de croissance. Vu la place prépondérante du secteur agricole dans l'économie Burundaise, le PND prévoit des actions en vue d'une agriculture intensive et modernisée pour assurer la sécurité alimentaire et promouvoir l'agriculture de marché. Le programme dans sa composante Développement des Chaînes de Valeur (DCV) s'arrime parfaitement avec les orientations nationales du Burundi prévues au Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2016-2020) élaboré sous l'égide du NEPAD et qui prévoient les trois programmes P1 : Intensification durable des productions, amélioration de la nutrition et protection du patrimoine foncier, P2 : Développement de la transformation et de la commercialisation des productions et de P3 : Développement des capacités des acteurs privés et publics du secteur agricole. Le programme dans sa composante Financement des Chaînes de valeur est aussi en cohérence

avec les orientations retenues dans la Stratégie Nationale d'inclusion Financière (SNIF) qui s'est fixé comme objectif ultime d'assurer l'accès permanent de la population adulte à un ensemble de produits et services financiers (i) offerts par des institutions financières formelles et pérennes, régies par une réglementation adéquate, (ii) diversifiés, abordables et adaptés aux besoins de la population, (iii) utilisés par celle-ci dans le but de contribuer à l'amélioration de ses conditions de vie socio-économiques. Le volet Financement des Chaînes de valeur est parfaitement en phase avec les 3 objectifs globaux de cette SNIF que sont (1) Assurer à la population un accès accru et permanent aux services et produits financiers et des conditions d'accès permettant leur utilisation, (2) Disposer des services et des produits financiers de qualité en adéquation aux besoins de la clientèle cible et (3) Améliorer l'environnement de l'inclusion financière.

Le programme MAVC, dans ses objectifs, répond également aux attentes des bénéficiaires finaux que sont les acteurs des Chaînes de Valeurs Agricoles et les bénéficiaires intermédiaires que sont les acteurs de la microfinance. En effet, au nombre des contraintes qui limitent le développement des CVA, il y a celles de la faible productivité des différentes CVA, de la mise en marché des produits et celles du financement adapté. Le développement des activités pour accroître la productivité (indicateur I26), le développement des nouveaux produits financiers facilitant l'accès des petits exploitants agricoles aux services financiers appropriés (agrifinance, warrantage, le crédit solidaire, la connexion des VCLA aux IMFs, le financement des chaînes de valeurs), la facilitation des liens d'affaires entre les producteurs et les marchés démontrent le bien fondé des objectifs poursuivis par le projet et les attentes des bénéficiaires. Interrogés dans le cadre de la présente évaluation, 97,1% des Chefs de ménages (96,6% des CM Hommes et 100% des CM Femmes) ont déclaré que les objectifs de développer et de faciliter le financement des chaînes de valeurs riz, manioc, pomme de terre et banane du programme MAVC répondent bien à leurs attentes. Au nombre des deux principales attentes, il y a l'accès au crédit (11,3%), la formation sur les itinéraires techniques agro pastoraux (30,8%), l'accès aux semences sélectionnées (10,5%) et l'accès aux autres intrants agricoles (11,3%).

Enfin, les objectifs du programme MAVC concordent avec les objectifs d'autres partenaires qui interviennent dans les secteurs des CVA et de la finance agricole. La plupart des IMFs rencontrées ont témoigné que le programme MAVC était une réponse aux besoins de leurs clients en ce sens, qu'il a facilité leur accès au financement agricole et augmenté leur inclusion

financière. Le programme a également été une réponse aux attentes propres des IMFs notamment sur le renforcement de leurs capacités institutionnelles et l'éducation financière de leur clientèle. Quant à la concordance de vision avec les autres partenaires, elle s'explique à posteriori par les accords passés à l'image des protocoles de collaboration (MoU) signés et des actions conjointes initiées et entreprises avec le PAM, AgriProFocus, CFCIB, BBIN, IFDC, CAPAD, IZERE Hollande, BBN, CNTA, ISABU, ONCCS, Care International, Auxfin, SPARK.

7.2 Efficacité

Nous avons évalué l'efficacité du programme MAVC à travers l'analyse des taux de réalisation des objectifs et résultats fixés au départ. Les prévisions sont celles exprimées à travers les indicateurs objectivement vérifiables du cadre logique et les réalisations sont celles fournies par l'équipe de pilotage du projet lors des entretiens avec les experts et corroborées par les données des rapports annuels d'activités. Le tableau 1 présente les niveaux d'atteinte des objectifs et des résultats.

Tableau 4 : Appréciation de l'efficacité du programme MAVC

Logique d'intervention: Objectifs/Résultats/Activités	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)		Cibles 2014-2019			Observations
	Code	IOV	Prévu	Réalisé	Taux (%)	
Objectif global : Augmenter le revenu et l'amélioration de la sécurité alimentaire de 150 000 ménages et 16 000 petits exploitants agricoles via un accès accru à la microfinance rurale et une approche intégrée au développement et au financement des chaînes de valeur	I1	% des ménages ruraux appuyés ayant augmenté leurs revenus			103,46	Recommandation : Prévoir une étude d'impacts pour apprécier avec des méthodes pertinentes les impacts dus à la mise en œuvre du programme
	I2	% des ménages appuyés par le programme en sécurité alimentaire				
OS 1 : Microfinance. 150 000 ménages ruraux, ont un meilleur accès à des services financiers appropriés au Burundi, d'une manière reconnaissant le rôle prépondérant des femmes	I3	100.000 nouveaux clients pour l'épargne	100 000	183 397	183,40	(1) Cible de cet indicateur a été sous-estimée par rapport au potentiel des IMFs à mobiliser le nombre de clients en particulier les petits producteurs du milieu rural. (2) Les délais de mise en œuvre du programme ont été prolongés (3) Sensibilisation et Education financière, (4) Publicité faite par les IMF partenaires, (5) Nombre de IMF partenaires est passé de 8 à 13. (6) Parmi les 5 nouvelles, il y en a qui couvre tout le territoire (FENACOBU),
	I4	50.000 nouveaux clients demandeurs pour le crédit	50 000	214 266	428,53	(1) Cible à la conception du projet a été largement sous-estimée, (2) Développement de nouveaux produits (warrantage, VSLA, crédit solidaire, agri-finance avec utilisation de l'outil Agricultural Credit Assessment Tool (ACAT), (3) Financement des CVA, (4) Connection des groupements VSLA par ICCO

	I5	% de nouveaux clients satisfaits par les services financiers offerts par les IMFs	100,00	60,90	60,90	(1) Proximité de l'Agence: 61,0 (2) Garanties exigées: 67,5 (3) Commissions et frais de dossiers : 58,4 (4) Taux d'intérêt: 37,6 (5) Délais pour l'analyse et le décaissement du crédit: 75,7 (6) Montant accordé : 76,1 (7) Délai/Durée totale accordé pour le remboursement: 46,7 (8) Fréquence des remboursements : 70,6 (9) Pénalités de retard : 42,1 (10) Possibilité d'obtenir un nouveau crédit : 73,7
OS 2 : Liens de la chaîne de valeur : 16.000 agriculteurs ont augmenté leur revenu et la sécurité alimentaire aussi. Ceci est réalisé par la création de connexion avec les marchés agricoles au niveau des 4 chaînes de valeur en leur fournissant des circuits de commercialisation fiables pour leurs produits et en les connectant aux services financiers appropriés.	I6	Volume des contrats établis entre les OP et les marchés agricoles par CV		2 834,00		(1) Riz: 1804,67 T, Manioc : 39,095 T, PDT : 207,628 T, Banane régime : 782,5 T, Vinde banane : 64767,5 hl
	I7	Valeur des contrats établis entre les OP et les marchés agricoles par CV (circuits de commercialisation)		17 494 371 560		(1) Riz : 2.335.147.550 FBu (2) Manioc : 36.484.310 Fbu, (3) PDT : 321.143.400 Fbu, (4) Banane régime et vin : 14.801.596.300 Fbu
	I8	Nombre de crédits octroyés à de petits exploitants à travers le financement agricole par CV	64 000	22 130	34,58	Non désagrégé par genre. Les logiciels des IMF ne permettraient pas d'avoir les données désagrégées par genre
	I9	Volume de crédits octroyés à de petits exploitants à travers le financement agricole par CV		2 916 527 280		Pas de cible pour cet indicateur
	I10	Nombre d'organisations de producteurs ayant accédé aux crédits par CV # Nombre d crédits octroyés aux Organisations de Producteurs		5 942		Riz : 5059, Manioc: 45, PDT: 221, Banane: 99. Pas de cible pour cet indicateur
R1.1. Les produits financiers adaptés aux besoins des populations agricoles et rurales pour satisfaire au moins 150.000 clients (100.000 épargnants et 50.000 emprunteurs) sont diversifiés	I11	Augmenter le nombre de clients non-salariés pour : <ul style="list-style-type: none"> • Caution solidaire (>20,000) • VSLA (>12000 clients) • Financement agricoles pour les petits producteurs (>18000) • Crédit warrantage (>10,000) • VCF (>6,000) • Equipement bail (>150) 				

		• Caution solidaire (>20,000)	20 000	25 727	128,64	• Caution solidaire (>20,000) en 2019
		• VSLA (>12000 clients)	12 000	22 153	184,61	• VSLA (>12000 clients) en 2019
		• Financement agricoles pour les petits producteurs (>18000)	18 000	9 198	51,10	
		• Crédit warrantage (>10,000)	10 000	17 516	175,16	
		• VCF (>6,000)	6 000	190	3,17	
		• Equipement bail (>150)	150	0	0,00	
R1.2. Les capacités des organisations de la finance rurale sont renforcées	I12	Au moins 10 IMF améliorent leurs performances au niveau de l'évaluation par Micro-score, une note de 1-2 à une note de 3-4	10	6	60,00	Il y a actuellement 13 IMF dans le programme. Sur 7 IF évalués à l'enquête de référence, 6 ont amélioré leurs scores en 2019. Le 7 ième a été sorti du programme pour mauvaise gestion des ressources du programme
R1.3. L'éducation financière et la gestion de la performance sociale (GPS) sont développées	I13	Au moins 4 IMFs intègrent le programme SPM dans leur système de gestion	4	4	100,00	Les IMFs qui participent dans l'intégration de la gestion des performances sociales axées sur la protection des clients sont : CECM, HOPE FUND BURUNDI, DUKUZE et HAUGE FAMILY UMURYANGO. Pour l'intégration du programme de gestion des performances sociales au sein des IMFs partenaires, la formation des cadres et des organes a été organisée. Il était prévu une phase d'évaluation au mois d'octobre 2018 mais compte tenu de la suspension des activités des ONG et cette activité a été annulée.
	I14	• Au moins 20.000 clients ruraux sensibilisés en éducation financière	20 000	22 416	112,08	
R1.4. Le refinancement des IMF, SME et OP par les banques et les investisseurs sociaux est accru	I15	Au moins 5 crédits obtenus par les partenaires IMF auprès de Rabo bank ou OIKO credit	5	0	0,00	Insuffisance de devises dans le pays n'a pas permis aux 2 institutions bancaires des Pays Bas de mettre en place ces crédits
	I16	Au moins 5 accords de financement via les banques et les fonds de refinancement locaux	5	11	220,00	Facilitation de ICCO sous forme d'ateliers de rencontre entre IMF et Banques

	I17	Au moins 3 investissements par le fonds d'investissement ICCO pour les PME agricoles	3	0	0,00	Aucun investissement n'a été réalisé pour les raisons suivantes. Le partenaire financier ICCO-Investment a changé de stratégie de financement pour le Burundi suite à la crise sociopolitique que le pays a connue depuis l'année 2015. Le Burundi n'est pas éligible aux investissements en provenance du fonds d'investissement d'ICCO à cause de notre situation socio-économique qui ne favorise pas le remboursement des fonds en devise.
R1.5. Un environnement propice au financement des CV est amélioré	I18	# d'études sectorielles validées		6		2019 (3): Mobile banking, Crédit-bail, Assurance agricole, 2018 (1) situation du financement rural des femmes et des jeunes au niveau des OP, 2017 (1) 2016 (1)
	I19	# d'ateliers pour l'amélioration de l'environnement du secteur		13		2019 (3) 2 cadres de concertations entre IMF Acteurs des CVA, 1 avec les IMF partenaires et le RIM, 2018 (3) 201 (4) 2016 (3)
C2 : Résultats de la Composante 2 :						
R2.1. Les chaînes de valeurs sont développées	I20	# d'OP engagées dans le développement des chaînes de valeur	50	50	100,00	90 OP en 2017 mais un tri a été fait en tenant compte des performances mesurées sur la base de l'outil Scopinsight. Ce qui a permis de retenir les 50 OP les plus performantes dans le programme
	I21	# de producteurs (membres des OP) engagés dans le développement des CV	16 000	12 003	72,05	Hommes: 5817 Femmes: 4508
	I22	Volume des produits commercialisés en tonnes par les différents intervenants sur les CV		23649 Tonnes + 69054 hl de vin de banane		Pas de cibles pour cet indicateur
	I23	Valeur des produits commercialisés en Fbu par les différents intervenants sur les CV		102 631 351 094		Banane: 51342675547, soit 50%, Riz: 27122442505, soit 26% et

R2.2. Les OP sont renforcées	I24	% d'OPs ayant améliorée leurs scores (évaluation par scopeinsight)	100	100	100,00	Toutes les OP évaluées à l'enquête de référence ont amélioré leur score Scopinsight en 2019
	I25	% d'OP satisfaits par les services fournis par les LCBs	100	100	100,00	Sur base données 2016 et 2017. Données 2018 et 2019 non encore disponibles
R2.3. La productivité agricole est améliorée	I26	% d'agriculteurs engagés dans le programme dont la productivité a augmenté d'au moins 15% (tonnes/ha)				Données pas fiables Recommandation : Identifier la meilleure procédure de collecte de données sur les rendements agricoles en tenant compte des habitudes des producteurs selon les cultures (Données exhaustives, carrés de rendements). Le carré de rendement devrait être la meilleure technique
R2.4. Un environnement propice au développement des CV est amélioré	I27	# d'initiatives des acteurs des CV pour améliorer l'environnement des CV		59		Il s'agit de toute action entreprise par les acteurs des CV (OP, producteurs, IMFs, marchés financiers, commerçants, transformateurs) pour lever les obstacles institutionnels. Indicateur non objectivement vérifiable
	I28	# d'opportunités de collaboration réalisées avec les autorités du gouvernement		69		Indicateur mal défini et difficilement vérifiable
C3 : Résultats de la Composante 3 :						
R3.1. Un environnement favorable au FCV et au DCV est promu	I29	% d'acteurs sensibilisés qui collaborent avec le programme	6	2	33,33	Il s'agit tout acteur dans le DCV et FCV qui a engagé une collaboration formelle avec le programme. Au cours de l'année 2018, 2 MOU ont été signés entre SPARK, PAM et ICCO. En outre, 4 autres MOU (CARE, PAPAB, AUXFIN, HOPE International) étaient en processus de signature en Septembre 2018. CARE et AUXFIN ont signé en 2019

	I30	# d'IMF qui participe activement dans le financement des Chaines de valeur	13	12	92,31	Collaborent avec le programme à divers niveaux notamment dans le financement des CV ciblées, la diffusion des informations en rapport avec l'éducation financière et le développement des produits financiers adaptés aux groupes cibles et susceptibles de s'inscrire dans la durée. (FENACOBU, CECM, ISHAKA, UCODE, TWITEZIMBERE, DUKUZE, DIFO et CORILAC.)
R3.2. Améliorer la visibilité du programme	I31	# de protocoles d'entente visant à améliorer la gouvernance des CV				
	I32	# de protocoles d'entente mutuelle signés entre les OPs/Petits exploitants et les autres acteurs de la chaîne de valeur		654		Tout protocole d'entente signé entre les OP et les autres acteurs (Commerçants, transformateurs, fournisseurs d'intrants, etc.). Données 2017 et 2018. Données 201. Indicateur sans cible finale

Source : Mission d'évaluation finale du programme MAVC, septembre 2019

Les taux d'atteinte des résultats du programme MAVC sont quelque peu variables en fonction des indicateurs. Pour certains, les taux d'atteinte sont inférieurs à 50%, pour d'autres les taux sont compris entre 50 et 100% alors que pour d'autres, les taux sont supérieurs à 100%. Les cas où les taux d'atteinte des résultats sont supérieurs à 100% traduisent souvent une sous-estimation de la cible. C'est le cas de plusieurs indicateurs de la Composante Financement des Chaînes de Valeur (FCV) : les cibles de ces indicateurs ont été sous-estimées par rapport au potentiel des IMFs à mobiliser le nombre de clients en particulier les petits producteurs du milieu rural. Les délais de mise en œuvre du programme ayant été prolongés, il en est résulté des niveaux de réalisation largement supérieurs aux cibles finales prévues au démarrage du programme. La sensibilisation et l'éducation financière, la publicité faite par les IMFs partenaires, et l'augmentation du nombre d'IMFs partenaires passé de 8 à 13 et enfin la bonne couverture du territoire national par certaines IMFs comme la FENACOBU expliquent ces taux d'atteinte supérieurs à 100%,

En moyenne le taux d'atteinte des objectifs physiques est d'environ 103% qui est un taux de réalisation des objectifs et résultats bien satisfaisant en ce sens qu'un taux de 90% est généralement admis comme un bon taux de réalisation.

Dans l'hypothèse où le taux de réalisation physique attendu du MAVC est de 100% des objectifs fixés en fin de période, l'indice d'efficacité du programme calculé est de 1,03, ce qui traduit une bonne efficacité (indice supérieur à 1).

7.3 Efficience

7.3.1 Taux d'exécution du budget

Le budget total du programme MAVC s'élève à 7.921.450 \$US, le tableau ci-dessous présente les taux de consommation desdites ressources ayant permis de réaliser les résultats.

Tableau 5 : Niveau d'exécution du budget

Composantes du projet	Prévisions financières du projet en Euros	Réalisations financières du projet en Euros à fin juin 2019	Taux de réalisation (%)	Observations (explication des écarts en terme de retards, dépassements, etc.)
Objectif : Accroître les revenus et la sécurité alimentaire de 150.000 ménages ruraux en améliorant l'accès à la micro-finance rurale, au financement agricole et une approche intégrée de développement de la chaîne de valeur ainsi que le financement de la chaîne de valeur	7 921 450	6 865 179	86,67	
Objectif 1 – Microfinance : 150.000 ménages ruraux ont un meilleur accès aux services financiers appropriés au Burundi. Ceci est réalisé par le renforcement du secteur de la microfinance de manière efficace, durable et rentable en mettant un accent particulier sur la sensibilisation des services financiers en milieu rural et l'éducation financière des clients ruraux.	3 396 150	2 893 782	85,21	
Objectif 2 - Liens de la chaîne de valeur : 16.000 agriculteurs ont augmenté leur revenu et la sécurité alimentaire aussi. Ceci est réalisé par la création de connexion avec les marchés agricoles au niveau des 4 chaînes de valeur en leur fournissant des circuits de commercialisation fiables pour leurs produits et en les connectant aux services financiers appropriés.	1 589 383	1 172 733	73,79	
Objectif 3 : Assurer la synergie entre le DCV et le FCV	293 900	211 754	72,05	
Résultats 1.1 : Les produits financiers adaptés aux besoins des populations agricoles et rurales pour satisfaire au moins 150.000 clients (100.000 épargnants et 50.000 emprunteurs) sont diversifiés	710 500	722 717	101,72	
Résultat 1.2 : Les capacités en finance rurale de 13 IMF's partenaires du programme sont renforcées.	2 022 400	1 974 719	97,64	
Résultat 1.3 : L'éducation financière et la gestion de la performance sociale (SPM) développées	337 750	31 473	9,32	

Composantes du projet	Prévisions financières du projet en Euros	Réalisations financières du projet en Euros à fin juin 2019	Taux de réalisation (%)	Observations (explication des écarts en terme de retards, dépassements, etc.)
Résultat 1.4 : Le refinancement des IMF et SME par les banques et les investisseurs sociaux est accru	0	32 741		
Résultat 1.5 : Un environnement propice au financement des CV est promu	325 500	132 132	40,59	
Résultat 2.1 : Les chaînes de valeurs sont développées	102 030	133 511	130,85	
Résultat 2.2 : les OP sont renforcées	1 306 750	982 167,00	75,16	
Résultat 2.3 : La productivité agricole améliorée	147 003	51 343	34,93	
Résultat 2.4 : un environnement propice pour le développement de la chaîne de valeur inclusive	33 600	5 712	17,00	Subventions données aux OP et aux Uts
Résultat 3.1 : Un environnement favorable au FCV et au DCV est promu	0	36 126		Réallocation de ressources au cours du programme
Résultat 3.2 : Améliorer la visibilité du programme	0	12 557		Réallocation de ressources au cours du projet
Résultat 3.3 : Arrangement financier réussi entre OP et IMF	198 100	126 823	64,02	
Résultat 3.4 : Apprentissage et échanges dans le DCV et le FCV	21 300	13 767	64,63	
Résultat 3.5 : Amélioration de l'environnement des affaires pour DCV et FCV	74 500	22 481	30,18	
Total output 1.1 -3.5	5 279 433	4 278 269	81,04	
Total Coûts des Opérations et de Fonctionnement (4.1 - 4.4)	2 175 012	2 182 573	100	
4.1. Total staff costs	1 638 210	1 522 792	92,95	
4.2 Equipment purchase	88 510	89 049	100,61	
4.3 Total operational costs	408 088	526 947	129,13	Fin du programme; Septembre 2018, Juin 2019 , Sept 2019, Janvier 2020
4.4 Accounting & legal maintenance	40 204	43 785	108,91	
Cout Total pour les Résultats-Opérations et Fonctionnement(1 - 4)	7 454 445	6 460 842	86,67	
Total AKV (7% du budget pour frais d'appui pour le siège)	467 005	404 337	86,58	

Au total, sur les 7.921.450 Euros de ressources financières acquises pour développer le programme, 6.865.179 Euros ont été consommés soit un taux de réalisation de 86,67%.

Au niveau de la composante 1 (FCV), sur une prévision de 3.396.150 Euros, 2.893.782 Euros ont été consommés soit un taux d'exécution financière de 85,21%. En ce qui concerne la Composante 2 (DCV), sur une prévision de 1.589.383 Euros, 1.172.733 Euros ont été consommés, soit un taux de consommation budgétaire de 73,79%. Pour ce qui est de la composante 3, la consommation budgétaire a été de 211.754 Euros sur une prévision de 293.900 Euros, soit un taux d'exécution financière de 72,05%. Enfin pour les coûts opérationnels et de fonctionnement, il était prévu une dotation budgétaire de 2.175.012 Euros. A fin juin 2019, les consommations de ressources se sont élevées à 2.182.573 Euros soit un taux d'exécution financière de 100,35%

7.3.2 Efficience

L'efficience a été appréciée à travers l'indice d'efficience (rapport entre le taux d'exécution physique et le taux d'exécution financière). Elle est de 1,19 traduisant une bonne efficience (indice d'efficience supérieur à 1). Les ressources du projet ont donc été bien converties en résultats de façon économe.

7.4 Impacts du projet

7.4.1 Contribution à la sécurité alimentaire

L'enquête de terrain organisée à l'occasion de la présente évaluation finale a donné les résultats présentés dans le tableau au sujet de la contribution à la sécurité alimentaire des bénéficiaires

Tableau 6 : Difficultés à nourrir suffisamment la famille pour les membres des OP encadrées par MAVC et pour les non membres

Années	2015						2019							
	Modalités		Ménages cibles		Ménages témoins		Total		Ménages cibles		Ménages témoins		Total	
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Oui	363	77,9	361	81,86	724	79,82	56	40,9%	71	52,6%	127	46,7%		
Non	103	22,1	80	18,14	183	20,18	81	59,1%	64	47,4%	145	53,3%		
Total	466	100	441	100	907	100	137	100,0%	135	100,0%	272	100,0%		

Source : Données Enquête de référence 2015 et Evaluation finale MAVC 2019

En 2015, 77,9% des ménages cibles du programme MAVC avaient des difficultés à nourrir suffisamment leurs familles contre 81,86% des ménages témoins qui avaient les mêmes

difficultés. En 2019, les données collectées montrent que 40,9% des ménages cibles du programme ressentent les mêmes difficultés contre 52,6% de ménages témoins. Ces résultats de 2019 traduisent, par rapport à leurs niveaux de 2015, une amélioration d'environ 48% chez les ménages cibles contre environ 36% chez les témoins.

En ce qui concerne la fréquence de difficultés de nourrir suffisamment la famille par les membres des OP et les non membres, les évolutions entre 2015 et 2019 sont présentées dans le tableau 8.

Tableau 7 : Fréquence de difficultés de nourrir suffisamment la famille par les membres des OP et les non membres

Années	2015						2019					
	Cible		Témoins		Total		Cible		Témoins		Total	
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Rarement	55	15,2	52	14,4	107	14,8	26	46.4%	28	39.4%	54	42.5%
Quelques fois	190	52,3	206	57,1	396	54,7	22	39.3%	28	39.4%	50	39.4%
Souvent	118	32,5	103	28,5	221	30,5	8	14.3%	15	21.1%	23	18.1%
Total	363	100	361	100	724	100	56	100.0%	71	100.0%	127	100.0%

En 2015, 15,2% des ménages cibles du programme MAVC avaient rarement des difficultés à nourrir suffisamment leurs familles contre 14,4% chez les ménages témoins. En 2019, les données collectées montrent que ces taux sont passés à 46,4% chez les ménages cibles et 39,4% chez les ménages témoins traduisant une amélioration d'environ 205% chez les ménages cibles et 174% chez les ménages témoins.

En ce qui concerne les difficultés à avoir les aliments préférés par les membres des OP et les non membres, les données d'enquête récapitulées dans le tableau 9 ne semblent pas montrer une amélioration mais plutôt une dégradation aussi bien chez les ménages cibles que chez les ménages témoins.

Tableau 8 : Difficultés à avoir les aliments préférés par les membres des OP et les non membres

Modalités	2015						2019					
	Cible		Témoins		Total		Cible		Témoins		Total	
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Oui	186	40,2	224	50,9	410	45,4	76	55.5%	81	60.0%	157	57.7%
Non	277	59,8	216	49,1	493	54,6	61	44.5%	54	40.0%	115	42.3%
Total	463	100	440	100	903	100	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Par contre la tendance observée entre 2015 et 2019 est une amélioration lorsque l'on s'intéresse à la variation de l'alimentation des ménages (Tableau 10). Toutefois, s'il est vrai que les deux types de ménages ont amélioré leur situation, il y a lieu de remarquer que le bond est plus important chez les ménages témoins qui passent de 64,6% à 83% soit près de 20 points alors que les ménages cibles passent 65,5% à 68,6% soit à peine 3 points.

Tableau 9 : Variation de l'alimentation pour les membres des OP et les non membres

Années	2015						2019					
	Ménages Cibles		Ménages Témoins		Total		Ménages Cibles		Ménages Témoins		Total	
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Oui	305	65,5	285	64,6	590	65,0	94	68.6%	112	83.0%	206	75.7%
Non	161	34,5	156	35,4	317	35,0	43	31.4%	23	17.0%	66	24.3%
Total	466	100	441	100	907	100	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

En ce qui concerne les proportions de ménages mangeant moins d'un repas par jour, les données de l'évaluation montrent une amélioration au niveau des deux types de ménages (Tableau 11)

Tableau 10 : Les ménages qui mangent moins d'un repas par jour pour les membres des OP et les non membres

Année	2015						2019					
	Cible		Témoins		Total		Cible		Témoins		Total	
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Oui	157	33,7	170	38,5	327	36,1	12	8.8%	25	18.5%	37	13.6%
Non	309	66,3	271	61,5	580	63,9	125	91.2%	110	81.5%	235	86.4%
Total	466	100	441	100	907	100	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

En 2015, 33,7% des ménages cibles et 38,5% des ménages échantillons mangeaient moins d'un repas par jour. En 2019, ils ne sont plus que 8,8% et 18,5% respectivement chez les ménages cibles et chez les ménages témoins. L'amélioration a été nettement meilleure chez les ménages cibles que chez les ménages témoins, soit respectivement 74% et 52%.

L'évolution est globalement dans le même sens lorsque l'on examine l'évolution des pourcentages de ménages ayant dormi affamés parce qu'ils n'avaient rien à manger (Tableau 12).

Tableau 11: Ménages qui ont eu à dormir affamé parce qu'ils n'avaient rien à manger pour les ménages membres des OP et les non membres

Années	2015						2019					
	Cible		Témoins		Total		Cible		Témoins		Total	
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Oui	144	31,1	149	33,9	293	32,4	20	14.6%	34	25.2%	54	19.9%
Non	319	68,9	291	66,1	610	67,6	117	85.4%	101	74.8%	218	80.1%
Total	463	100	440	100	903	100	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

7.4.2 Contribution à l'amélioration des revenus des membres des ménages

Les données du tableau 13 présentent les résultats de l'enquête au sujet des revenus des ménages selon qu'il s'agit de ménages cibles ou de ménages témoins.

Tableau 12 : Revenu Moyen (en FBU) pour les membres des OP et les non membres par province

Province	Groupe Cible	Groupe Témoin
Bubanza	2 753 333	2 114 286
Bujumbura	1 662 852	963 810
Bururi	708 333	1 066 667
Cankuzo	3 800 000	2 756 000
Kirundo	1 361 800	639 571
Kayanza	667 000	1 744 000
Mwaro	2 400 000	1 340 000
Ruyigi	587 500	578 750
Moyenne	1 750 781	1 216 341

La différence entre les revenus des deux groupes n'est pas significative (Test Ki2, p=1,000). Par ailleurs, il n'existe pas de données de référence sur ces revenus déclarés pour vérifier si entre 2015 et 2019, il y a eu une amélioration desdits revenus.

Les Chefs de ménage interrogés ont cependant indiqué à plus de 72% qu'il y a eu variation des revenus et que cette variation avait un lien avec la mise en œuvre du programme MAVC dans leurs localités (Tableau 14).

Tableau 13 : Liaison entre la variation du revenu et le programme MAVC par province

PROVINCE	Oui		Non	
	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	28	93.3%	2	6.7%
BUJUMBURA	20	74.1%	7	25.9%
BURURI	4	66.7%	2	33.3%
CANKUZO	5	100.0%	0	0.0%
KAYANZA	7	70.0%	3	30.0%
KIRUNDO	29	58.0%	21	42.0%
MWARO	2	40.0%	3	60.0%
RUYIGI	4	100.0%	0	0.0%
Total	99	72.3%	38	27.7%

Cette variation s'expliquerait par certaines actions de ICCO (Tableau 15).

Tableau 14 : Les raisons qui démontrent que la variation de revenus est liée aux actions du MAVC par sexe du chef de ménage

Raisons	Sexe du chef de ménage			
	Masculin		Féminin	
	Effectif	%	Effectif	%
Icco nous a formés sur les techniques modernes de cultiver	60	69.0%	4	33.3%
Icco nous a aidés à avoir des semences sélectionnées	11	12.6%	4	33.3%
Icco nous a donné des intrants	26	29.9%	6	50.0%
Accès facile au crédit	40	46.0%	3	25.0%
Changement climatique	2	2.3%	3	25.0%
Travail en groupe	5	5.7%	1	8.3%

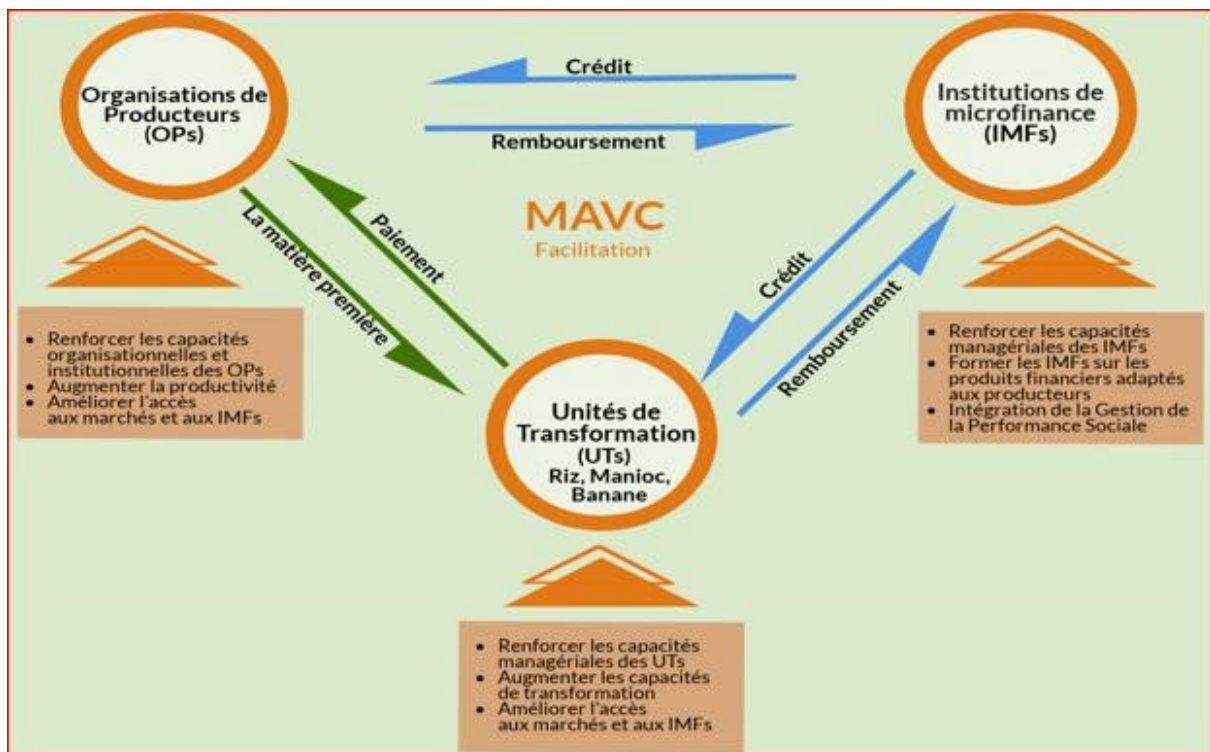
Source : Données d'enquête de l'Evaluation finale du programme MAVC, septembre 2019

Au nombre des événements majeurs cités par les chefs de ménages enquêtés pour justifier le lien de causalité existant entre l'amélioration de leurs revenus et le programme, il y a les actions

de formations sur les itinéraires techniques (69% des CM hommes et 33,3% des CM femmes), l'appui pour l'acquisition des semences sélectionnées (33,3% des CM femmes), l'appui pour l'acquisition des autres intrants (50% des CM femmes) et l'accès au crédit (46% des CM hommes et 25% des CM femmes).

7.5 Durabilité et stratégie de sortie du programme

7.5.1 Schéma global résumant les actions de pérennisation des acquis de MAVC



Les actions de pérennisation du programme MAVC s'articulent sur la relation tripartite renforcée OPs-UTs, les marchés et les IMFs. Cette relation tripartite est axée sur trois (3) piliers principaux à savoir : (i) le renforcement des capacités sur diverses thématiques plus particulièrement sur les itinéraires techniques de production et de transformation (OPs/UTs), (ii) la connexion au marché (UTs/PMEs/marchés institutionnels) ainsi que (iii) la connexion aux Institutions de Microfinance (IMFs).

7.5.2 Les principales actions de pérennisation des acquis du programme MAVC

Les principales actions de pérennisation des acquis et stratégies de sortie du programme sont les suivantes.

- 01- Le RIM étant un réseau des institutions de microfinance dont la mission est de contribuer au développement des services financiers viables et efficaces en faveur de la population à faibles revenus, toutes les actions visant le renforcement des capacités des Institutions de Microfinance (IMF) lui ont été confiées. A cet effet, les cadres du RIM ont été formés pour un accompagnement technique du secteur. En outre, les formations envisagées dans le plan d'action 2019 se focalisent sur un transfert de compétences que le RIM continuera à utiliser dans l'appui aux IMFs.
- 02- Les tests et la mise en œuvre des produits financiers (VSLA, crédit solidaire, agrifinance et warrantage) adaptés au contexte socio-économique du Burundi permettront aux IMF d'évaluer leur valeur ajoutée par rapport à leurs portefeuilles. Ceci va renforcer leurs expériences dans la contextualisation et la mise à l'échelle des produits concernés afin de continuer leur application au-delà de la fin du programme.
- 03- Le développement des produits financiers spécifiques pour les chaînes de valeur comme le warrantage, l'agrifinance, le crédit solidaire, la connexion des VSLA aux IMFs et les produits basés sur les contrats (financement des chaînes de valeur) entre les OP et les unités de transformations a été une réalité au cours du programme. Il en résulte que la promotion de la contractualisation entre (i) les Organisations des Producteurs-Unités de Transformation, (ii) Organisations des Producteurs/Unités de Transformation et (iii) les IMF constitue une stratégie de sortie qui permet de pérenniser des relations d'affaires mieux soudées pour le long terme entre ces acteurs.
- 04- Le programme a favorisé l'apprentissage, la capitalisation et la communication de bonnes pratiques par tous les acteurs des chaînes de valeur. Ce qui permet la diffusion

des innovations et des échanges d'expériences permanents entre acteurs. Ces échanges se font généralement à travers les cadres de concertation sectoriels par chaîne de valeur où tous les acteurs impliqués notamment les OPs, les UTs, les PMES, les services techniques et de recherche du MINEAGRIE, les administratifs, les IMFs discutent des stratégies de lever les contraintes qui pèsent sur tous les maillons des chaînes de valeur. Les membres qui participent dans ces cadres de concertation devront donc continuer à faire des échanges à travers les Groupes Sectoriels Agriculture et Développement Rural (GSADR) organisés le MINEAGRIE afin de pérenniser les actions initiées par MAVC dans le développement des chaînes de valeur. De même, les rencontres trimestrielles organisées par le RIM afin d'évaluer l'état de développement des différents produits financiers en cours de vulgarisation (VSLA, crédit solidaire, warrantage et agri-finance) serviront de cadre de dialogue continu entre les acteurs (OP, UT, IMF) même après la fin du programme ;

- 05- Le programme a aussi mis à contribution un personnel technique de proximité incluant 6 consultants agri-champions qui appuient en permanence les OPs, UTs/PMES et IMFs. Ces consultants, du fait qu'ils sont membres de la communauté, vont continuer à donner des appui-conseils aux membres des OPs, UTs, PMES même au-delà du programme ;
- 06- Le programme a élaboré une trajectoire de coaching/appui-conseil au niveau des OPs, UTs et PMES afin de les professionnaliser dans l'inclusion du genre et de la jeunesse dans le développement des chaînes de valeur dans leurs pratiques quotidiennes. A cet effet, les leaders formés sur le coaching vont continuer à former les autres membres même au-delà du programme.
- 07- La contribution financière des Organisations des Producteurs et Unités de Transformation dans le financement de leurs micro-projets est une stratégie de pérennisation et d'appropriation de leurs activités d'agro-business même au-delà du programme.
- 08- La mise en relation des OP et UT (parfois en dehors des 4 CV cibles de MAVC) avec l'outil AgriBusiness Booster d'ICCO Coopération Pays Bas permet d'assurer un marché durable et par conséquent, la diversification des revenus, l'autonomisation et la viabilité de ces organisations.
- 09- Le renforcement des capacités des acteurs des chaînes de valeur (Organisations des Producteurs, Unités de Transformation, Institutions de Microfinance) sur plusieurs aspects (organisation, gestion, mobilisation de fonds) pour qu'ils soient des interlocuteurs valables dans les chaînes de valeur ciblées ;

- 10- Le transfert de compétences au sein des structures/organisations bénéficiaires de l'appui du projet permettra d'augmenter et de pérenniser les acquis du projet : formation de formateurs, formations par les pairs et coaching *in situ*.
- 11- La mise en relation et les interventions conjointes avec les autres projets et programmes intervenant dans le même secteur (SPARK, PAPAB, ENABLE, PAM) permettra de renforcer et d'intensifier les acquis par ses acteurs. Ainsi, ces partenaires pourront continuer à tisser des relations avec ces acteurs après la mise en œuvre du projet ;
- 12- Les financements obtenus à travers le projet et ses partenaires (par exemple le refinancement des IMF par des banques Burundais, les investissements du programme Agri Business Booster d'ICCO Coopération) permettra d'augmenter le potentiel de financement des petits producteurs dans des chaînes de valeur ciblées
- 13- La participation (financière) des Organisations des Producteurs et Unités de Transformation dans le financement de leurs micro-projets est une stratégie de pérennisation. Par exemple : l'appui d'IMENA (UT Banane) dans la valorisation des déchets en fumure organique favorise une appropriation plus durable
- 14- Mise en relation des OP et UT (parfois en dehors des 4 CdV cibles de MAVC) avec l'outil AgriBusiness Booster d'ICCO Coopération Pays Bas permet d'autonomiser ces organisations et tirer les autres acteurs des chaînes de valeur (OP, UT, et IMF)
- 15- Les rencontres trimestrielles d'évaluation de l'état de développement des différents produits financiers en cours de test (VSLA, crédit solidaire, warrantage et agrifinance) et les visites inter IMF's alimenteront un dialogue continu entre les acteurs (OP, UT, IMF) même après la fin du programme

8 LEÇONS APPRISES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME MAVC

La mise en œuvre du programme MAVC a permis d'apprendre quelques leçons dont les plus importantes sont :

- 01- La valorisation des déchets et des sous-produits au niveau des UTs permet l'augmentation des revenus et la création d'emplois permanents et saisonniers pour les femmes et les jeunes. En outre les salaires de ces employés sont payés par les UTs via les IMFs, ce qui renforce à la longue l'inclusion financière en milieu rural ;
- 02- Le financement du maillon de la production (produit Agrifinance) par de l'utilisation de l'outil A-CAT permet de mieux renforcer et pérenniser les relations d'affaires entre les petits producteurs et les IMFs;
- 03- L'utilisation de la technologie (logiciels performants, POS et téléphonie mobile) permet d'augmenter la collecte de l'épargne et d'atteindre les populations défavorisées et éloignées des points de services des IMFs. Ceci permet également de réduire les coûts de construction d'autres agences additionnelles en milieu rural par les IMFs;
- 04- Le warrantage développé selon l'approche de MAVC (approche social du warrantage) permet de lever le déséquilibre dans la redistribution des bénéfices générés par la vente des produits agricoles warrantés. En effet, il permet au vrai détenteur de la production en l'occurrence le petit producteur de jouir à juste titre le bénéfice généré par la vente des produits warrantés ;
- 05- L'utilisation rationnelle des crédits agricoles contribuent à la professionnalisation des OPs. En effet, ces OPs renforcent leurs connexions au marché et aux IMFs et améliorent en même temps leurs performances ;
- 06- Le développement des produits financiers au niveau des IMFs engendre l'augmentation du nombre de clients et la création des besoins en fonds de crédit supplémentaire (besoin de refinancement) pour faire face à la demande additionnelle.

9 RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

Au terme de la présente mission d'évaluation et au regard du récit du déroulement du programme MAVC, de l'évaluation de sa performance globale, des mesures en place pour une sortie du programme qui garantit la pérennisation des acquis les recommandations ci-après sont soumises à l'appréciation des responsables du programme (Tableau 16)

Tableau 15 : Principales recommandations

N° d'ordre	Fondements de la recommandation	Recommandations dans le cadre d'une seconde phase éventuelle de la subvention
1	Une certaine instabilité au niveau de l'Unité de Coordination du programme en raison des ruptures de contrats intervenues, ce qui a entraîné une certaine discontinuité dans la réalisation et le suivi des actions du programme	Pour mieux gérer une instabilité éventuelle du Staff du programme à venir, mettre en place des manuels de procédures claires permettant d'assurer la continuité dans la conduite des activités même en cas de changement de personnel
2	Beaucoup d'indicateurs du cadre logique ont été mal formulés : cibles initiales et/ou finales absentes ou irréalistes, pas de valeurs cibles intermédiaires dans le cadre logique. Cette situation a rendu impossible une évaluation objective des taux d'atteinte des objectifs et des résultats du projet liés auxdits indicateurs	Pour le programme à venir, organiser dès le démarrage du projet un atelier regroupant des personnes ressources bien informées des domaines d'intervention dudit programme pour valider le cadre logique proposé dans le document du projet en étant le plus proche possible des réalités du pays. L'enquête de référence devra permettre de confirmer ou de redresser les valeurs de base de ces indicateurs de même que les valeurs cibles intermédiaires et finales
3	La mise en œuvre du programme a nécessité la création de synergies solides entre les deux composantes du Développement des Chaînes de Valeurs (DCV) et le Financement des Chaînes de Valeurs (FCV). A cet effet, beaucoup de sensibilisations au profit des acteurs des CV (OP, fournisseurs de facteurs de production) et ceux du financement des chaînes de valeur (IMF) ont été organisées. Le programme a aussi appuyé la création des structures efficaces de gouvernance des chaînes de valeur et favorisé la	Cet important résultat du programme est encore fragile et ne sera durable que si ces synergies d'actions entre les deux composantes (DCV et FCV) se poursuivent encore un temps. C'est pourquoi, si le prochain programme devrait seulement se contenter du volet FCV, il serait bien indiqué de trouver un partenariat avec un autre programme de DCV. La mise en place de financements ne devrait pas être une finalité mais plutôt que ces financements à mettre en place contribuent au

N° d'ordre	Fondements de la recommandation	Recommandations dans le cadre d'une seconde phase éventuelle de la subvention
	conclusion des accords de financement entre ces acteurs. Les résultats de ces actions ont pour conséquence la mise en place progressive d'un environnement propice favorable au secteur de la microfinance, de la finance rurale et du développement inclusif des chaînes de valeur.	développement des CV. Un développement des CV entraîne une amélioration des revenus et des conditions de vie des populations des zones rurales
4	Un important résultat du programme n'a pu être documenté faute de dispositions pratiques : l'accroissement de la productivité des chaînes de valeurs agricoles. Il s'agit d'une faiblesse qu'il faudra corriger au cours du prochain programme qui devrait avoir comme cible finale les acteurs des chaînes de valeurs même si les IMF venaient à être les cibles de premier degré	Dans l'échantillon qui sera constitué lors de l'enquête de référence et qui devra servir pour l'évaluation à mi-parcours, l'évaluation finale et l'évaluation d'impacts, il faudra constituer par CV un échantillon représentatif de producteurs. Des carrés de rendements seront installés dans les exploitations de ces producteurs selon les règles de l'art. Un pool de Techniciens agricoles devra suivre l'évolution de ces carrés de rendement chaque campagne jusqu'à la récolte et à la pesée desdites récoltes. Cette disposition permettra d'avoir des données fiables sur l'évolution de la productivité qui est un paramètre plus important que l'accroissement de la production au regard des considérations liées à gestion rationnelle des ressources naturelles et de la durabilité de la production agricole
5	La synergie d'actions n'a pas été parfaite entre les Responsables techniques et les Responsables financiers du Programme. A l'occasion de cette évaluation finale, il a été constaté que les tableaux de gestion financière disponibles au niveau du Financier ne correspondait pas exactement au cadre logique suivi par les responsables techniques pour renseigner les différents indicateurs	Pour le futur programme, il serait plus intéressant que les départements techniques et le département en charge de la gestion financière travaillent en synergie en adoptant l'approche budget programme ce qui fera que les dépenses seraient alignées sur le cadre logique du programme et facilitera les imputations budgétaires aux financiers.
6	Le Responsable du SE ne fait pas partie de l'Unité de Coordination du programme. L'évaluation à mi-parcours avait recommandé de renforcer le dispositif de SE par la création d'un poste permanent au sein de l'équipe gestionnaire (Recommandation 3). Certes le Programme a effectivement recruté un Responsable de SE par la	La mission recommande de prévoir dans l'organigramme du programme à venir un poste de Responsable de SE dans le Staff du programme. Ce Responsable de SE devrait avoir dans son cahier de charge toutes les activités de SE aussi bien sur les volets techniques que sur les volets financiers. En

N° d'ordre	Fondements de la recommandation	Recommandations dans le cadre d'une seconde phase éventuelle de la subvention
	suite mais ce dernier est resté en position de Consultant, apparemment en raison du délai très court qu'il restait pour la fin du programme	particulier il devrait être responsabilisé pour suivre la bonne réalisation de l'atelier de validation du cadre logique et de l'enquête de référence en début du programme, de l'évaluation à mi-parcours, de l'évaluation finale et de l'évaluation d'impacts du programme. Il devrait aussi effectuer, suivant une périodicité régulière préalablement définie, des missions de suivi sur le terrain.
7	Sur l'inclusivité, les entretiens ont montré que cette préoccupation a été prise en compte par le programme de telle sorte que femmes, hommes, jeunes et adultes ont bénéficié des actions du programme. Toutefois cet aspect a été faiblement documenté dans les statistiques et beaucoup de données de réalisations sont restées brutes et globales. Les Responsables du RIM ont signalé à cet effet que les logiciels autrefois utilisés par les IMF ne permettaient pas de désagréger les données mais que les nouveaux logiciels permettront de répondre à cette préoccupation.	Il est recommandé pour le programme futur de prendre les dispositions dès le départ pour que les données du programme soit désagrégées suivant le genre (Hommes, Femmes, Jeunes et Adultes). A cet effet le Système de suivi-évaluation à mettre en place devrait prévoir tous les outils nécessaires
8	Un système informatisé de suivi-évaluation n'a pas été mis en place dès le démarrage du programme.	Mettre en place un système de suivi-évaluation informatisé dès le démarrage du programme pour permettre un bon suivi des activités du programme
9	Beaucoup de résultats ont été obtenus grâce à la mise en œuvre du programme. Ces résultats vont produire des impacts sur les bénéficiaires notamment les bénéficiaires finaux que sont les producteurs agricoles en ce qui concerne leurs revenus, la sécurité alimentaire et en général leurs conditions de vie. Des impacts importants devraient aussi au niveaux des IMF.	Prévoir une étude d'impacts pour le programme MAVC. Cette étude pourrait se réaliser en 2024, soit cinq (05) ans après la fin du programme. Elle permettra avec une approche méthodologique appropriée de documenter les impacts du programme.

CONCLUSION

La présente évaluation finale du programme MAVC a permis d'évaluer la performance globale de l'intervention au regard des critères de la pertinence, de l'efficacité, de l'efficience, des impacts et de la durabilité. Quelques leçons ont été tirées et des propositions formulées pour améliorer l'exécution d'une seconde phase éventuelle du programme.

ANNEXES (Tome 2)

No table of figures entries found.

REPUBLIQUE DU BURUNDI

🇧🇮

ICCO-COOPERATION

🇧🇮

PROGRAMME MICROFINANCE, AGRI-FINANCE ET CHAINES DE VALEUR (MAVC)

🇧🇮

EVALUATION FINALE DU PROGRAMME

ANNEXES DU RAPPORT

Bureau d'Ingénierie et de Management



BIM Consultance SA

Cabinet d'études International certifié ISO 9001 : 2008

02 BP 1771 Cotonou – BENIN

Bureau : 🇧🇮 (00229) 21 35 44 29

Mobile : 📞 (00229) 95 86 51 22 /66 03 04 00

E-mail : ✉️ bimsarl@yahoo.fr

OCTOBRE 2019

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : TERMES DE REFERENCE	3
Annexe 2 : CHRONOGRAMME D'EXECUTION DE LA MISSION.....	12
Annexe 3 : QUESTIONNAIRE MENAGES (GROUPE CIBLES et TEMOINS).....	16
Annexe 4 : QUESTIONNAIRE ORGANISATIONS DES PRODUCTEURS (OP)	36
Annexe 5 : QUESTIONNAIRE INSTITUTIONS DE MICROFINANCE (IMF)	44
Annexe 6 : QUESTIONNAIRE UNITES DE TRANSFORMATION	54
Annexe 7 : TABLEAUX DETAILLES DES RESULTATS DES DONNEES COLLECTEES.....	57
Annexe 8 : LISTE DES DOCUMENTS CONSULTEES.....	117

Annexe 1 : TERMES DE REFERENCE

APPEL A PROPOSITION POUR UN BUREAU DE CONSULTANCE DE L'EVALUATION FINALE D'UN PROGRAMME D'ICCO COOPERATION AU BURUNDI

I. Contexte et Justification

ICCO Coopération met en œuvre son programme Microfinance, Agri-finance et Chaîne de Valeur au Burundi (MAVC) depuis Octobre 2014. Ce programme travaille sur le développement et le financement des chaînes de valeur pour 16.000 petits agriculteurs à travers 4 chaînes de valeur (Riz, Manioc, Pomme de terre, Banane). Il vise de brancher 150.000 ménages aux services financiers fournis par les IMF locales. Le programme est mis en œuvre par ICCO-Coopération sur financement de l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Burundi

Les objectifs du programme MAVC ont atteint grâce à trois catégories d'acteurs à savoir les prestataires de services financiers (Institutions de MicroFinance), les Organisations des Producteurs(OP) ainsi que les acteurs de la chaîne (les Unités de Transformations(UTs).

Par rapport au développement des chaînes de valeurs, il s'agit de :

1. Renforcement des OPs comme moteur permettant d'améliorer le pouvoir de négociation du marché et l'organisation efficace d'appui aux agriculteurs ;
2. Renforcement de la productivité agricole via l'amélioration des systèmes d'exploitation et des investissements agricoles y relatifs ;
3. Renforcement des liens avec le marché pour les petits agriculteurs dans les quatre sous-secteurs agricoles, à travers un processus de développement des chaînes de valeur ;
4. Créer un environnement propice au développement inclusif des chaînes de valeur, grâce à la collaboration directe et active avec d'autres intervenants et au plaidoyer ciblant les institutions gouvernementales au niveau des provinces et au niveau national.

Au niveau de la composante des services financiers, les activités implémentées étaient dirigées vers la consolidation de :

1. Une offre diversifiée de services financiers ruraux qui répondent aux besoins de la population agricole et rurale des services financiers ;
2. Un secteur financier rural solide tel que mesuré par les IMF qui ont amélioré leur performance ;
3. Une demande soutenue des services financiers par le biais de l'éducation financière et gestion des performances sociales ;
4. Un accroissement du refinancement des IMF et des Organisations des Producteurs(OPs) par les banques et les investisseurs locaux.

Pour plus d'efficacité, la mise en œuvre du programme a nécessité la création des synergies solides entre les deux composantes à travers des liens entre le développement des chaînes de valeur et le financement de ces dernières à travers :

1. La sensibilisation des intervenants dans les chaînes de valeurs parmi les OP, les fournisseurs, les acteurs gouvernementaux appropriés et du financement des chaînes de valeur ;
2. La création des structures efficaces de gouvernance des chaînes de valeur et fournisseurs de financement des chaînes de valeur ;
3. Des accords de financement conclus entre fournisseurs de financement des chaînes de valeur et les agriculteurs/organisations des producteurs ;
4. La stimulation d'un environnement propice favorable au secteur de la microfinance, de la finance rurale et du développement inclusif des chaînes de valeur.

Le programme MAVC a été mis en œuvre grâce à une approche appelée "Faire fonctionner les marchés pour les pauvres" avec une attention particulière à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes. Le programme a déjà une documentation riche en informations, comme l'étude de référence ou ligne de base, l'évaluation à mi-parcours, les rapports trimestriels, semestriels et annuels etc...

Après cinq ans de mise en œuvre (deux extensions), le programme sera clôturé avec le mois de septembre 2019. C'est dans ce cadre que l'organisation fait appel à un bureau international afin d'évaluer les résultats atteints grâce à des approches et stratégies utilisées par ICCO-Coopération à travers l'expérience vécue lors de la mise en œuvre du programme MAVC.

II. Champs et Objectifs de l'évaluation finale

II.1. Champs de l'évaluation

L'évaluation finale portera sur les effets dans provinces d'intervention du Programme Microfinance, Agri-finance et Chaînes de Valeur (MAVC). Le champ et les objectifs d'évaluation finale devront se référer sur le cadre logique du programme pour mesurer aussi bien les résultats et l'impact du programme.

II.2. Objectif général :

1. Evaluer les effets du programme sur la sécurité alimentaire et les revenus en termes de qualité (corrélation significative) et quantité (cible atteint).
2. Fournir à ICCO-Coopération et aux différentes parties prenantes du programme, une appréciation indépendante des outputs des interventions prévues dans son cadre logique dans la réalisation des objectifs du Programme MAVC au niveau des différents maillons des 4 chaînes de valeur ainsi que les facteurs qui ont contribué ou limité à l'atteinte des résultats et fournir des recommandations permettant d'orienter la formulation des programmes futurs.

II.3. Objectifs spécifiques :

De façon spécifique, cette évaluation vise les résultats atteints uniquement par le programme MAVC et devra :

1. Montrer la valeur ajoutée de l'approche utilisée par ICCO -Coopération basée essentiellement à la combinaison du développement des chaînes de valeur, le développement services financiers ainsi que les différentes stratégies et autres innovations adoptées dans l'atteinte des résultats par rapport à la sécurité alimentaire et l'accroissement des revenus ;

2. Apprécier les résultats/outputs du programme prévus par rapport au nombre de micro-crédits octroyés, la performance des IMFs, la performance des OPs renforcés et leur degré de satisfaction par rapport aux services fournis par les IMFs et le programme MAVC, la performance des Unités de Transformation(UTs) renforcées.

III. Questions et critères de l'évaluation finale

Pour atteindre les objectifs fixés à cette évaluation finale du Programme, le bureau des consultants devra faire référence à l'étude de base qui avait été faite sur un échantillon de 800 producteurs devra être une référence et déterminante en comparaison avec les données recueillies sur terrain pour donner une opinion de façon indépendante sur les critères suivants :

La pertinence

- Dans quelle mesure les objectifs du Programme MAVC correspondent aux priorités du (des) groupe(s) cible(s), des partenaires et du bailleur du programme et est-ce que les activités menées et les résultats observés sont –ils compatibles avec la finalité et l'impact escompté?

L'efficacité

- Dans quelle mesure les objectifs du programme ont été réalisés et quels ont été les principales raisons de la réalisation ou non réalisation des objectifs ?

L'efficience

- Dans quelle mesure les ressources (humaines, matérielles financières) mises à disposition ont été utilisées de manière appropriée pour atteindre les objectifs préconisés ?

Les effets

- Quelles sont les effets positifs, négatifs, directs ou indirects du programme et comment s'expliquent-ils ? quel changement concret le programme a-t-il apporté aux bénéficiaires en termes de sécurité alimentaire et accroissement de revenus ?

La pérennité et la durabilité

- Dans quelle mesure les résultats du programme perdurent-ils après la fin de celui-ci et l'arrêt du financement ? Quels sont les principaux facteurs sur la pérennité et la durabilité du programme ?
- Quelle sera la stratégie de sortie du programme ?

IV. Méthodologie et description du processus de l'évaluation finale

IV.1. Méthodologie

Le bureau des consultants devra présenter une méthodologie claire et compréhensive qui sera conduite selon une approche participative impliquant toutes les parties prenantes et à tous les niveaux du Programme MAVC.

Au niveau des méthodes de collecte des données, d'une part, la méthode quantitative doit se faire à l'aide d'un questionnaire tout en se référant à l'échantillon tiré lors de l'enquête de base. D'autre part, la méthode qualitative se fera par le biais des focus group pour mener à bien cette évaluation finale. Le bureau des consultants devra proposer une méthodologie spécifique y inclus le plan de traitement des données et un plan de recherche détaillé dans leurs offres techniques et cette dernière sera validée par un comité de pilotage.

L'équipe des évaluateurs veillera à la triangulation des sources de données, aux outils et méthodes de collecte des données (entretiens individuels et de groupes et observation directe) pour s'assurer de la qualité des données recueillies. Pour la collecte des données, l'échantillonnage devra être fait à deux niveaux :

- d'abord l'échantillon des 800 répondants à l'enquête de base de 2014 (groupe MAVC et groupe de contrôle). ICCO fournit les adresses, l'enquête et les enquêteurs pour cette analyse ;
- la sélection des sites basée sur un choix raisonné pour déterminer les régions et les localités suivant l'intensité des interventions et les caractéristiques des localités pour faire représenter toutes les diversités (Organisation des Producteurs (OPs), les Unités de Transformation (UTs), les Institutions de Microfinance (IMFs)), et autres catégories d'informateurs comme les clients des produits transformés par les UTs .

Il s'agira aussi de consulter les bénéficiaires des formations et des services dispensés dans le cadre du Programme MAVC à l'aide d'un guide d'entretien semi structurée (Key respondent interviews). L'équipe du programme sera mise à contribution pour expliquer comment les activités ont été conduites, donner les histoires de succès voire même les cas d'échec, les fiches de capitalisation disponibles ainsi que les études de cas ou autres articles produits dans le cadre du présent programme.

IV.2. La revue documentaire

Les sources d'informations au sein du Programme MAVC sont entre autres :

- ✓ les documents du Programme, sa théorie de changement (ToC), son carte logique et les différents -outils de collectes des données;
- ✓ Le Plan d'Action formulé sur base de son cadre logique
- ✓ les rapports d'activités trimestrielles, semestrielles et annuelles;
- ✓ les rapports de recherche réalisés dans le cadre du Programme ;
- ✓ le plan de suivi-évaluation ;
- ✓ l'étude de base ou l'évaluation de référence ;
- ✓ le rapport de l'évaluation à mi-parcours ;
- ✓ les études de cas et/ou les fiches de capitalisation.

IV.3. Les principaux groupes cibles et techniques de recueil des données

Techniques de recueil des données	Personne ou groupes cibles
Entretiens individuels	<ul style="list-style-type: none">✓ Directeur Pays d'ICCO –Coopération ;✓ Représentant ICCO-Coopération au Burundi ;✓ Ambassade du Royaume des Pays Bas ;✓ Consultants internationaux et nationaux qui ont ou qui travaille sur le programme ;✓ Les assistants techniques du Programme MAVC ;✓ Consultant en Chargé du Suivi-Evaluation et de la communication.✓ Le Réseau des Institutions de Microfinance (RIM).
Interviews des informateurs clés	<ul style="list-style-type: none">✓ Décideurs : Ministère des Finances sur les aspects en rapport avec les IMFs, le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage,✓ Les représentants des IMFs ;✓ Les membres des OPs, des UTs ;✓ Les clients, acheteurs des produits transformés
Focus groups	<ul style="list-style-type: none">✓ Les bénéficiaires des interventions du Programme MAVC (les membres des OPs, des UTs et des IMFs surtout sur le degré d'implication et de satisfaction)

IV.4. Mise en place du comité d'évaluation

Il est prévu la mise en place d'un comité restreint d'évaluation auquel incombe également le pilotage de tout le processus de l'évaluation. Le comité est garant de la bonne marche de l'évaluation finale et mettra en place tout le dispositif pour que l'évaluation se déroule dans les meilleures conditions possibles et aura le rôle spécifique de :

- Apprécier la méthodologie de l'étude telle que présentée par le bureau international ;
- Fournir à l'équipe d'évaluation les informations pertinentes et la documentation nécessaire ;
- Analyse du rapport provisoire et fournir des observations aux consultants alignes par le bureau international
- Faciliter l'accès au bureau international aux informations demandées.

Cette équipe sera composée par les représentants de l'ICCO-Coopération, d'un haut cadre du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, d'un haut cadre du Ministère des Finances, du Budget et de la coopération au développement économique ainsi que le représentant du RIM. L'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Burundi pourra participer à la

première réunion et comme observateur. Toutefois, elle sera associée dans tout le processus d'évaluation des propositions des bureaux internationaux qui vont soumissionner.

IV.5. Etapes de l'évaluation

L'évaluation va être structurée en trois grandes phases : le démarrage, l'étape de terrain et la rédaction du rapport final.

Phase de démarrage : C'est une occasion unique de cadrage avec toute l'équipe de programme au cours de laquelle la méthodologie sera affinée et arrêtée ainsi que la fixation de tous les éléments en rapport avec l'évaluation.

Phase de terrain : Au cours de cette phase qui durera environ 10 jours. A l'issue de cette phase, une réunion de restitution permettra à l'équipe d'évaluation de fournir à la direction de l'ICCO Coopération les premiers constats et les recommandations provisoires de l'évaluation.

Phase de rédaction du rapport final : L'équipe d'évaluation préparera un rapport provisoire basé sur les informations issues de la revue documentaire et des données collectées lors de la phase de terrain. Ce rapport sera soumis à l'équipe de pilotage de l'évaluation finale du programme dont les commentaires seront compilés par le consultant chargé du suivi-évaluation et communication pour permettre à l'équipe des consultants de produire un rapport final.

V. Résultats attendus

Les documents suivants sont attendus du bureau international :

- Une démarche méthodologique en montrant l'échantillon, son calcul et sa représentativité ainsi que l'enquête qualitative par le biais du guide des focus group;
- Une appréciation de stratégie de sortie du programme MAVC
- Une base de données selon un logiciel de traitement des données accepté par ICCO-Coopération ;
- Une version provisoire du rapport de l'évaluation finale du Programme MAVC qui sera commenté par l'organisation commanditaire de l'évaluation en l'occurrence ICCO-Coopération ;
- Une séance de restitution des résultats avec une présentation en Power Point devant l'équipe technique du Programme MAVC et de l'équipe de l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Burundi;
- Une version définitive du rapport sous forme de fichier électronique et une version hard copie;
- Un rapport final de l'évaluation (maximum 30 pages y compris les annexes) prenant en compte les commentaires émis par le comité de pilotage de l'évaluation finale;
- Le rapport de l'évaluation finale en deux versions (la version française et anglaise) ;

V. Calendrier indicatif de l'évaluation en semaines

N°	Tâches	juin-19				juil-19				Aout 2019			
		S 1	S 2	S 3	S 4	S 1	S 2	S 3	S 4	S 1	S 2	S 3	S 4
1	Elaboration du Premier draft des termes de référence												
2	Echanges et intégration des inputs de l'équipe du Programme												
3	Echange avec l'Ambassade des Pays sur les TDRs												
4	Appel d'offre pour recruter les consultants chargés de l'évaluation Finale												
5	Sélection des consultants et signature des contrats par les consultants												
6	Soumission et présentation de la méthodologie au comité d'évaluation												
7	Revue documentaire et collecte des données sur terrain												
8	Rédaction du draft du rapport provisoire												
9	Soumission et Validation du rapport final												
10	Organisation d'un atelier de restitution de l'évaluation												

VII. Composition et profil des consultants à être aligner par le bureau de l'évaluation finale

L'évaluation sera conduite par un bureau international indépendant. La composition et le profil de l'équipe d'évaluation devra permettre de couvrir de façon complémentaire les champs d'action du Programme MAVC. Le chef d'équipe assumera la responsabilité globale du processus d'évaluation finale jusqu'à la production du rapport final. Il dirigera et coordonnera les travaux de l'équipe et sera le garant de la qualité des différents produits de l'évaluation. Il (elle) doit non seulement avoir une bonne connaissance du contexte national mais aussi une parfaite maîtrise du français et de l'anglais.

VIII. Profil des consultants alignés par le bureau international

Le bureau alignera deux consultants très expérimentés dans les domaines d'intervention d'ICCO Coopération à savoir le développement des chaînes de valeurs et leurs financements.

Chacun des consultants alignés par le bureau devra remplir les critères ci-après :

- Avoir un diplôme minimum de Master dans des domaines comme agronomie, agroéconomiste, Microfinance, économie rurale, en sciences sociales et autres sciences apparentées ;
- Avoir une expérience d'au moins 5 ans en matière d'évaluation des projets et programmes en général et ceux liés au développement et financement des chaînes de

valeur dans les pays en développement (étude de base, évaluation à mi-parcours et finale) ;

- Avoir une bonne connaissance de la région des grands lacs en général et du Burundi en particulier ;
- Avoir réalisé au moins 5 travaux similaires (indiquer les personnes de référence et les types de projet ou programme évalué) ;
- Avoir une expérience spécifique en matière d'évaluation de l'intégration du genre dans des projets et programmes ;
- Avoir une expérience d'au moins 3 ans dans des approches conceptuelles et opérationnelles d'évaluation des politiques et programmes dans le secteur agricole ;
- Avoir une expérience de 5 ans dans la gestion et conduite des enquêtes basées sur la méthodologie permettant de recueillir des données quantitatives et qualitatives ;
- Avoir une capacité prouvée en matière de rédaction des rapports concis et précis dans un court délai en français et en anglais ;
- Etre prêt à voyager au Burundi en général et dans les provinces d'intervention du Programme MAVC en particulier ;

- Fait preuve des bonnes connaissances des questions stratégiques en matière du développement et financement des chaînes de valeur, ayant au moins eu une expérience avec deux programmes similaires ;

- Maîtrise des logiciels courants et de traitement des données ;

- Avoir une expérience d'au moins 3 ans dans la supervision des équipes d'enquête sur terrain ;
- Avoir une expérience de 5 ans en inclusion et éducation financière dans les pays en voie de développement.
- Excellente maîtrise de la langue française, bonne connaissance de l'anglais. Pouvoir comprendre le Kirundi sert d'un avantage.

IX. Gestion et conduite de l'évaluation finale (la logistique et autres)

ICCO-Coopération mettra à la disposition du bureau des consultants toute la logistique nécessaire lors de l'exécution de la mission comme le bureau de travail, le logement à l'hôtel, les moyens de déplacement etc.

Pour les aspects de politique de l'ICCO-Coopération, de coordination et d'orientation générale, les consultants se référeront au Directeur Pays et au Conseiller Technique Principal et Représentant de l'ICCO-Coopération au Burundi.

X. Code d'éthique pour la conduite des consultants

L'évaluation finale du Programme MAVC telle qu'exécutée par ICCO –Coopération a besoin d'être indépendante, impartiale et rigoureuse. Elle doit clairement contribuer à l'apprentissage pour mieux préparer les programmes similaires dans un futur proche. Ainsi les évaluateurs doivent faire preuve d'intégrité personnelle et professionnelle.

Le bureau des consultants doit être indépendante et doivent être capables d'exprimer leur opinion de manière libre.

Les évaluateurs doivent protéger l'anonymat et la confidentialité des informateurs individuels et doivent respecter le droit des personnes à fournir des informations en toute confiance. Les évaluateurs ne devraient pas évaluer les individus, et doivent équilibrer l'évaluation des fonctions de gestion au regard de ce principe général.

Les évaluateurs doivent être sensibles aux croyances et aux coutumes et agir avec intégrité et honnêteté dans leurs relations avec toutes les parties prenantes de mise en œuvre du Programme MAVC.

De plus, les évaluateurs doivent être sensibles et tenir compte des questions relatives à la non-discrimination et à l'égalité des sexes. Ils doivent éviter d'offenser la dignité et le respect des personnes avec lesquelles ils entrent en contact dans le cadre de la présente évaluation. Sachant que l'évaluation pourrait affecter négativement les intérêts de certaines parties prenantes, les évaluateurs doivent procéder à l'évaluation et communiquer son objectif et les résultats d'une manière qui respecte clairement «la dignité et l'estime de soi » des parties prenantes.

Annexe 2 : CHRONOGRAMME D'EXECUTION DE LA MISSION

Phases/Activités	Septembre 2019																														Octobre 2019				
	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	1	2	3	4	5							
PHASE 1- DEMARRAGE DE LA MISSION																																			
Activité 1 : Elaboration de la version provisoire du rapport de démarrage de la mission (Méthodologie et Plan de travail)																																			
Activité 2: Organisation de la réunion de cadrage méthodologique																																			
Activité 3 : Elaboration de la version finale du rapport de démarrage																																			
PHASE 2 : ETAT DES LIEUX																																			
Activité 1 : Revue et analyse des documents de base du MAVC																																			
Activité 2 : Point sur l'existant en matière d'informations secondaires sur les indicateurs retenus																																			
PHASE 3 : ELABORATION DU GUIDE																																			

Phases/Activités	Septembre 2019																														Octobre 2019				
	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	1	2	3	4	5							
METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE																																			
Activité 1 : Echantillonnage			■	■	■																														
Activité 2 : Elaboration du guide méthodologique de l'enquête et des outils de collecte de données			■	■	■																														
Activité 3 : Restitution et validation du document méthodologique						■																													
PHASE 4 : COLLECTE DES DONNEES																																			
Activité 1 : Recrutement et formation des enquêteurs						■																													
Activité 2 : Collecte de données par sondage sur le terrain (CM et OP)								■	■	■	■																								
Activité 3 : Collecte de données par entretien avec les IMF								■	■	■	■																								
Activité 4 : Collecte de données auprès de l'Unité de Gestion du Programme (Données globales sur l'exécution du projet)								■	■	■	■																								
Activité 5 : Débriefing sur les premiers constats de la mission et des												■																							

Annexe 3 : QUESTIONNAIRE MENAGES (GROUPE CIBLES et TEMOINS)

FICHE 1 : RECENSEMENT DES MEMBRES DU MENAGE

Q01 Province _____ / ___ / ___ /

Q02 : Commune _____ / ___ /

Q03 Colline _____ / ___ / ___ /

Q04 : Numéro de ménage _____ / ___ / ___ /

Q05 : Taille du ménage _____ / ___ / ___ /

Q06 : Nom et prénoms du chef de ménage _____

Q07 : Nombre de membres actifs dans le ménage _____ / ___ / ___ /

SECTION 1 : TABLEAU DE MÉNAGE

Nous voudrions maintenant collecter des informations sur les personnes qui vivent habituellement dans votre ménage ou qui vivent chez vous actuellement.

N°	Nom et prénoms du membre	Sexe	Lien de parenté	Age en années révolues	Situation de résidence	Personnes âgées de 10 ans et plus				Fréquentation scolaire		Nature de la formation	Accès au soins de santé	Si Oui, lequel et combien ont coûté les soins?		
						Etat matrimonial	Activate principale	L'actif est-il un promoteur	L'actif est-il alphabétisé en langues nationales	A-t-il/elle fréquenté ?	Niveau d'instruction					
Q01	Q02	Q03	Q04	Q05	Q06	Q07	Q08a	Q08b	Q09	Q10	Q11	Q12a	Q12b	Q13	Q14	Q15
01		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
02		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
03		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
04		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_

05		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
06		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
07		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
08		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
09		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
10		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
11		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
12		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
13		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
14		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_
15		/_/_	/_/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_	/_/_	/_/_	/_/_/_/_/_

(Q02) = Nom et prénoms : Inscrire le nom et le prénom de chaque membre **Q03 = Sexe** : 1-Homme 2-Femme **(Q05) = Age**: Inscrire l'âge en années révolues

Q04 = Liens de parenté

- 1- Chef de ménage 4- Gendre ou Belle-fille 7- Beau-père ou belle-mère 10- Autres parents 98- Ne sait pas
- 2- Mari ou Femme 5- Petit-fils ou Petite-fille 8- Frère ou sœur du CM 11- Enfant adopté/en garde
- 3- Fils ou Fille 6- Père ou mère du CM 9- Coépouse 12- Sans lien de parenté

(Q06) = Situation de résidence

- 1- Oui
- 2- Non

(Q07) : Etat matrimonial

- 1- Célibataire 4-Veuf
- 2- Marié 5- Séparé
- 3- Divorcé

(Q08a-Q08b) : Activité principale

- 1- Agriculture 2- Elevage 3- Pêche
- 4- Transformation 5- Commerce 6- Artisanat
- 7- Salarié 8- Elève /Etudiant 9- Autres (à préciser):

**(Q12a) = Quel est le plus haut niveau d'étude atteint?
diplôme le plus élevé obtenu ?**

- | | |
|-------------------------------|-------------------------------|
| 0. Sans niveau | 1. Primaire |
| 2. Secondaire Général 1 | 3. Secondaire Général 2 |
| 5- Ingénieur | |
| 4. Secondaire professionnel 1 | 5. Secondaire professionnel 2 |
| 6. Supérieur | 7. Autre (à préciser) :..... |

(Q12b) = Quel est le

- | | | |
|-------------|--------------------|-------|
| 0- Aucun | 1- Certificat 6eme | 2- HG |
| 3-Licence | 4- Baccalauréat | |
| 6- Doctorat | 7- Master | |

(Q13) = La dernière formation reçue est-elle de l'enseignement général, professionnel ou du secteur non formel

- | | |
|-----------|-------------|
| 1- Formel | 2- Informel |
|-----------|-------------|

(Q14) = Numéro de téléphone du chef ou d'un membre du ménage ou d'un voisin

Inscrire le Numéro de téléphone du chef ou d'un membre du ménage ou d'un voisin

HFIAS Indicateurs

Q 1. Au cours du mois précédent, avez-vous eu des soucis/ difficultés à nourrir suffisamment la famille?

1. Oui
2. Non

Q2. Si oui, quelles fréquences?

1. Rarement
2. Quelques fois
3. Souvent

Q3. Avez-vous été en mesure de manger vos aliments préférés ?

1. Oui
2. Non

Q4. Si oui, à quelle fréquence ?

1. Rarement
2. Quelques fois
3. Souvent

Q5. Avez-vous eu à avoir une alimentation très peu variée ?

1. Oui
2. Non

Q6. Si oui, à quelles fréquences? (si oui)

1. Rarement
2. Quelques fois
3. Souvent

Q7. Avez-vous eu à manger ce que vous ne voulez pas vraiment

1. Oui
2. Non

Q8. Si oui, à quelle fréquence ?

1. Rarement
2. Quelques fois
3. Souvent

Q8. Avez-vous eu à manger un plus petit repas parce que vous n'avez pas assez de nourriture ?

1. Oui
2. Non

Q9. Si oui, à quelle fréquence ?

1. Rarement
2. Quelques fois
3. Souvent

Q10. Avez-vous eu à manger moins d'un repas par jour ?

1. Oui
2. Non

Q11. Si oui, à quelle fréquence ?

1. Rarement
2. Quelques fois

3. Souvent

Q12. Y a-t-il déjà eu des moments où vous n'aviez aucun aliment à manger pour votre ménage ?

1. Oui
2. Non

Q13. Si oui, a quelle fréquence ?

1. Rarement
2. Quelques fois
3. Souvent

Q14. Avez-vous déjà eu à dormir affamé parce que vous n'aviez rien à manger ?

1. Oui
2. Non

Q15. Si Oui, a quelle fréquence ?

1. Rarement
2. Quelques fois
3. Souvent

Q16. Avez-vous déjà eu à rester toute une journée et nuit affamé parce que vous n'aviez rien à manger

1. Oui
2. Non

Q17. Si oui, a quelle fréquence ?

1. Rarement
2. Quelques fois
3. Souvent

Non HFIAS Indicateurs (sur sécurité alimentaire)

Q18. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous connu des mois durant lesquels vous n'aviez pas suffisamment de nourriture pour pourvoir aux besoins de votre ménage ?

1. Oui
2. Non

Q19. Durant quels mois (au cours des 12 derniers mois) n'avez-vous pas eu assez de nourriture pour répondre aux besoins de votre famille ?

1. Oui
2. Non

Si oui Quels mois (Cochez)

Janvier		Juillet	
Février		Août	
Mars		Septembre	
Avril		Octobre	

Mais		Novembre	
Juin		Décembre	

Indicateurs (économiques)

Q20. Quelle était la taille de votre récolte de la dernière saison comparée avec la saison précédente (mêmes saisons de deux années successives)?

1. Meme
2. Plus
3. Moins

Q21. Quelle est la part de la récolte que vous avez vendu la dernière saison comparée avec la saison précédente (mêmes saisons de deux années successives)?

1. Meme
2. Plus
3. Moins

Q22. Les prix de cette saison étaient meilleurs ou pire que la saison précédente (mêmes saisons de deux années successives)?

1. Même
2. Mieux
3. Pire

Pertinence du programme

Le programme MAVC de ICCO s'est donné pour objectifs de développer et de faciliter le financement des chaînes de valeurs riz, manioc, pomme de terre et banane.

Est-ce que ces objectifs répondent à vos attentes ? Oui/Non

Si oui, indiquez deux de vos attentes comblées par le programme MAVC/ICCO

Si non, pourquoi ? (donner 2 raisons)

OG : Accroître les revenus et la sécurité alimentaire de 150.000 ménages ruraux en améliorant l'accès à la micro- finance rurale, au financement agricole et une approche intégrée de développement de la chaîne de valeur ainsi que le financement de la chaîne de valeur

I1 : % des ménages ruraux appuyés ayant augmenté leurs revenus

Q23. Quelles sont les principales sources habituelles de revenus de votre ménage ?

1. *Vente de la production agricole propre*
2. Commercialisation des produits agricoles
3. Transformation agricole (vin de banane, farine, ect)
4. Petit commerce (boutique alimentaire)
5. Restaurant
6. Loyers des terrains
7. Vente de main d'œuvre agricole
8. Produits de la menuiserie

9. Maçonnerie
10. Soudure
11. Couture
12. Vannerie
13. Production de briques

Q24. Quelle est la production réalisée en 2015 et en 2019 en Kg pour chaque culture ?

Cultures	Année 2015	Année 2019
Riz		
Manioc		
PDT		
Banane		
Autres		

Q25. A combien estimez votre revenu annuel en 2019 ?

Q26. Est-ce que la variation de revenus observée est liée aux actions du MAVC ?

1. Oui
2. Non

Q27. Si oui donner 2 raisons clés qui démontrent que la variation de revenus est liée aux actions du programme MAVC :

1. Raison 1
2. Raison 2

Q28. Si non pourquoi malgré les actions du programme en votre direction, il n'y a pas eu de variation de votre revenu. Donnez 2 raisons clés :

1. Raison 1
2. Raison 2

Q27a- Pensez-vous que les changements positifs intervenus dans vos revenus grâce à l'action de ICCO vont continuer après la fin du programme ? Oui/Non

Si oui, est-ce que des mesures ont été prises dans ce sens par ICCO ou par vous-même ? Oui/Non

Si oui indiquer ces mesures : (citer 2 mesures clés)

12 : % des ménages appuyés par le programme en sécurité alimentaire

Q29. Etiez-vous en insécurité alimentaire avant le début du programme MAVC en 2014 ?

1. Oui
2. Non

Q30. Si oui comment se manifestait cette insécurité (donnez 2 manifestations) :

1. Manifestation 1

2. Manifestation 2

Q31. Si oui êtes-vous encore en insécurité alimentaire en 2019 ?

1. Oui
2. Non

Q32. Si non est-ce que les actions du programme MAVC, y ont contribué ?

1. Oui
2. Non

Q33. Y a-t-il dans ce cas d'autres projets qui y ont contribué

1. Oui
2. Non

Q34. Si oui citez ces autres projets :

1.
2.

Q35. Si vous n'étiez pas en insécurité alimentaire en 2014. Etes-vous toujours en sécurité alimentaire en 2019 ?

1. Oui
2. Non

Q36. Si non quels sont les facteurs qui expliquent la dégradation de votre situation entre 2014 et 2019 ? (Donner 2 facteurs clés)

1. Facteur 1
2. Facteur 2

Q36 a Dans le cas où vous pensez que votre situation alimentaire s'est améliorée et que cela est due aux actions du programme, est-ce que cela va durer ? Oui/Non

Si oui est-ce que des mesures ont été prises dans ce sens par le programme ICCO ou par vous-même ? Oui/Non

Si oui, citez 2 mesures clés

Deuxième partie : Développement du financement des chaînes de valeur

Objectif Spécifique 1 – Micro-finance : 150.000 ménages ruraux ont un meilleur accès aux services financiers appropriés au Burundi. Ceci est réalisé par le renforcement du secteur de la micro-finance de manière efficace, durable et rentable en mettant un accent particulier sur la sensibilisation des services financiers en milieu rural et l'éducation financière des clients ruraux.

(I3 : 100.000 nouveaux clients pour l'épargne, I4 : 50.000 nouveaux clients demandeurs pour le crédit, I5% de nouveaux clients satisfaits par les services financiers offerts

Q37 : Entre 2014 et 2019 avez-vous participé à une sensibilisation sur les services financiers en milieu rural ?

1. Oui
2. Non

Q38. Si oui, par qui était organisé la séance de sensibilisation ?

1. Le programme MAVC :
2. Un autre programme/institution (citer les) :

Q39. Si non, éprouvez-vous le besoin d'une telle sensibilisation ?

1. Oui
2. Non

Q40. Expliquez votre choix

1.
2.

Q41. Entre 2014 et 2019 avez-vous participé à une séance éducation financière des clients ruraux ?

1. Oui
2. Non

Q42. Si oui, par qui était organisé la séance d'éducation financière ?

1. Le programme MAVC :
2. Un autre programme/institution : (citer les) :

Q43. Si non, éprouvez-vous le besoin d'une telle éducation financière ?

1. Oui
2. Non

Q44. Expliquez votre choix

1.
2.

Q45. Entre 2014 et 2019 avez-vous ouvert un compte d'épargne dans une institution ?

1. Oui
2. Non

Q46. Si oui dans quelle institution ?

1. Banque
2. IMF

Q47. Si non pourquoi (donnez 2 raisons clés)

1.
2.

Q48. Entre 2014 et 2019 avez-vous accédé à un crédit dans une institution ?

1. Oui
2. Non

Q49. Si oui dans quelle institution ?

1. Banque
2. IMF

Q50. Si non pourquoi (donnez 2 raisons clés)

1.
2.

NB : Pour I5, intégrer les résultats de l'enquête de satisfaction des clients des IMF et des banques (Terrafina Microfinance, 2019)

Objectif 2 - Liens de la chaîne de valeur : 16.000 agriculteurs ont augmenté leur revenu et la sécurité alimentaire aussi. Ceci est réalisé par la création de connexion avec les marchés agricoles au niveau des 4 chaînes de valeur en leur fournissant des circuits de commercialisation fiables pour leurs produits et en les connectant aux services financiers appropriés.

18 Nombre de crédits octroyés à de petits exploitants à travers le financement agricole par CV,

Q51. Combien de demandes de crédits avez-vous formulées et combien ont été satisfaites entre 2015 et 2019 grâce à l'appui du programme MAVC ? :

N	CV	Nombre de demandes de crédits de 2015 à 2019	Nombre de demandes de crédits satisfaites de 2015 à 2019
1	Banane		
2	Riz		
3	Manioc		
4	PDT		
5	Autres		
Total			

Q52. Quel est votre degré de satisfaction de vos demandes de crédits entre 2015 et 2019 ?

1. Non satisfait
2. Satisfait
3. Très satisfait

19 : Volume de crédits octroyés à de petits exploitants à travers le financement agricole par CV

Q53. Quels volumes de crédits avez-vous demandés et combien ont été satisfaits entre 2015 et 2019 grâce à l'appui du programme MAVC ? :

N	CV	Volumes de crédits demandés de 2015 à 2019	Volumes de crédits satisfaits de 2015 à 2019
1	Banane		
2	Riz		
3	Manioc		
4	PDT		
5	Autres		
Total			

I11 : Augmenter le nombre de clients non-salariés pour : Epargnes (>100,000), Caution solidaire (>20,000), VSLA (>12000 clients), Financement agricoles pour les petits producteurs (>18000), Crédit warrantage (>10,000), VCF (>6,000), Equipement bail (>150)

Q54. Avez-vous ouvert un compte d'épargne dans une IMF en vue de bénéficier des actions du programme MAVC dans la période 2015-2019 ?

1. Oui
2. Non

Q55. Quel intérêt en avez-vous tiré ?

1.
2.

Q55. Avez-vous bénéficié de crédit couverts par la caution solidaire dans la période 2015-2019 dans le cadre de la mise en œuvre du programme MAVC ?

1. Oui
2. Non

Q56. Si oui quel était le montant ?

Q57. Avez-vous bénéficié de crédits VSLA dans la période 2015-2019 dans le cadre de la mise en œuvre du programme MAVC ?

1. Oui
2. Non

Q58. Si oui quel était le montant ?

Q59. Avez-vous bénéficié de crédits sur le volet Financement agricoles pour les petits producteurs dans le cadre du programme MAVC dans la période 2015-2019 ?

1. Oui
2. Non

Q60. Si oui quel était le montant ?.....

Q61. Avez-vous bénéficié de crédits sur le volet Warrantage dans le cadre du programme MAVC dans la période 2015-2019 ?

1. Oui
2. Non

Q62. Si oui quel était le montant ?.....

Q63. Avez-vous bénéficié de crédits sur le volet VCF dans le cadre du programme MAVC dans la période 2015-2019 ?

1. Oui
2. Non

Q64. Si oui quel était le montant ?.....

Q65. Avez-vous bénéficié de crédits sur le volet Equipement Bail dans le cadre du programme MAVC dans la période 2015-2019 ?

1. Oui
2. Non

Q66. Si oui quel était le montant ?.....

Troisième partie : Développement des chaînes de valeurs agricoles

I21 : # de producteurs (membres des OP) engagés dans le développement des CV

Q66. Quels appuis avez-vous reçus du programme MAVC dans le développement des CV ci-après :

Filières	CVA	Types d'appuis (2 par CVA)
Riz		
Manioc		
Pomme de terre		
Banane		

Q67. Ces appuis sont-ils suffisants ?

1. Oui
2. Non

Q68. Si non quels sont les autres appuis que vous souhaitez avoir dans le futur du programme MAVC ? (citer 2 types d'appuis clés)

1.
2.

I22 : Volume des produits commercialisés en tonnes par les différents intervenants sur les CV

Q69. Quels sont les volumes des produits commercialisés en tonnes par votre OP sur les 5 années de mise en œuvre du programme MAVC

Année/CVA	2015	2016	2017	2018	2019
Riz					
Manioc					
PDT					
Banane					

Q70. Quelles sont les difficultés rencontrées dans la mise en marché de ces quantités (2 difficultés clés)

1. Difficulté 1
2. Difficulté 2

Q71. Quelles sont les suggestions que vous avez pour remédier à ces difficultés (2 suggestions clés)

1. Suggestion 1
2. Suggestion 2

I23 : Valeur des produits commercialisés en Fbu par les différents intervenants sur les CV

Q72. Quels ont été les volumes des produits commercialisés en tonnes par votre OP sur les 5 années de mise en œuvre du programme MAVC

Année/CVA	2015	2016	2017	2018	2019
Riz					
Manioc					
PDT					
Banane					

Q73. Quels étaient les prix de vente de ces produits (donner une fourchette des prix en FBU)

Produit	Prix
Riz	
Manioc	
Pomme de terre	
Banane	

Q74. Ces prix sont-ils rémunérateurs ?

1. Oui
2. Non

Q75. Si non que faire pour les améliorer (2 suggestions clés)

1. Suggestion 1.....
2. Suggestion 2.....

2.3. La productivité agricole améliorée

I26 : % d'agriculteurs engagés dans le programme dont la productivité a augmenté d'au moins 15% (tonnes/ha)

Q76. Quelle a été l'évolution de vos rendements par année et par saison

Année 2015

Filières	Saisons	Superficies (ha)	Production (Kg)	Rendement (A déduire par l'enquêteur)
Riz	A			
	B			
	C			
Manioc	A			
	B			
	C			
PDT	A			
	B			
	C			
Banane	A			
	B			
	C			

Année 2016

Filières	Saisons	Superficies (ha)	Production (Kg)	Rendement (A déduire par l'enquêteur)
Riz	A			
	B			
	C			
Manioc	A			
	B			
	C			
PDT	A			
	B			
	C			
Banane	A			
	B			
	C			

Année 2017

Filières	Saisons	Superficies (ha)	Production (Kg)	Rendement (A déduire par l'enquêteur)
Riz	A			
	B			
	C			
Manioc	A			
	B			
	C			
PDT	A			
	B			
	C			
Banane	A			
	B			
	C			

Année 2018

Filières	Saisons	Superficies (ha)	Production (Kg)	Rendement (A déduire par l'enquêteur)
Riz	A			
	B			
	C			
Manioc	A			
	B			
	C			
PDT	A			
	B			
	C			
Banane	A			
	B			
	C			

Année 2019

Filières	Saisons	Superficies (ha)	Production (Kg)	Rendement (A déduire par l'enquêteur)
Riz	A			
	B			
	C			
Manioc	A			
	B			
	C			
PDT	A			
	B			
	C			
Banane	A			
	B			
	C			

Résultat 2.4: un environnement propice pour le développement de la chaîne de valeur inclusive

I27 : # d'initiatives des acteurs des CV pour améliorer l'environnement des CV

Q77. Quelles initiatives ont été prises par le producteur par CV pour lever les obstacles institutionnels à la promotion de la CVA ?

CVA	2015	2016	2017	2018	2019
Riz					
Manioc					
PDT					
Banane					

I28 : # d'opportunités de collaboration réalisées avec les autorités du gouvernement

Q78. Avez-vous créé ou suscité une opportunité tendant à favoriser la collaboration avec les autorités gouvernementales pour le développement des CVA et/ou le développement de la microfinance ?

1. Oui
2. Non

Q79. Si oui citez l'initiative :

1.
2.

Q80. Etes-vous au courant des opportunités créées par le programme ou les autres acteurs des CV pour collaborer avec les autorités pour le développement des CVA et/ou le développement de la microfinance ?

1. Oui
2. Non

Q81. Si oui citez-les :

1.
2.

Stratégie de sortie du programme MAVC

Q81. Les effets bénéfiques du projet que vous avez cités, vont-ils se poursuivre après la fin du programme ?

1. Oui
2. Non

Q82. Si non pourquoi ?

1.
2.

Q83. Si oui y a-t-il eu des mesures prises par le programme ou par vous pour qu'il en soit ainsi ?

1. Oui
2. Non

Q84. Si oui, précisez ces mesures (2 mesures clés) et indiquez qui les a prises

1.
2.

Annexe 4 : QUESTIONNAIRE ORGANISATIONS DES PRODUCTEURS (OP)

Objectif 2 - Liens de la chaîne de valeur : 16.000 agriculteurs ont augmenté leur revenu et la sécurité alimentaire aussi. Ceci est réalisé par la création de connexion avec les marchés agricoles au niveau des 4 chaînes de valeur en leur fournissant des circuits de commercialisation fiables pour leurs produits et en les connectant aux services financiers appropriés.

16 : Volume des contrats établis entre les OP et les marchés agricoles par CV,

Q01 : Quel est le volume en Tonnes des contrats établis entre l'OP et les marchés agricoles par CV ?

N°	CV	2015	2019
1	PDT		
2	Riz		
3	Maïs		
4	Banane		

Q02 : Est-ce que l'OP a pu écouler toute sa production commercialisable à travers ces contrats ?

1. Oui
2. Non

Q03 : Si non par quel canal avez-vous écoulé le reste de la production ?

1. Canal 1
2. Canal 2

Q04 : Quelles sont les difficultés rencontrées (2 difficultés clés)

1. Difficultés 1
2. Difficultés 2

Q05 : Quelles sont les suggestions de l'OP pour améliorer dans le futur la mise en marché de sa production ? (2 suggestions)

1. Suggestion 1
2. Suggestion 2

17 : Valeur des contrats établis entre les OP et les marchés agricoles par CV (circuits de commercialisation)

Q06 : Quel est la valeur des contrats établis en FBu entre l'OP et les marchés agricoles par CV ?

N°	CV	2015	2019
1	PDT		
2	Riz		
3	Maïs		
4	Banane		

Q07 : Est-ce que les prix de cession étaient rémunérateurs pour l'OP ?

1. Oui
2. Non

Q08. Si non quelles mesures l'OP envisage pour corriger cette situation dans l'avenir (2 mesures)

1. Mesure 1
2. Mesure 2

I10 : # d'organisations de producteurs ayant accédé aux crédits par CV

Q09. Quels ont été les niveaux de satisfaction des demandes de crédits des producteurs membres l'OP

N°	CV	Nombre de producteurs membres de l'OP ayant demandé des crédits de 2015 à 2019	Nombre de producteurs membres de l'OP ayant reçu des crédits de 2015 à 2019
1	Banane		
2	Riz		
3	Manioc		
4	PDT		
5	Autres		
Total			

Q10. Quel est le degré de satisfaction des membres de l'OP par rapport à l'obtention de ces crédits ?

1. Non satisfait
2. Satisfait
3. Très satisfait

I17 : Au moins 3 investissements par le fonds d'investissement ICCO pour les PME agricoles

Q11. L'OP a-t-elle bénéficié d'un investissement fait sur financement du fonds d'investissement ICCO pour les PME agricoles ?

1. Oui
2. Non

Q12. Si oui préciser :

Numéro	Type d'investissement	Montant d'investissement	Utilité de l'investissement
1			
2			
3			

Q13. Si non indiquez :

Numéro	Type d'investissement souhaité	Montant approximatif d'investissement	Utilité de l'investissement pour l'organisation
1			
2			
3			

Développement des filières agricoles

Résultat 2.1. Les chaînes de valeurs sont développées

I20 : # d'OP engagées dans le développement des chaînes de valeur

Q14. Quels appuis avez-vous reçu du programme MAVC dans le développement des CV ci-après :

Filières	CVA	Types d'appuis (2 par CVA)
Riz		
Manioc		
Pomme de terre		
Banane		

I22 : Volume des produits commercialisés en tonnes par les différents intervenants sur les CV

Q15. Quels sont les volumes des produits commercialisés en tonnes par votre OP sur les 5 années de mise en œuvre du programme MAVC ?

Année/CVA	2015	2016	2017	2018	2019
Riz					
Manioc					
PDT					
Banane					

Q16. Quelles sont les difficultés rencontrées dans la mise en marché de ces quantités (2 difficultés clés)

1. Difficulté 1
2. Difficulté 2

Q17. Quelles sont les suggestions que vous avez pour remédier à ces difficultés (2 suggestions clés)

1. Suggestion 1
2. Suggestion 2

I23 : Valeur des produits commercialisés en Fbu par les différents intervenants sur les CV

Q18. Quels ont été les volumes des produits commercialisés en tonnes par votre OP sur les 5 années de mise en œuvre du programme MAVC ?

Année/CVA	2015	2016	2017	2018	2019
Riz					
Manioc					
PDT					
Banane					

Q19. Quels étaient les prix de vente de ces produits (donner une fourchette des prix en FBU)

Produits	Prix de vente en FBU
Riz	
Manioc	
Pomme de terre	
Banane	

Q20. Ces prix sont-ils rémunérateurs ?

1. Oui
2. Non

Q21. Si non que faire pour les améliorer (2 suggestions clés)

1. Suggestion 1
2. Suggestion 2

Résultat 2.2: les OP sont renforcées

I24 : # d'OPs ayant améliorée leurs scores (évaluation par scopeinsight)

Q22. Connaissez-vous l'outil Scopeinsight ?

1. Oui
2. Non

Q23. Si oui, à quoi sert-il ?

1.
2.

Q24. Sur les 5 années de mise en œuvre du programme MAVC, comment a évolué le niveau organisationnel de votre OP selon les indicateurs de l'outil Scopeinsight ?

1.
2.
3.

I25 : % d'OP satisfaits par les services fournis par les LCBs

Q25. Quelle est l'appréciation de votre OP des services rendus par les LCBs :

Niveau de satisfaction	Justification (2 raisons clés)
Non satisfait	
Satisfait	
Très satisfait	

Résultat 2.4: un environnement propice pour le développement de la chaîne de valeur inclusive

I27 : # d'initiatives des acteurs des CV pour améliorer l'environnement des CV

Q26. Quelles initiatives ont été prises par l'OP par CV pour lever les obstacles institutionnels à la promotion de la CVA ?

CVA	2015	2016	2017	2018	2019
Riz					
Manioc					
PDT					
Banane					

I28 : # d'opportunités de collaboration réalisées avec les autorités du gouvernement

Q27. Votre OP a-t-elle créé ou suscité une opportunité tendant à favoriser la collaboration avec les autorités gouvernementales pour le développement des CVA et/ou le financement des CVA ?

1. Oui
2. Non

Q28. Si oui citez l'initiative

1.
2.

Q29. Etes-vous au courant des opportunités créées par le programme ou les autres acteurs des CV pour collaborer avec les autorités gouvernementales pour le développement des CVA et/ou le financement des CVA ?

1. Oui
2. Non

Q30. Si oui citez-les :

1.
2.

Résultat 3.1. Un environnement favorable au FCV et au DCV est promu

I29 : % d'acteurs sensibilisés qui collaborent avec le programme

Q31. Votre OP a-t-elle engagé une collaboration formelle avec le programme MAVC en vue du Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles ou le Financement des CVA ?

1. Oui
2. Non

Q32. Si oui indiquez l'année de mise en œuvre de la collaboration et du domaine de cette collaboration (soyez précis sur la CVA ou le produit financier concerné):

Année	Domaine
2015	
2016	
2017	
2018	
2019	

Résultat 3.2: Une gouvernance de la chaîne efficace dans la structure de 4 CV pour les acteurs clés

I31 : # de protocoles d'entente visant à améliorer la gouvernance des CV

Q33. Votre OP a-t-elle conclu des protocoles d'entente avec d'acteurs des CV autres que les petits producteurs ?

1. Oui
2. Non

Q34. Si oui, préciser le contenu des protocoles d'entente par CVA et par année :

CVA	2015	2016	2017	2018	2019

Q35. Avez-vous rencontré des difficultés dans la conclusion de ces protocoles ou dans leur mise en œuvre :

1. Difficulté 1
2. Difficulté 2

Q36. Quelles suggestions pouvez-vous faire pour améliorer la conclusion de ces protocoles et leur mise en œuvre

1. Suggestion 1.....
2. Suggestion 2

I32 : # de protocoles d'entente mutuelle signés entre les OPs/Petits exploitants et les autres acteurs de la chaîne de valeur

Q37. Votre OP a-t-elle conclu des protocoles d'entente avec les petits producteurs ?

1. Oui
2. Non

Q38. Si oui, préciser le contenu des protocoles d'entente par CVA et par année :

CVA	2015	2016	2017	2018	2019

Q39. Avez-vous rencontré des difficultés dans la conclusion de ces protocoles ou dans leur mise en œuvre :

1. Oui

2. Non

Q40. Si oui, lesquelles ?

1. Difficulté 1.....

2. Difficulté 2

Q41. Quelles suggestions pouvez-vous faire pour améliorer la conclusion de ces protocoles et leur mise en œuvre

1. Suggestion 1

2. Suggestion 2

Annexe 5 : QUESTIONNAIRE INSTITUTIONS DE MICROFINANCE (IMF)

Indicateur I3:100.000 nouveaux clients pour l'épargne

Q01. Nom IMF :

Q02 : Quels sont les nombres de clients épargnants en 2015 et en 2019 de votre institution dans le cadre de l'appui du programme MAVC ?

Nombre de clients épargnants en 2015			Nombre de clients épargnants en 2019		
H	F	T	H	F	T

Indicateur I4:50.000 nouveaux clients demandeurs pour le crédit

Q03 : Quels sont les nombres de clients demandeurs de crédit en 2015 et en 2019 de votre institution dans le cadre de l'appui du programme MAVC ?

Nombre de clients demandeurs de crédit en 2015			Nombre de clients demandeurs de crédits en 2019		
H	F	T	H	F	T

I5 : % de nouveaux clients satisfaits par les services financiers offerts

Voir rapport Enquête de satisfaction des clients des IMF et des Banques (2019)

I8 : Nombre de crédits octroyés à de petits exploitants à travers le financement agricole par CV

Q04 : Combien de petits exploitants ont demandé des crédits à travers le financement agricole par CV et combien avez-vous satisfait entre 2015 et 2019 grâce à l'appui du programme MAVC ? :

N	CV	Nombre de petits exploitants ayant demandé de crédits de 2015 à 2019	Nombre de petits exploitants demandeurs ayant obtenu de crédits de 2015 à 2019
1	Banane		
2	Riz		
3	Manioc		
4	PDT		
5	Autres		
Total			

19 : Volume de crédits octroyés à de petits exploitants à travers le financement agricole par CV

Q05 : Quels volumes de crédits avez-vous reçus des petits exploitants demandeurs dans le cadre du financement agricole par CV et combien ont été satisfaits entre 2015 et 2019 grâce à l'appui du programme MAVC ? :

N	CV	Volumes de crédits demandés par les petits exploitants de 2015 à 2019	Volumes de crédits satisfaits de 2015 à 2019 au profit des petits exploitants
1	Banane		
2	Riz		
3	Manioc		
4	PDT		
5	Autres		
Total			

Résultats 1.1: Les produits financiers adaptés aux besoins des populations agricoles et rurales pour satisfaire au moins 150.000 clients (100.000 épargnants et 50.000 emprunteurs) sont diversifiés

I11 : Augmenter le nombre de clients non-salariés pour : Epargnes (>100,000), Caution solidaire (>20,000), VSLA (>12000 clients), Financement agricoles pour les petits producteurs (>18000), Crédit warrantage (>10,000), VCF (>6,000), Equipement bail (>150)

Q06 : Quels étaient les nombres de clients non-salariés pour l'Épargne :

2015 :

2019 :

Q07 : A quoi est due la variation du nombre de clients non-salariés pour l'Épargne entre 2015 et 2019 ?:

1. Appui MAVC :
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse
2. Appui autres programmes/institutions : citer les institutions
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse

Q08 : Quel était le nombre de clients non-salariés ayant bénéficié de la caution solidaire :

2015 :

2019 :

Q09 : A quoi est due l'augmentation du nombre de clients non-salariés ayant bénéficié de la caution solidaire entre 2014 et 2019 ?:

1. Appui MAVC :
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse

2. Appui d'autres programmes/institutions
 - a. citer les institutions
 - b. Justifier votre réponse

Q10 : Quel était le nombre de clients VSLA

2015 :

2019 :

Q11 : A quoi est due la variation du nombre de clients VSLA entre 2015 et 2019 ?:

1. Appui MAVC :
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse
2. Appui autres programmes/institutions : citer les institutions
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse

Q12. Quel est le nombre de petits producteurs ayant bénéficié de financement agricole pour petits producteurs

2015 :

2019 :

Q13 : A quoi est due la variation du nombre de bénéficiaires de financement agricoles pour petits producteurs entre 2015 et 2019 ?:

1. Appui MAVC :
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse
2. Appui autres programmes/institutions : citer les institutions
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse

Q14. Quel est le nombre de petits producteurs ayant bénéficié de crédit Warrantage ?

2015 :

2019 :

Q15 : A quoi est due la variation du nombre de petits producteurs bénéficiaires de crédits de warrantage entre 2015 et 2019 ?

1. Appui MAVC :
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse
2. Appui d'autres programmes/institutions : citer les institutions
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse

Q16 : Quel est le nombre de petits producteurs ayant bénéficié de crédit VCF

2015 :

2019 :

Q17 : A quoi est due la variation du nombre de petits producteurs bénéficiaires de crédits VCF entre 2015 et 2019 ?:

1. Appui MAVC :
 - a. Justifier votre réponse
2. Appui autres programmes/institutions : citer les institutions
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse

Q18. Quel est le nombre de petits producteurs ayant bénéficié de crédit Equipement bail ?

2015 :

2019 :

Q19 : A quoi est due la variation du nombre de petits producteurs bénéficiaires de crédits Equipement bail entre 2015 et 2019 ?:

1. Appui MAVC :
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse
2. Appui autres programmes/institutions : citer les institutions
 - a. Justifier votre reponse.....
 - b. Justifier votre reponse

Résultat 1.2: Les capacités en finance rurale de 13 IMFs partenaires du programme sont renforcées.

I12 : Au moins 10 IMF améliorent leurs performances au niveau de l'évaluation par Micro-score, une note de 1-2 à une note de 3-4

Q20. Quelle était la performance de votre IMF au niveau de l'évaluation par Micro-score en :

2015 :

2019 :

Q21 : A quoi est due la variation de la performance de l'IMF entre 2015 et 2019 ?

1. Appui MAVC :
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse
2. Appui autres programmes/institutions : citer les institutions
 - a. Justifier votre réponse
 - b. Justifier votre réponse

Résultat 1.3: L'éducation financière et la gestion de la performance sociale (SPM) développées

I13 : Au moins 4 IMFs intègrent le programme SPM dans leur système de gestion

Q22. Est-ce que votre IMF a intégré le programme SPM dans son système de gestion ?

1. Oui
2. Non

Q23. Si oui, quel est le programme/institution qui vous a appuyé ?

1. MAVC :
2. Un autre programme/institution : citer le.....

Q24. Si non pourquoi votre IMF n'a pas intégré le programme SPM dans son système de gestion (donner 2 raisons clés) :

Raison 1.

Raison 2.

Q25. Quelles sont vos suggestions pour permettre à un grand nombre d'IMF d'intégrer le programme SPM dans leurs systèmes de gestion ?

Suggestion 1 :

Suggestion 2 :

I14 : Au moins 20.000 clients ruraux sensibilisés en éducation financière

Q26. Combien de clients ruraux ont été sensibilisés par votre institution en éducation financière :

2015 :

2019 :

Q27. Les sensibilisations ont été effectuées grâce :

1. L'appui du programme MAVC seul
2. L'appui du programme MAVC et d'autres programmes (citer les)
3. L'appui d'autres programmes sans celui du programme MAVC

Q28. Est-ce que ce nombre de clients sensibilisés par votre institution en éducation financière vous paraît suffisant ?

1. Oui
2. Non

SQ29. Si oui pourquoi (2 raisons clés) :

1. Raison 1.....
2. Raison 2.

Q30. Si non quelles sont vos suggestions pour améliorer (2 suggestions clés) :

1. Suggestion 1.
2. Suggestion 2

Résultat 1.4 : Le refinancement des IMF et SME par les banques et les investisseurs sociaux est accru

I15 : Au moins 5 crédits obtenus par les partenaires IMF auprès de Rabobank ou OIKO credit

Q31. Votre IMF a-t-elle obtenu de crédits de refinancement auprès de Rabobank ?

1. Oui
2. Non

Q32. Si oui indiquer le nombre de crédits et les montants correspondants :

N° d'ordre du credit	Montant

Q33. Si non pourquoi (2 raisons principales)

1. Raison 1
2. Raison 2

Q34. Votre IMF a-t-elle obtenu de crédits de refinancement auprès de OIKO crédits ?

1. Oui
2. Non

Q35. Si oui indiquer le nombre de crédits et les montants correspondants :

N° d'ordre du crédit	Montant

Q36. Si non pourquoi (2 raisons principales)

1. Raison 1
2. Raison 2

Q37. Avez-vous 2 suggestions clés pour améliorer cette situation ?

1. Suggestion 1
2. Suggestion 2

I16 : Au moins 5 accords de financement via les banques et les fonds de refinancement locaux

Q38. Votre IMF a-t-elle obtenu d'accords de financement via les banques et les fonds de refinancement locaux ?

1. Oui
2. Non

Q39. Si oui indiquer le nom de la Banque/Fonds de refinancement local et les montants correspondants :

N° d'ordre du crédit	Nom de la Banque/Fonds de refinancement locaux	Montant

Q40. Si non pourquoi (2 raisons principales)

1. Raison 1
2. Raison 2

Q41. Avez-vous 2 suggestions clés pour améliorer cette situation ?

1. Suggestion 1
2. Suggestion 2

Résultat 1.5: Un environnement propice au financement des CV est promu

I18 : %d'études sectorielles validées

Q42. Avez-vous jamais été informé d'une étude réalisée pour promouvoir l'environnement propice au développement des financements des CVA ?

1. Oui
2. Non

Q43. Si oui, de quelle étude s'agit-il ?

1.
2.

Q44. Avez-vous été impliquée dans la réalisation de cette (ces) étude (s) :

1. Oui
2. Non

Q45. Avez-vous ressenti les suites de cette (ces) étude (s) ?

1. Oui
2. Non

Q46. Si oui, préciser les suites

1.
2.

Q47. Si non, selon vous que faut-il améliorer pour rendre ces études profitables dans le futur ?

1. Oui
2. Non

I19 : # d'ateliers pour l'amélioration de l'environnement du secteur

Q48. Votre IMF a-t-elle participé à un atelier organisé par le programme MAVC pour améliorer l'environnement du financement des CV ?

1. Oui
2. Non

Q49. Si oui quels changements concrets ces ateliers ont apporté dans la vie de votre institution ?
(Citez 2 changements clés :

1. Changement 1
2. Changement 2

Résultat 2.4: un environnement propice pour le développement de la chaîne de valeur inclusive

I27 : % d'initiatives des acteurs des CV pour améliorer l'environnement des CV

Q50. Quelles initiatives ont été prises par l'IMF par CV pour lever les obstacles institutionnels à la promotion de la CVA ?

CVA	2015	2016	2017	2018	2019
Riz					
Manioc					
PDT					
Banane					

I28 : % d'opportunités de collaboration réalisées avec les autorités du gouvernement

Q51. Votre IMF a-t-elle créé ou suscité une opportunité tendant à favoriser la collaboration avec les autorités gouvernementales pour le développement des CVA et/ou le financement des CVA ?

1. Oui
2. non

Q52. Si oui citez l'initiative ?

1. initiative 1
2. initiative 2

Q53. Etes-vous au courant des opportunités créées par le programme ou les autres acteurs des CV pour collaborer avec les autorités pour le développement des CVA et/ou le financement des CVA ?

1. Oui
2. Non

Q54. Si oui citez-les

1.
2.

Résultat 3.1. Un environnement favorable au FCV et au DCV est promu

I29 : % d'acteurs sensibilisés qui collaborent avec le programme

Q55. Votre IMF a-t-elle engagé une collaboration formelle avec le programme MAVC en vue du Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles ou le Financement des CVA ?

1. Oui
2. Non

Q56. Si oui indiquez l'année de mise en œuvre de la collaboration et du domaine de cette collaboration (soyez précis sur la CVA ou le produit financier concerné :

1.
2.

I30 : # d'IMF qui participe activement dans le financement des Chaines de valeur

Q57. Votre IMF a-t-elle participé à la diffusion des informations n vue du financement des CV ou autres activité en rapport avec l'organisation des CV ?

1. Oui
2. Non

Q58. Si oui, indiquez par année les informations et les CVA concernées

CVA	2015	2016	2017	2018	2019
Riz					
Manioc					
PDT					
Banane					

Q59. Est-ce que cette participation à la diffusion a rencontré des difficultés ?

1. Oui
2. Non

Q60. Si oui, quelles sont ces difficultés ?

1. Difficultés 1
2. Difficulté 2

Q61. Avez-vous des suggestions pour améliorer cette participation dans le futur ?

1. Oui
2. Non

Q62. Si oui proposez-les

1. Suggestion 1
2. Suggestion 2

Résultat 3.2: Une gouvernance de la chaine efficace dans la structure de 4 CV pour les acteurs clés

I31 : # de protocoles d'entente visant à améliorer la gouvernance des CV

Q63. Votre ILF a-t-elle conclu des protocoles d'entente avec d'acteurs des CV autres que les petits producteurs ?

1. Oui
2. Non

Q64. Si oui, préciser le contenu des protocoles d'entente par CVA et par année :

CVA	2015	2016	2017	2018	2019

Q65. Avez-vous rencontré des difficultés dans la conclusion de ces protocoles ou dans leur mise en œuvre ?

1. Oui
2. Non

Q66. Si oui lesquelles ?

1. Difficulté 1.....
2. Difficulté 2.....

Q67. Quelles suggestions pouvez-vous faire pour améliorer la conclusion de ces protocoles et leur mise en œuvre ?

1. Suggestion 1.....
2. Suggestion 2.....

Annexe 6 : QUESTIONNAIRE UNITES DE TRANSFORMATION

I. Identification

Q01 Province

Q02 : Commune

Q03.Colline

Q04. Nom de l'UT

Q05. Nom de la personne enquêté

II- Pertinence du programme MAVC selon les UTs

Q1. Le programme MAVC de ICCO s'est donné pour objectifs de développer et de faciliter le financement des chaînes de valeurs riz, manioc, pomme de terre et banane. Est –ce que ces objectifs répondent à vos attentes ?

1. Oui
2. Non

Q2. Si oui, indiquez 2 de vos attentes comblées par le programme MAVC/ICCO

1.
2.

Q3. Si non, pourquoi ? (donnez 2 raisons)

1.
2.

III- Activités des UTs

Q1.Quelles sont les quantités de matière première transformée et produits finis ? Mettez le nom de la matière première

103,46 86,67 1,19372332

Q2.Combien de personnes ont été employés?

En 2015	2016	2017	2018	2019

Q3. Les salaires que vous avez payés

En 2015	2016	2017	2018	2019

Q4. Les impôts que vous avez payé

En 2015	2016	2017	2018	2019

Q5. Quels sont les appuis obtenus de l'ICCO ?

En 2015	2016	2017	2018	2019

Q6. Quel est le nombre de contrat établi ?

En 2015	2016	2017	2018	2019

Q7. Les changements positifs que vous avez signalés grâce aux actions du programme MAVC peuvent-ils se poursuivre après la fin du programme ?

1. Oui
2. Non

Q8. Si oui, y a-t-il eu des mesures prises dans ce sens par le programme ou par vous-même ?

1. Oui
2. Non

Q9. Si oui, citez ces mesures en précisant qui les a prises (2 mesures clés) :

1.
2.

Q10. Quelles sont Contraintes lies à l'activité de transformation ?

1.
2.

Q11. Quelles sont les suggestions que vous pouvez donner

1.
2.

Stratégie de sortie du programme MAVC

Q12. Les effets bénéfiques du projet que vous avez cités, vont-ils se poursuivre après la fin du programme ?

1. Oui
2. Non

Q13. Si non pourquoi ?

1.
2.

Q14. Si oui y a-t-il eu des mesures prises par le programme ou par vous pour qu'il en soit ainsi ?

1. Oui
2. Non

Q15. Si oui, précisez ces mesures (2 mesures clés)

1.
2.

Q15.b. Indiquez qui les a prises

1.
2.

Annexe 7 : TABLEAUX DETAILLES DES RESULTATS DES DONNEES COLLECTEES

Tableau 1 : Age des chefs du ménage

TRANCHE D'AGE	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
18-24 ans	0	0.0%	2	1.5%	2	.7%
25-34 ans	32	23.4%	41	30.4%	73	26.8%
35-44 ans	41	29.9%	39	28.9%	80	29.4%
45-54 ans	30	21.9%	26	19.3%	56	20.6%
55 et plus	34	24.8%	27	20.0%	61	22.4%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 2 : Sexe des chefs de ménages membres des OP et les non membres

SEXE DU CHEF DE MENAGE	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Masculin	117	85.4%	109	80.7%	226	83.1%
Féminin	20	14.6%	26	19.3%	46	16.9%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 3 : Moyenne de personnes vivant dans les ménages membres des OP encadrés par MAVC et les non membres

MEMBRE D'OP ENCADRE PAR MAVC	MOYENNE DE PERSONNES VIVANT DANS LE MENAGE
Non	5,5
Oui	6,3
Total	5,9

Tableau 4 : Difficultés à nourrir suffisamment la famille pour les membres des OP encadrées par MAVC et pour les non membres

AU COURS DU MOIS PRECEDENT, AVEZ-VOUS EU DES SOUCIS/ DIFFICULTES A NOURRIR SUFFISAMMENT LA FAMILLE?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	56	40.9%	71	52.6%	127	46.7%
Non	81	59.1%	64	47.4%	145	53.3%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 5 : Difficultés à nourrir suffisamment la famille par sexe du chef de ménage

AU COURS DU MOIS PRECEDENT, AVEZ-VOUS EU DES SOUCIS/ DIFFICULTES A NOURRIR SUFFISAMMENT LA FAMILLE?	Sexe du chef de ménage				Total	
	M		F			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	100	44.2%	27	58.7%	127	46.7%
Non	126	55.8%	19	41.3%	145	53.3%
Total	226	100.0%	46	100.0%	272	100.0%

Tableau 6 : Difficultés à nourrir suffisamment la famille par province

PROVINCE	AU COURS DU MOIS PRECEDENT, AVEZ-VOUS EU DES SOUCIS/ DIFFICULTES A NOURRIR SUFFISAMMENT LA FAMILLE?			
	Oui		Non	
	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	31	53.4%	27	46.6%
BUJUMBURA	32	66.7%	16	33.3%
BURURI	3	25.0%	9	75.0%
CANKUZO	2	20.0%	8	80.0%
KAYANZA	9	45.0%	11	55.0%
KIRUNDO	43	40.6%	63	59.4%
MWARO	4	40.0%	6	60.0%
RUYIGI	3	37.5%	5	62.5%
Total	127	46.7%	145	53.3%

Tableau 7 : Fréquence de difficultés de nourrir suffisamment la famille par les membres des OP et les non membres

SI DIFFICULTES/SOUCIS DE NOURRIR LES ENFANTS, QUELLES FREQUENCES?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Rarement	26	46.4%	28	39.4%	54	42.5%
Quelques fois	22	39.3%	28	39.4%	50	39.4%
Souvent	8	14.3%	15	21.1%	23	18.1%
Total	56	100.0%	71	100.0%	127	100.0%

Tableau 8 : Difficultés à avoir les aliments préférés par les membres des OP et les non membres

AVEZ-VOUS ETE EN MESURE DE MANGER VOS ALIMENTS PREFERES ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	76	55.5%	81	60.0%	157	57.7%
Non	61	44.5%	54	40.0%	115	42.3%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 9 : Difficultés à avoir les aliments préférés par sexe du chef du ménage

AVEZ-VOUS ETE EN MESURE DE MANGER VOS ALIMENTS PREFERES ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	135	59.7%	22	47.8%	157	57.7%
Non	91	40.3%	24	52.2%	115	42.3%
Total	226	100.0%	46	100.0%	272	100.0%

Tableau 10 : Difficultés à avoir les aliments préférés par province

	Q3. Avez-vous été en mesure de manger vos aliments préférés ?			
	Oui		Non	
	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	36	62.1%	22	37.9%
BUJUMBURA	19	39.6%	29	60.4%
BURURI	8	66.7%	4	33.3%
CANKUZO	7	70.0%	3	30.0%
KAYANZA	13	65.0%	7	35.0%
KIRUNDO	62	58.5%	44	41.5%
MWARO	6	60.0%	4	40.0%
RUYIGI	6	75.0%	2	25.0%
Total	157	57.7%	115	42.3%

Tableau 11 : Fréquences des ménages membres des OP et non membres qui parviennent à manger les aliments préférés

FREQUENCES DE PRISE DES ALIMENT PREFERE?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Rarement	11	14.5%	21	25.9%	32	20.4%
Quelques fois	49	64.5%	41	50.6%	90	57.3%
Souvent	16	21.1%	19	23.5%	35	22.3%
Total	76	100.0%	81	100.0%	157	100.0%

Tableau 12 : Variation de l'alimentation pour les membres des OP et les non membres

AVEZ-VOUS EU A AVOIR UNE ALIMENTATION TRES PEU VARIEE ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	94	68.6%	112	83.0%	206	75.7%
Non	43	31.4%	23	17.0%	66	24.3%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 13 : Variation de l'alimentation par sexe du chef de ménage

AVEZ-VOUS EU A AVOIR UNE ALIMENTATION TRES PEU VARIEE ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	M		F			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	169	74.8%	37	80.4%	206	75.7%
Non	57	25.2%	9	19.6%	66	24.3%
Total	226	100.0%	46	100.0%	272	100.0%

Tableau 14 : Variation de l'alimentation par Province

	AVEZ-VOUS EU A AVOIR UNE ALIMENTATION TRES PEU VARIEE ?			
	Oui		Non	
	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	41	70.7%	17	29.3%
BUJUMBURA	39	81.3%	9	18.8%
BURURI	5	41.7%	7	58.3%
CANKUZO	8	80.0%	2	20.0%
KAYANZA	17	85.0%	3	15.0%
KIRUNDO	85	80.2%	21	19.8%
MWARO	4	40.0%	6	60.0%
RUYIGI	7	87.5%	1	12.5%
Total	206	75.7%	66	24.3%

Tableau 18 : Possibilité de manger les aliments non voulus dans les ménages par province

PROVINCE	AVEZ-VOUS EU A MANGER CE QUE VOUS NE VOULEZ PAS VRAIMENT?			
	Oui		Non	
	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	43	74.1%	15	25.9%
BUJUMBURA	41	85.4%	7	14.6%
BURURI	7	58.3%	5	41.7%
CANKUZO	4	40.0%	6	60.0%
KAYANZA	13	65.0%	7	35.0%
KIRUNDO	74	69.8%	32	30.2%
MWARO	4	40.0%	6	60.0%
RUYIGI	5	62.5%	3	37.5%
Total	191	70.2%	81	29.8%

Tableau 19 : Fréquence de possibilité de manger les aliments non voulus par les membres des OP et les non membres

SI OUI A QUELLES FREQUENCES?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Rarement	38	42.7%	30	29.4%	68	35.6%
Quelques fois	39	43.8%	52	51.0%	91	47.6%
Souvent	12	13.5%	20	19.6%	32	16.8%
Total	89	100.0%	102	100.0%	191	100.0%

Tableau 20 : Possibilité de manger un petit repas par manque d'assez de nourriture pour les membres des OP et les non membres

AVEZ-VOUS EU A MANGER UN PLUS PETIT REPAS PARCE QUE VOUS N'AVEZ PAS ASSEZ DE NOURRITURE ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	75	54.7%	88	65.2%	163	59.9%
Non	62	45.3%	47	34.8%	109	40.1%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 21 : Possibilité de manger un petit repas par manque d'assez de nourriture par sexe du chef de ménage

AVEZ-VOUS EU A MANGER UN PLUS PETIT REPAS PARCE QUE VOUS N'AVEZ PAS ASSEZ DE NOURRITURE ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	M		F			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	131	58.0%	32	69.6%	163	59.9%
Non	95	42.0%	14	30.4%	109	40.1%
Total	226	100.0%	46	100.0%	272	100.0%

Tableau 22 : Possibilité de manger un petit repas par manque d'assez de nourriture par province

	Q09. Avez-vous eu a manger un plus petit repas parce que vous n'avez pas assez de nourriture ?			
	Oui		Non	
	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	36	62.1%	22	37.9%
BUJUMBURA	37	77.1%	11	22.9%
BURURI	6	50.0%	6	50.0%
CANKUZO	4	40.0%	6	60.0%
KAYANZA	10	50.0%	10	50.0%
KIRUNDO	59	55.7%	47	44.3%
MWARO	5	50.0%	5	50.0%
RUYIGI	6	75.0%	2	25.0%
Total	163	59.9%	109	40.1%

Tableau 23 : Fréquence sur la possibilité de manger un petit repas par manque d'assez de nourriture par les membres des OP et les non membres

SI OUI, A QUELLES FREQUENCES?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Rarement	33	44.0%	24	27.3%	57	35.0%
Quelques fois	32	42.7%	51	58.0%	83	50.9%
Souvent	10	13.3%	13	14.8%	23	14.1%
Total	75	100.0%	88	100.0%	163	100.0%

Tableau 24 : Les ménages qui mangent moins d'un repas par jour pour les membres des OP et les non membres

AVEZ-VOUS EU A MANGER MOINS D'UN REPAS PAR JOUR?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	12	8.8%	25	18.5%	37	13.6%
Non	125	91.2%	110	81.5%	235	86.4%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 25 : Les ménages qui mangent moins d'un repas par jour par sexe du chef de ménage

AVEZ-VOUS EU A MANGER MOINS D'UN REPAS PAR JOUR?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	23	10.2%	14	30.4%	37	13.6%
Non	203	89.8%	32	69.6%	235	86.4%
Total	226	100.0%	46	100.0%	272	100.0%

Tableau 26: Les ménages qui ont eu à manger moins d'un repas par jour par province

PROVINCE	AVEZ-VOUS EU A MANGER MOINS D'UN REPAS PAR JOUR?			
	Oui		Non	
	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	6	10.3%	52	89.7%
BUJUMBURA	14	29.2%	34	70.8%
BURURI	1	8.3%	11	91.7%
CANKUZO	0	0.0%	10	100.0%
KAYANZA	1	5.0%	19	95.0%
KIRUNDO	15	14.2%	91	85.8%
MWARO	0	0.0%	10	100.0%
RUYIGI	0	0.0%	8	100.0%
Total	37	13.6%	235	86.4%

Tableau 27 : Fréquence de ceux qui ont eu à manger moins d'un repas par jour par membres des OP et non membres

SI OUI, A QUELLE FREQUENCE ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Rarement	5	41.7%	15	60.0%	20	54.1%
Quelques fois	5	41.7%	8	32.0%	13	35.1%
Souvent	2	16.7%	2	8.0%	4	10.8%
Total	12	100.0%	25	100.0%	37	100.0%

Tableau 28 : Existence des moments où les membres des OP et les non membres n'avaient aucun aliment à manger

Y A-T-IL DEJA EU DES MOMENTS OU VOUS N'AVIEZ AUCUN ALIMENT A MANGER POUR VOTRE MENAGE	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	30	21.9%	46	34.1%	76	27.9%
Non	107	78.1%	89	65.9%	196	72.1%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 29 : Existence des moments où les ménages n'avaient aucun aliment à manger par sexe du chef du ménage

Y A-T-IL DEJA EU DES MOMENTS OU VOUS N'AVIEZ AUCUN ALIMENT A MANGER POUR VOTRE MENAGE	Sexe du chef de ménage				Total	
	M		F			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	61	27.0%	15	32.6%	76	27.9%
Non	165	73.0%	31	67.4%	196	72.1%
Total	226	100.0%	46	100.0%	272	100.0%

Tableau 30 : Existence des moments où les ménages n'avaient aucun aliment à manger par province

PROVINCE	Y A-T-IL DEJA EU DES MOMENTS OU VOUS N'AVIEZ AUCUN ALIMENT A MANGER POUR VOTRE MENAGE			
	Oui		Non	
	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	15	25.9%	43	74.1%
BUJUMBURA	25	52.1%	23	47.9%
BURURI	5	41.7%	7	58.3%
CANKUZO	1	10.0%	9	90.0%
KAYANZA	5	25.0%	15	75.0%
KIRUNDO	22	20.8%	84	79.2%
MWARO	1	10.0%	9	90.0%
RUYIGI	2	25.0%	6	75.0%
Total	76	27.9%	196	72.1%

Tableau 31 : Fréquence de l'existence des moments où les ménages n'avaient aucun aliment à manger pour les membres des OP et les non membres

SI OUI, A QUELLE FREQUENCE ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Rarement	13	43.3%	25	54.3%	38	50.0%
Quelques fois	17	56.7%	21	45.7%	38	50.0%
Total	30	100.0%	46	100.0%	76	100.0%

Tableau 32 : Ménages qui ont eu à dormir affamé parce qu'ils n'avaient rien à manger pour les ménages membres des OP et les non membres

AVEZ-VOUS DEJA EU A DORMIR AFFAME PARCE QUE VOUS N'AVIEZ RIEN A MANGER ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	20	14.6%	34	25.2%	54	19.9%
Non	117	85.4%	101	74.8%	218	80.1%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 33 : Ménages qui ont eu à dormir affamé parce qu'ils n'avaient rien à manger par sexe du chef de ménage

AVEZ-VOUS DEJA EU A DORMIR AFFAME PARCE QUE VOUS N'AVIEZ RIEN A MANGER ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	39	17.3%	15	32.6%	54	19.9%
Non	187	82.7%	31	67.4%	218	80.1%
Total	226	100.0%	46	100.0%	272	100.0%

Tableau 34 : Ménages qui ont eu à dormir affamé parce qu'ils n'avaient rien à manger par province

	Q15. Avez-vous déjà eu à dormir affamé parce que vous n'aviez rien à manger ?			
	Oui		Non	
	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	9	15.5%	49	84.5%
BUJUMBURA	26	54.2%	22	45.8%
BURURI	2	16.7%	10	83.3%
CANKUZO	1	10.0%	9	90.0%
KAYANZA	3	15.0%	17	85.0%
KIRUNDO	12	11.3%	94	88.7%
MWARO	1	10.0%	9	90.0%
RUYIGI	0	0.0%	8	100.0%
	54	19.9%	218	80.1%

Tableau 35 : Fréquences des ménages qui ont eu à dormir affamé parce qu'ils n'avaient rien à manger

SI OUI, A QUELLE FREQUENCE ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Rarement	10	50.0%	28	82.4%	38	70.4%
Quelques fois	10	50.0%	6	17.6%	16	29.6%
Total	20	100.0%	34	100.0%	54	100.0%

Tableau 36 : Les ménages qui ont eu à passer toute une journée ou toute une nuit affamé parce qu'ils n'avaient rien à manger pour les membres des OP et les non membres

AVEZ-VOUS DEJA EU A RESTER TOUTE UNE JOURNEE ET NUIT AFFAME PARCE QUE VOUS N'AVIEZ RIEN A MANGER	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	4	2.9%	17	12.6%	21	7.7%
Non	133	97.1%	118	87.4%	251	92.3%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 37 : Les ménages qui ont eu à passer toute une journée ou toute une nuit affamé parce qu'ils n'avaient rien à manger par sexe du chef de ménage

AVEZ-VOUS DEJA EU A RESTER TOUTE UNE JOURNEE ET NUIT AFFAME PARCE QUE VOUS N'AVIEZ RIEN A MANGER	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	14	6.2%	7	15.2%	21	7.7%
Non	212	93.8%	39	84.8%	251	92.3%
Total	226	100.0%	46	100.0%	272	100.0%

Tableau 38 : Les ménages qui ont eu à passer toute une journée ou toute une nuit affamé parce qu'ils n'avaient rien à manger par province

PROVINCE	AVEZ-VOUS DEJA EU A RESTER TOUTE UNE JOURNEE ET NUIT AFFAME PARCE QUE VOUS N'AVIEZ RIEN A MANGER			
	Oui		Non	
	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	3	5.2%	55	94.8%
BUJUMBURA	11	22.9%	37	77.1%
BURURI	0	0.0%	12	100.0%
CANKUZO	0	0.0%	10	100.0%
KAYANZA	1	5.0%	19	95.0%
KIRUNDO	6	5.7%	100	94.3%
MWARO	0	0.0%	10	100.0%
RUYIGI	0	0.0%	8	100.0%
Total	21	7.7%	251	92.3%

Tableau 39 : Fréquence des ménages qui ont eu à passer toute une journée ou toute une nuit affamé par manque de nourriture

SI OUI, A QUELLE FREQUENCE ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Rarement	1	25.0%	13	76.5%	14	66.7%
Quelques fois	2	50.0%	3	17.6%	5	23.8%
Souvent	1	25.0%	1	5.9%	2	9.5%
Total	4	100.0%	17	100.0%	21	100.0%

Non HFIAS Indicateurs (sur sécurité alimentaire)

Tableau 40 : Les ménages qui au cours de 12 derniers mois ont connu des mois durant lesquels ils n'avaient pas suffisamment de nourriture pour pourvoir à leurs besoins pour les membres des OP et les non membres

AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS, AVEZ-VOUS CONNU DES MOIS DURANT LESQUELS VOUS N'AVIEZ PAS SUFFISAMMENT DE NOURRITURE POUR POURVOIR AUX BESOINS DE VOTRE MENAGE ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoins			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	89	65.0%	95	70.4%	184	67.6%
Non	48	35.0%	40	29.6%	88	32.4%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 41 : Les ménages qui au cours de 12 derniers mois ont connu des mois durant lesquels ils n'avaient pas suffisamment de nourriture pour pourvoir à leurs besoins par sexe

AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS, AVEZ-VOUS CONNU DES MOIS DURANT LESQUELS VOUS N'AVIEZ PAS SUFFISAMMENT DE NOURRITURE POUR POURVOIR AUX BESOINS DE VOTRE MENAGE ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	157	69.5%	27	58.7%	184	67.6%
Non	69	30.5%	19	41.3%	88	32.4%
Total	226	100.0%	46	100.0%	272	100.0%

Tableau 42 : Durant quels mois (au cours des 12 derniers mois) n'avez-vous pas eu assez de nourriture pour répondre aux besoins de votre famille ?

	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	% of Total
Janvier	14	15.7%	14	14.7%	28	15.2%
Février	17	19.1%	13	13.7%	30	16.3%
Mars	15	16.9%	20	21.1%	35	19.0%
Avril	43	48.3%	54	56.8%	97	52.7%
Mai	10	11.2%	11	11.6%	21	11.4%
Juin	8	9.0%	6	6.3%	14	7.6%
Juillet	6	6.7%	9	9.5%	15	8.2%
Août	19	21.3%	16	16.8%	35	19.0%
Septembre	35	39.3%	34	35.8%	69	37.5%
Octobre	34	38.2%	32	33.7%	66	35.9%
Novembre	34	38.2%	42	44.2%	76	41.3%
Decembre	7	7.9%	13	13.7%	20	10.9%

INDICATEURS ECONOMIQUES

Tableau 43 : Taille de la récolte de la dernière saison avec la saison précédente des ménages membres des OP et les non membres

QUELLE ETAIT LA TAILLE DE VOTRE RECOLTE DE LA DERNIERE SAISON COMPAREE AVEC LA SAISON PRECEDENTE (MEMES SAISONS DE DEUX ANNEES SUCCESSIVES)?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Même	11	8.0%	18	13.3%	29	10.7%
Plus	75	54.7%	56	41.5%	131	48.2%
Moins	51	37.2%	61	45.2%	112	41.2%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 44 : Taille de la récolte de la dernière saison avec la saison précédente des ménages par province

	QUELLE ETAIT LA TAILLE DE VOTRE RECOLTE DE LA DERNIERE SAISON COMPAREE AVEC LA SAISON PRECEDENTE (MEMES SAISONS DE DEUX ANNEES SUCCESSIVES)?					
	Même		Plus		Moins	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	7	12.1%	29	50.0%	22	37.9%
BUJUMBURA	7	14.6%	22	45.8%	19	39.6%
BURURI	3	25.0%	6	50.0%	3	25.0%
CANKUZO	0	0.0%	7	70.0%	3	30.0%
KAYANZA	3	15.0%	9	45.0%	8	40.0%
KIRUNDO	8	7.5%	45	42.5%	53	50.0%
MWARO	0	0.0%	8	80.0%	2	20.0%
RUYIGI	1	12.5%	5	62.5%	2	25.0%
Total	29	10.7%	131	48.2%	112	41.2%

Tableau 45 : La part de la récolte vendue la dernière saison comparée avec la saison précédente par les ménages membres des OP et les non membres

QUELLE EST LA PART DE LA RECOLTE QUE VOUS AVEZ VENDU LA DERNIERE SAISON COMPAREE AVEC LA SAISON PRECEDENTE (MEMES SAISONS DE DEUX ANNEES SUCCESSIVES)?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Même	11	8.0%	18	13.3%	29	10.7%
Plus	76	55.5%	54	40.0%	130	47.8%
Moins	50	36.5%	63	46.7%	113	41.5%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 46 : La part de la récolte vendue la dernière saison comparée avec la saison précédente par province

	Q21. Quelle est la part de la récolte que vous avez vendue la dernière saison comparée avec la saison précédente (mêmes saisons de deux années successives)?					
	Même		Plus		Moins	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	8	13.8%	31	53.4%	19	32.8%
BUJUMBURA	8	16.7%	19	39.6%	21	43.8%
BURURI	3	25.0%	5	41.7%	4	33.3%
CANKUZO	0	0.0%	8	80.0%	2	20.0%
KAYANZA	2	10.0%	9	45.0%	9	45.0%
KIRUNDO	8	7.5%	44	41.5%	54	50.9%
MWARO	0	0.0%	8	80.0%	2	20.0%
RUYIGI	0	0.0%	6	75.0%	2	25.0%
Total	29	10.7%	130	47.8%	113	41.5%

Tableau 47 : Comparaison des prix pour les 2 saisons par les ménages membres des OP et les non membres

LES PRIX DE CETTE SAISON ETAIENT MEILLEURS OU PIRE QUE LA SAISON PRECEDENTE (MEMES SAISONS DE DEUX ANNEES SUCCESSIVES)?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Même	32	23.4%	22	16.3%	54	19.9%
Mieux	66	48.2%	68	50.4%	134	49.3%
Pire	39	28.5%	45	33.3%	84	30.9%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau 48 : Comparaison des prix pour les 2 saisons par les ménages par province

	LES PRIX DE CETTE SAISON ETAIENT MEILLEURS OU PIRE QUE LA SAISON PRECEDENTE (MEMES SAISONS DE DEUX ANNEES SUCCESSIVES)?					
	Même		Mieux		Pire	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	16	27.6%	33	56.9%	9	15.5%
BUJUMBURA	19	39.6%	23	47.9%	6	12.5%
BURURI	2	16.7%	7	58.3%	3	25.0%
CANKUZO	1	10.0%	6	60.0%	3	30.0%
KAYANZA	1	5.0%	11	55.0%	8	40.0%
KIRUNDO	10	9.4%	46	43.4%	50	47.2%
MWARO	4	40.0%	5	50.0%	1	10.0%
RUYIGI	1	12.5%	3	37.5%	4	50.0%
Total	54	19.9%	134	49.3%	84	30.9%

OG : Accroître les revenus et la sécurité alimentaire de 150.000 ménages ruraux en améliorant l'accès à la micro-finance rurale, au financement agricole et une approche intégrée de développement de la chaîne de valeur ainsi que le financement de la chaîne de valeur

I1 : % des ménages ruraux appuyés ayant augmenté leurs revenus

Tableau 49 : Principales sources habituelles de revenus pour les ménages membres des OP et les non membres

	Ménage cible ou témoin			
	Cible		Témoin	
	Effectif	%	Effectif	%
Vente de la production agricole propre	127	92.7%	124	91.9%
Commercialisation des produits agricoles	51	37.2%	38	28.1%
Transformation agricole (vin de banane, farine, ect)	26	19.0%	22	16.3%
Petit commerce (boutique alimentaire)	22	16.1%	31	23.0%
Restaurant	4	2.9%	5	3.7%
Loyers des terrains	15	10.9%	15	11.1%
Vente de main d'œuvre agricole	12	8.8%	14	10.4%
Produits de la menuiserie	2	1.5%	1	.7%
Maçonnerie	3	2.2%	6	4.4%
Soudure	1	.7%	1	.7%
Couture	2	1.5%	1	.7%
Vannerie	1	.7%	0	0.0%
Production de briques	10	7.3%	9	6.7%

Q24. Le programme MAVC de ICCO s'est donné pour objectifs de développer et de faciliter le financement des chaînes de valeurs riz, manioc, pomme de terre et banana. Est-ce que ces objectifs répondent à vos attentes ?

Q25. Quelle est la production réalisée en 2016 et en 2019 en Kg pour chaque culture ?

Comparaison de la production, de 2016 à 2019

Province	Ménage	Année	Culture			
			Banane	Manioc	PDT	Riz
BUBANZA	Cible	2016	0	107	0	9314
		2019	0	117	0	11525
	Témoins	2016	0	333	0	2647
		2019	0	338	0	8646
BUJUMBURA	Cible	2016	0	330	0	3092
		2019	0	378	0	1750
	Témoins	2016	0	475	0	1865
		2019	0	638	0	1975
BURURI	Cible	2016	0	0	420	0
		2019	0	0	1064	0
	Témoins	2016	0	0	252	0
		2019	0	0	238	0
CANKUZO	Cible	2016	0	1400	0	1660
		2019	0	900	0	958
	Témoins	2016	0	267	0	2650
		2019	0	283	0	3950
KAYANZA	Cible	2016	0	150	492	0
		2019	0	0	487	0
	Témoins	2016	138	253	1242	0
		2019	85	400	1403	0
KIRUNDO	Cible	2016	2750	348	40	439
		2019	1689	337	160	605
	Témoins	2016	569	174	103	301
		2019	700	125	155	283
MWARO	Cible	2016	0	0	2143	0
		2019	0	0	1543	0
	Témoins	2016	0	0		0
		2019	0	0		0
RUYIGI	Cible	2016	10	300	0	567
		2019	300	500	0	608
	Témoins	2016	0	0	0	200
		2019	0	0	0	250

Tableau 53 : Revenu Moyen pour les membres des OP et les non membres par province

Province	Revenu moyen Cible	Revenu moyen Témoin
Bubanza	2753333	2114286
Bujumbura	1662852	963810
Bururi	708333	1066667
Cankuzo	3800000	2756000
Kirundo	1361800	639571
Kayanza	667000	1744000
Mwaro	2400000	1340000
Ruyigi	587500	578750

Tableau 53 : Revenu moyen des membres des OP et les non membres

Membres des OP (Cible)	Non membres(Témoins)
1750781	1216341

Q26. Est-ce que la variation de revenus observée est liée aux actions du MAVC ?

Tableau 54 : Liaison entre la variation du revenu et le programme MAVC par province

PROVINCE	EST-CE QUE LA VARIATION DE REVENUS OBSERVEE EST LIEE AUX ACTIONS DU PROGRAMME MAVC ?			
	Oui		Non	
	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	28	93.3%	2	6.7%
BUJUMBURA	20	74.1%	7	25.9%
BURURI	4	66.7%	2	33.3%
CANKUZO	5	100.0%	0	0.0%
KAYANZA	7	70.0%	3	30.0%
KIRUNDO	29	58.0%	21	42.0%
MWARO	2	40.0%	3	60.0%
RUYIGI	4	100.0%	0	0.0%
Total	99	72.3%	38	27.7%

Tableau 55 : Liaison entre la variation de revenus et le programme MAVC par sexe du chef du ménage

EST-CE QUE LA VARIATION DE REVENUS OBSERVEE EST LIEE AUX ACTIONS DU PROGRAMME MAVC ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	84	71.8%	15	75.0%	99	72.3%
Non	33	28.2%	5	25.0%	38	27.7%
Total	117	100.0%	20	100.0%	137	100.0%

Q27. Si oui donner 2 raisons clés qui démontrent que la variation de revenus est liée aux actions du programme MAVC :

Tableau 56: Les raisons qui démontrent que la variation de revenus est liée aux actions du MAVC par sexe du chef de ménage

	Sexe du chef de ménage			
	Masculin		Féminin	
	Effectif	%	Effectif	%
Icco nous a formés sur les techniques modernes de cultiver	60	69.0%	4	33.3%
Icco nous a aidés à avoir des semences sélectionnées	11	12.6%	4	33.3%
Icco nous a donné des intrants	26	29.9%	6	50.0%
Accès facile au crédit	40	46.0%	3	25.0%
Changement climatique	2	2.3%	3	25.0%
Travail en groupe	5	5.7%	1	8.3%

Q28. Si non pourquoi malgré les actions du programme en votre direction, il n'y a pas eu de variation de votre revenu. Donnez 2 raisons clés :

Tableau 57: Les raisons de non variation du revenu pour les ménages membres des OP et par province

	Codification province											
	Bubanza		Bujumbura		Bururi		Kirundo		Kayanza		Mwaro	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Dégradation du sol	1	14.3%	0	0.0%	0	0.0%	4	57.1%	1	14.3%	1	14.3%
Problème de marchés d'écolulement	0	0.0%	1	50.0%	0	0.0%	0	0.0%	1	50.0%	0	0.0%
Manque de terre cultivable	0	0.0%	0	0.0%	1	50.0%	1	50.0%	0	0.0%	0	0.0%
Manque d'intrants agricoles	1	25.0%	0	0.0%	1	25.0%	1	25.0%	1	25.0%	0	0.0%
Manque de moyens matériels et financiers	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%	1	100.0%	0	0.0%
Pas de travail en synergie	1	50.0%	0	0.0%	0	0.0%	1	50.0%	0	0.0%	0	0.0%
Pas de programme qui nous appui	0	0.0%	4	44.4%	0	0.0%	4	44.4%	1	11.1%	0	0.0%
Sécheresse	0	0.0%	2	100.0%	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%
ICCO n'a pas tenu ses promesses	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%	11	84.6%	0	0.0%	2	15.4%
Manque de semences sélectionnées	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%	1	100.0%	0	0.0%	0	0.0%

Q29- Pensez-vous que les changements positifs intervenus dans vos revenus grâce à l'action d'ICCO vont continuer après la fin du programme ?

Tableau : Durabilité des changements positifs après la fin du programme par sexe

PENSEZ-VOUS QUE LES CHANGEMENTS POSITIFS INTERVENUS DANS VOS REVENUS GRACE A L'ACTION DE ICCO VONT CONTINUER APRES LA FIN DU PROGRAMME ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	76	90.5%	15	100.0%	91	91.9%
Non	8	9.5%	0	0.0%	8	8.1%
Total	84	100.0%	15	100.0%	99	100.0%

Q29.B. Pensez-vous que les changements positifs intervenus dans vos revenus grâce à l'action de ICCO vont continuer après la fin du programme ?

Tableau : Durabilité des changements positifs après la fin du programme par province

PROVINCE	PENSEZ-VOUS QUE LES CHANGEMENTS POSITIFS INTERVENUS DANS VOS REVENUS GRACE A L'ACTION DE ICCO VONT CONTINUER APRES LA FIN DU PROGRAMME ?				Total	
	Oui		Non			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	24	85.7%	4	14.3%	28	100.0%
BUJUMBURA	20	100.0%	0	0.0%	20	100.0%
BURURI	1	25.0%	3	75.0%	4	100.0%
CANKUZO	5	100.0%	0	0.0%	5	100.0%
KAYANZA	6	85.7%	1	14.3%	7	100.0%
KIRUNDO	29	100.0%	0	0.0%	29	100.0%
MWARO	2	100.0%	0	0.0%	2	100.0%
RUYIGI	4	100.0%	0	0.0%	4	100.0%
Total	91	91.9%	8	8.1%	99	100.0%

I2 : % des ménages appuyés par le programme en sécurité alimentaire

Q29. Etiez-vous en insécurité alimentaire avant le début du programme MAVC en 2015 ?

Tableau : Ménages qui étaient en insécurité alimentaire avant le début du programme MAVC par sexe du chef de ménage

ETIEZ-VOUS EN INSECURITE ALIMENTAIRE AVANT LE DEBUT DU PROGRAMME MAVC EN 2015 ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	51	43.6%	12	60.0%	63	46.0%
Non	66	56.4%	8	40.0%	74	54.0%
Total	117	100.0%	20	100.0%	137	100.0%

Q30. Si oui comment se manifestait cette insécurité (donnez 2 manifestations) :

Tableau : Les signes qui montrent l'insécurité alimentaire pour les ménages membres des OP par sexe du chef de ménage

	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Difficulté à trouver la nourriture	16	40.0%	3	33.3%	19	38.8%
Manque de crédit	3	7.5%	0	0.0%	3	6.1%
Manque d'intrants	2	5.0%	0	0.0%	2	4.1%
Recolte qui n'est pas bonne	6	15.0%	4	44.4%	10	20.4%
Manque de terre cultivable	1	2.5%	1	11.1%	2	4.1%
Effectif élevé dans le ménage	1	2.5%	0	0.0%	1	2.0%
Pas de variété alimentaire	5	12.5%	1	11.1%	6	12.2%
La sécheresse	1	2.5%	0	0.0%	1	2.0%
Fréquence des maladies	3	7.5%	0	0.0%	3	6.1%
Manque de semences	2	5.0%	0	0.0%	2	4.1%
Total	40	100.0%	9	100.0%	49	100.0%

Q31. Si oui êtes-vous encore en insécurité alimentaire en 2019 ?

Tableau : Ménages encadrés par MAVC qui sont encore en insécurité alimentaire en 2019 par sexe

ETES-VOUS ENCORE EN INSECURITE ALIMENTAIRE EN 2019 ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	14	12.1%	5	23.8%	19	13.9%
Non	102	87.9%	16	76.2%	118	86.1%
Total	116	100.0%	21	100.0%	137	100.0%

Tableau : Ménages encadrés par MAVC qui sont encore en insécurité alimentaire en 2019 par province

	ETES-VOUS ENCORE EN INSECURITE ALIMENTAIRE EN 2019 ?				Total	
	Oui		Non			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	3	10.3%	26	89.7%	29	100.0%
BUJUMBURA	3	11.1%	24	88.9%	27	100.0%
BURURI	1	14.3%	6	85.7%	7	100.0%
CANKUZO	0	0.0%	5	100.0%	5	100.0%
KAYANZA	1	10.0%	9	90.0%	10	100.0%
KIRUNDO	10	20.0%	40	80.0%	50	100.0%
MWARO	1	20.0%	4	80.0%	5	100.0%
RUYIGI	0	0.0%	4	100.0%	4	100.0%
Total	19	13.9%	118	86.1%	137	100.0%

Q32. Si non est-ce que les actions du programme MAVC, y ont contribué ?

Tableau : Contribution des actions du programme MAVC dans la lutte contre l'insécurité alimentaire

Si non est-ce que les actions du programme MAVC, y ont contribué ?	Effectif	%
Oui	118	100.0

Q33. Y a-t-il dans ce cas d'autres projets qui y ont contribué ?

Tableau : Contribution des autres projets pour lutter contre l'insécurité alimentaire par province pour les chefs de ménages membres des OP

PROVINCE	Y A-T-IL DANS CE CAS D'AUTRES PROJETS QUI Y ONT CONTRIBUE ?				Total	
	Oui		Non		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
BUBANZA	11	37.9%	18	62.1%	29	100.0%
BUJUMBURA	8	28.6%	20	71.4%	28	100.0%
BURURI	4	57.1%	3	42.9%	7	100.0%
CANKUZO	1	20.0%	4	80.0%	5	100.0%
KAYANZA	4	44.4%	5	55.6%	9	100.0%
KIRUNDO	26	52.0%	24	48.0%	50	100.0%
MWARO	0	0.0%	5	100.0%	5	100.0%
RUYIGI	2	50.0%	2	50.0%	4	100.0%
Total	56	40.9%	81	59.1%	137	100.0%

Tableau : Contribution des autres projets pour lutter contre l'insécurité alimentaire par sexe du chef de ménage membre de l'OP

Y A-T-IL DANS CE CAS D'AUTRES PROJETS QUI Y ONT CONTRIBUE	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
Oui	46	39.3%	10	50.0%	56	40.9%
Non	71	60.7%	10	50.0%	81	59.1%
Total	117	100.0%	20	100.0%	137	100.0%

Q34. Si oui citez ces autres projets :

Tableau : Les intervenants en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire

	N	%
PRODEFI	5	8.9%
CAPAD	18	32.1%
ADISCO	3	5.4%
FVS AMADE	1	1.8%
PRASAB	3	5.4%
PRODEMA	4	7.1%
INADES	2	3.6%
FAO	6	10.7%
PROJET BUGESERA	6	10.7%

DUTABARANE	2	3.6%
PAIOSA	4	7.1%
IRRI	1	1.8%
LVA ISI IDUTUNZE	1	1.8%
ACTION AID	1	1.8%
CROIX ROUGE	1	1.8%
TWITEZIMBERE	3	5.4%
FADECO	2	3.6%
SRDI	9	16.1%
PENSEDRIM	2	3.6%
WOLRD VISION	1	1.8%
DPAE	2	3.6%
PAM	1	1.8%

Q35. Si vous n'étiez pas en insécurité alimentaire en 2015. Etes-vous toujours en sécurité alimentaire en 2019 ?

Tableau : Les ménages membres des OP et les non membres qui n'étaient pas en insécurité alimentaire en 2015 et qui sont toujours en sécurité alimentaire en 2019

SI VOUS N'ETIEZ PAS EN INSECURITE ALIMENTAIRE DEPUIS 2015. ETES-VOUS TOUJOURS EN INSECURITE ALIMENTAIRE EN 2019 ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	62	45.3%	70	51.9%	132	48.5%
Non	75	54.7%	65	48.1%	140	51.5%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau : les ménages qui n'étaient pas en insécurité alimentaire en 2016 et qui sont toujours en sécurité alimentaire en 2019 par sexe du chef de ménage

SI VOUS N'ETIEZ PAS EN INSECURITE ALIMENTAIRE DEPUIS 2015. ETES-VOUS TOUJOURS EN INSECURITE ALIMENTAIRE EN 2019 ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	110	48.7%	22	47.8%	132	48.5%
Non	116	51.3%	24	52.2%	140	51.5%
Total	226	100.0%	46	100.0%	272	100.0%

Q36. Si non quels sont les facteurs qui expliquent la dégradation de votre situation entre 2016 et 2019 ? (Donner 2 facteurs clés)

Tableau: Les facteurs qui expliquent la dégradation de la situation par sexe du chef de ménage

SI NON QUELS SONT LES FACTEURS QUI EXPLIQUENT LA DEGRADATION DE VOTRE SITUATION ENTRE 2016 ET 2019	Sexe du chef de ménage			
	Masculin		Féminin	
	Effectif	%	Effectif	%
Changement climatique	22	50.0%	4	66.7%
Manque de terre cultivable	11	25.0%	0	0.0%
Manque de fertilisants, engrais	18	40.9%	1	16.7%
Instabilité des prix	2	4.5%	1	16.7%
Manque de connaissances suffisantes	3	6.8%	2	33.3%
Vol de la production	2	4.5%	0	0.0%
Crédits insuffisants	2	4.5%	0	0.0%
Faible récolte	7	15.9%	0	0.0%

Q36.a. Dans le cas où vous pensez que votre situation alimentaire s'est améliorée et que cela est dû aux actions du programme, est-ce que cela va durer ?

Tableau : Durabilité des actions du programme dans les ménages membres des OP et les non membres

DANS LE CAS OU VOUS PENSEZ QUE VOTRE SITUATION ALIMENTAIRE S'EST AMELIOREE ET QUE CELA EST DU AUX ACTIONS DU PROGRAMME, EST-CE QUE CELA VA DURER ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	126	92.0%	17	12.6%	143	52.6%
Non	11	8.0%	118	87.4%	129	47.4%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Q36.b. Si oui est-ce que des mesures ont été prises dans ce sens par le programme ICCO ou par vous-même

Tableau : les ménages membres des OP et non membres ayant pris des mesures pour améliorer la situation alimentaire

SI OUI EST-CE QUE DES MESURES ONT ETE PRISES DANS CE SENS PAR LE PROGRAMME ICCO OU PAR VOUS-MEME	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	102	74.5	5	3.7	107	39.3
Non	35	25.5	130	96.3	165	60.7
Total	137	100.0	135	100.0	272	100.0

Deuxième partie : Développement du financement des chaînes de valeur

Objectif Spécifique 1 – Micro-finance : 150.000 ménages ruraux ont un meilleur accès aux services financiers appropriés au Burundi. Ceci est réalisé par le renforcement du secteur de la micro-finance de manière efficace, durable et rentable en mettant un accent particulier sur la sensibilisation des services financiers en milieu rural et l'éducation financière des clients ruraux.

(I3 : 100.000 nouveaux clients pour l'épargne, I4 : 50.000 nouveaux clients

Q38: Entre 2015 et 2019 avez-vous participé à une sensibilisation sur les services financiers en milieu rural ?

Tableau : Les ménages ayant participé aux séances de sensibilisations sur les services financiers en milieu rural par sexe du chef de ménage

ENTRE 2015 ET 2019 AVEZ-VOUS PARTICIPE A UNE SENSIBILISATION SR LES SERVICES FINANCIERS EN MILIEU RURAL DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME AUTRE QUE LE MAVC ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	93	41.2%	13	28.3%	106	39.0%
Non	133	58.8%	33	71.7%	166	61.0%
Total	226	100.0%	46	100.0%	272	100.0%

Tableau : Les ménages membres des OP ou non ayant participé aux séances de sensibilisations sur les services financiers en milieu rural

ENTRE 2015 ET 2019 AVEZ-VOUS PARTICIPE A UNE SENSIBILISATION SR LES SERVICES FINANCIERS EN MILIEU RURAL DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME AUTRE QUE LE MAVC ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	81	59.1%	25	18.5%	106	39.0%
Non	56	40.9%	110	81.5%	166	61.0%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau : Les ménages membres des OP ou non ayant participé aux séances de sensibilisations sur les services financiers en milieu rural par province

PROVINCE	ENTRE 2015 ET 2019 AVEZ-VOUS PARTICIPE A UNE SENSIBILISATION SR LES SERVICES FINANCIERS EN MILIEU RURAL DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME AUTRE QUE LE MAVC ?				Total	
	Oui		Non			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
BUBANZA	26	24.5%	32	19.3%	58	21.3%
BUJUMBURA	21	19.8%	27	16.3%	48	17.6%
BURURI	6	5.7%	6	3.6%	12	4.4%
CANKUZO	4	3.8%	6	3.6%	10	3.7%
KAYANZA	8	7.5%	12	7.2%	20	7.4%
KIRUNDO	34	32.1%	72	43.4%	106	39.0%
MWARO	4	3.8%	6	3.6%	10	3.7%
RUYIGI	3	2.8%	5	3.0%	8	2.9%
Total	106	100.0%	166	100.0%	272	100.0%

Q39. Si oui, par qui était organisé la séance de sensibilisation ?

Tableau : Les organisateurs des séances de sensibilisation sur les services financiers en milieu rural cités par les ménages membres des OP et les non membres

SI OUI, PAR QUI ETAIT ORGANISE LA SEANCE DE SENSIBILISATION ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Programme MAVC	46	56.8%	0	0.0%	46	43.4%
IRRI	0	0.0%	1	4.0%	1	.9%
IRC	3	3.7%	1	4.0%	4	3.8%
FAO	2	2.5%	1	4.0%	3	2.8%
SRDI	6	7.4%	2	8.0%	8	7.5%
ACCORD	3	3.7%	1	4.0%	4	3.8%
CCM	3	3.7%	1	4.0%	4	3.8%
TWITEZIMBERE	1	1.2%	0	0.0%	1	.9%
CARE	3	3.7%	5	20.0%	8	7.5%
PENSEDRIM	1	1.2%	0	0.0%	1	.9%
WISE	2	2.5%	2	8.0%	4	3.8%
CAPAD	6	7.4%	4	16.0%	10	9.4%
PRODEFI	1	1.2%	3	12.0%	4	3.8%
UCODE	0	0.0%	1	4.0%	1	.9%
PAIOSA	1	1.2%	2	8.0%	3	2.8%
COOPEC	1	1.2%	0	0.0%	1	.9%
LVIA	2	2.5%	1	4.0%	3	2.8%
TOTAL	81	100.0%	25	100.0%	106	100.0%

Tableau : Les organisateurs des séances de sensibilisation sur les services financiers en milieu rural cités par les chefs de ménages par sexe

SI OUI, PAR QUI ETAIT ORGANISE LA SEANCE DE SENSIBILISATION ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Programme MAVC	43	46.2%	3	23.1%	46	43.4%
IRRI	1	1.1%	0	0.0%	1	.9%
IRC	4	4.3%	0	0.0%	4	3.8%
FAO	3	3.2%	0	0.0%	3	2.8%
SRDI	7	7.5%	1	7.7%	8	7.5%
ACCORD	3	3.2%	1	7.7%	4	3.8%
CCM	3	3.2%	1	7.7%	4	3.8%
TWITEZIMBERE	1	1.1%	0	0.0%	1	.9%
CARE	6	6.5%	2	15.4%	8	7.5%
PENSEDRIM	0	0.0%	1	7.7%	1	.9%
WISE	3	3.2%	1	7.7%	4	3.8%
CAPAD	8	8.6%	2	15.4%	10	9.4%
PRODEFI	4	4.3%	0	0.0%	4	3.8%
UCODE	1	1.1%	0	0.0%	1	.9%
PAIOSA	2	2.2%	1	7.7%	3	2.8%
COOPEC	1	1.1%	0	0.0%	1	.9%
LVIA	3	3.2%	0	0.0%	3	2.8%
Total	93	100.0%	13	100.0%	106	100.0%

Q40. Si non, éprouvez-vous le besoin d'une telle sensibilisation ?

Tableau : Les ménages membres des OP et non membres qui éprouvent un besoin de sensibilisation sur les services financiers en milieu rural

SI NON, EPROUVEZ-VOUS LE BESOIN D'UNE TELLE SENSIBILISATION ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	51	91.1%	90	81.8%	141	84.9%
Non	5	8.9%	20	18.2%	25	15.1%
Total	56	100.0%	110	100.0%	166	100.0%

Q42. Entre 2016 et 2019 avez-vous participé à une séance éducation financière des clients ruraux ?

Tableau : Les ménages membres des OP et non membres ayant participé aux séances d'éducation financière des clients ruraux

ENTRE 2016 ET 2019 AVEZ-VOUS PARTICIPE A UNE SEANCE D'EDUCATION FINANCIERE DES CLIENTS RURAUX	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	66	48.2%	31	23.0%	97	35.7%
Non	71	51.8%	104	77.0%	175	64.3%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Q46. Entre 2016 et 2019 avez-vous ouvert un compte d'épargne dans une institution ?

Tableau : Les ménages membres des OP et non membres ayant ouvert un compte d'épargne dans une institution

ENTRE 2016 ET 2019 AVEZ-VOUS OUVERT UN COMPTE D'EPARGNE DANS UNE INSTITUTION ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	79	57.7%	47	34.8%	126	46.3%
Non	58	42.3%	88	65.2%	146	53.7%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Q47. Si oui dans quelle institution ?

SI OUI DANS QUELLE INSTITUTION ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
IMF	77	97.5%	41	87.2%	118	93.7%
Banque	2	2.5%	6	12.8%	8	6.3%
Total	79	100.0%	47	100.0%	126	100.0%

Q49. Entre 2016 et 2019 avez-vous accédé à un crédit dans une institution ?

Tableau : Les ménages membres des OP et non membres ayant accédé à un crédit dans une institution

ENTRE 2016 ET 2019 AVEZ-VOUS ACCÉDÉ À UN CRÉDIT DANS UNE INSTITUTION ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	66	48.2%	26	19.3%	92	33.8%
Non	71	51.8%	109	80.7%	180	66.2%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Q50 : Si oui dans quelle institution ?

SI OUI DANS QUELLE INSTITUTION ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
IMF	65	98.5%	26	100.0%	91	98.9%
Banque	1	1.5%	0	0.0%	1	1.1%
Total	66	100.0%	26	100.0%	92	100.0%

Q51. Combien de demandes de crédits avez-vous formulées et combien ont été satisfaites entre 2015 et 2019 grâce à l'appui du programme MAVC ?

Nombre moyen de crédits demandé et nombre moyen de crédit satisfait

Produit	Nombre de demandes de crédits de 2016 à 2019	Nombre de demandes de crédits satisfaites de 2016 à 2019
Banane	2	0
Manioc	1	0
PDT	1	0
Riz	4	3

Q52. Quel est votre degré de satisfaction de vos demandes de crédits entre 2016 et 2019 ?

Tableau : Le degré de satisfaction de demandes de crédits par les ménages membres des OP et non membres

QUEL EST VOTRE DEGRÉ DE SATISFACTION DE VOS DEMANDES DE CRÉDITS ENTRE 2016 ET 2019 ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Très satisfait	18	27.3%	1	3.8%	19	20.7%
Satisfait	27	40.9%	9	34.6%	36	39.1%
Non satisfait	21	31.8%	16	61.5%	37	40.2%
Total	66	100.0%	26	100.0%	92	100.0%

Tableau: Le degré de satisfaction des demandes de crédit par sexe du chef de ménage

QUEL EST VOTRE DEGRE DE SATISFACTION DE VOS DEMANDES DE CREDITS ENTRE 2016 ET 2019 ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Très satisfait	17	21.0%	2	18.2%	19	20.7%
Satisfait	32	39.5%	4	36.4%	36	39.1%
Non satisfait	32	39.5%	5	45.5%	37	40.2%
Total	81	100.0%	11	100.0%	92	100.0%

Q53. Quels volumes de crédits avez-vous demandés et combien ont été satisfaits entre 2015 et 2019 grâce à l'appui d'un programme autre que le MAVC

Tableau : Volume moyen de crédit demandé et crédit accordé

Produit	Volumes de crédits demandés de 2015 à 2019	Volumes de crédits satisfaits de 2015 à 2019	Total General
Banane	10000	0	10000
Manioc			
PDT	85000		85000
Riz	1162393	899824	1063200
Total général	1088066,667	854555,5556	1000500

Q54. Avez-vous ouvert un compte d'épargne dans une IMF en vue de bénéficier des actions du programme MAVC dans la période 2015-2019 ?

Tableau :

AVEZ-VOUS OUVERT UN COMPTE D'EPARGNE DANS UNE IMF EN VUE DE BENEFICIER DES ACTIONS D'UN PROGRAMME MAVC DANS LA PERIODE 2015-2019 ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible(Programme MAVC)		Témoin (Autre Programme que MAVC)			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	42	30.7%	0	0.0%	42	15.4%
Non	95	69.3%	135	100.0%	230	84.6%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Q55. Avez-vous bénéficié de crédit couverts par la caution solidaire dans la période 2015-2019 dans le cadre de la mise en œuvre du programme MAVC ?

Tableau :

AVEZ-VOUS BENEFICIE DE CREDIT COUVERTS PAR LA CAUTION SOLIDAIRE DANS LA PERIODE 2015-2019 DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME AUTRE QUE LE MAVC ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible(Programme MAVC)		Témoin (Autre Programme que MAVC)			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	33	24.1%	0	0.0%	33	12.1%
Non	104	75.9%	135	100.0%	239	87.9%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Tableau :

AVEZ-VOUS BENEFICIE DE CREDIT COUVERTS PAR LA CAUTION SOLIDAIRE DANS LA PERIODE 2015-2019 DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME AUTRE QUE LE MAVC ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	27	11.9%	6	13.0%	33	12.1%
Non	199	88.1%	40	87.0%	239	87.9%
Total	226	100.0%	46	100.0%	272	100.0%

Q56.Si oui quel était le montant ?

	Effectif	Minimum	Maximum	Moyenne
QUEL ETAIT LE MONTANT ?	33	20000	5000000	791969.70

SI OUI QUEL ETAIT LE MONTANT ?	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
20000	0	0.0%	1	16.7%	1	3.0%
25000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
30000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
50000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
60000	0	0.0%	1	16.7%	1	3.0%
100000	2	7.4%	0	0.0%	2	6.1%
140000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
150000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
200000	4	14.8%	1	16.7%	5	15.2%
300000	1	3.7%	1	16.7%	2	6.1%
350000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
450000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
500000	2	7.4%	0	0.0%	2	6.1%
800000	0	0.0%	1	16.7%	1	3.0%
1000000	4	14.8%	0	0.0%	4	12.1%
1200000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
1460000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
1500000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
1600000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
2000000	1	3.7%	1	16.7%	2	6.1%
2500000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
5000000	1	3.7%	0	0.0%	1	3.0%
Total	27	100.0%	6	100.0%	33	100.0%

Q57. Avez-vous bénéficié de crédits VSLA dans la période 2015-2019 dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme autre que le MAVC ?

Tableau : Les ménages membres des OP et non membres ayant reçu de crédits VSLA dans la période 2015-2019

AVEZ-VOUS BENEFICIE DE CREDITS VSLA DANS LA PERIODE 2015-2019 DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME AUTRE QUE LE MAVC ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible(Programme MAVC)		Témoin (Autre Programme que MAVC)			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	55	40.1%	42	31.1%	97	35.7%
Non	82	59.9%	93	68.9%	175	64.3%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Q58 : si oui, quel est le montant ?

	Effectif	%
10000	2	2.1
20000	9	9.3
25000	2	2.1
30000	6	6.2
35000	1	1.0
40000	5	5.2
44000	1	1.0
50000	12	12.4
54000	1	1.0
60000	7	7.2
70000	1	1.0
80000	2	2.1
90000	1	1.0
100000	17	17.5
120000	1	1.0
150000	2	2.1
160000	1	1.0
170000	1	1.0
200000	9	9.3
240000	1	1.0
300000	7	7.2
350000	1	1.0
500000	3	3.1
600000	1	1.0
1000000	2	2.1
2000000	1	1.0
Total	97	100.0

Effectif	Minimum	Maximum	Moyenne
97	10000	2000000	156113.40

Q59. Avez-vous bénéficié de crédits sur le volet Financement agricoles pour les petits producteurs dans le cadre du programme autre que le MAVC dans la période 2015-2019 ?

Tableau : Les ménages membres des OP ayant bénéficiés des crédits sur le volet Financement agricoles pour les petits producteurs et les non membres ayant bénéficiés ce crédit pour les autres programmes autres que MAVC

AVEZ-VOUS BENEFICIE DE CREDITS SUR LE VOLET FINANCEMENT AGRICOLES POUR LES PETITS PRODUCTEURS DANS LE CADRE DU PROGRAMME AUTRE QUE LE MAVC DANS LA PERIODE 2015-2019 ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible(Programme MAVC)		Témoin (Autre Programme que MAVC)			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	29	21.2%	11	8.1%	40	14.7%
Non	108	78.8%	124	91.9%	232	85.3%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Q60. Si oui, quel est le montant

	Effectif	%
20000	1	2.5
30000	1	2.5
50000	1	2.5
60000	1	2.5
70000	2	5.0
80000	1	2.5
100000	2	5.0
150000	3	7.5
170000	1	2.5
200000	5	12.5
279000	1	2.5
400000	3	7.5
480000	1	2.5
500000	2	5.0
700000	1	2.5
800000	1	2.5
900000	1	2.5
1000000	5	12.5
1100000	1	2.5
1460000	1	2.5
1500000	1	2.5
1600000	1	2.5
1800000	1	2.5
2000000	2	5.0
Total	40	100.0
Effectif	40	
Minimum	20000	
Maximum	2000000	
Moyenne		600475.00

Q61. Avez-vous bénéficié de crédits sur le volet Warrantage dans le cadre d'un programme autre que le MAVC dans la période 2015-2019 ?

Tableau : Les ménages membres des OP ayant bénéficiés de crédits sur le volet Warrantage dans le cadre du programme MAVC et les non membres ayant reçu les crédits sur le volet Warrantage dans d'autres programmes autres que MAVC

AVEZ-VOUS BENEFICIE DE CREDITS SUR LE VOLET WARRANTAGE DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME AUTRE QUE LE MAVC DANS LA PERIODE 2015-2019 ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible(Programme MAVC)		Témoin (Autre Programme que MAVC)			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	20	14.6%	3	2.2%	23	8.5%
Non	117	85.4%	132	97.8%	249	91.5%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Q62. Si oui, quel est le montant ?

	Effectif	Pourcentage
10000	1	4.3
20000	2	8.7
50000	4	17.4
84000	1	4.3
100000	2	8.7
150000	1	4.3
300000	1	4.3
400000	3	13.0
660000	1	4.3
750000	1	4.3
1000000	3	13.0
2000000	1	4.3
3000000	1	4.3
4000000	1	4.3
Total	23	100.0

Effectif	Minimum	Maximum	Moyenne
23	10000	4000000	678000.00

Q63. Avez-vous bénéficié de crédits sur le volet VCF dans le cadre d'un programme autre que le MAVC dans la période 2015-2019 ?

Tableau :

AVEZ-VOUS BENEFICIE DE CREDITS SUR LE VOLET VCF DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME AUTRE QUE LE MAVC DANS LA PERIODE 2015-2019 ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible(Programme MAVC)		Témoin (Autre Programme que MAVC)			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
	Non	137	100.0%	135	100.0%	272
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Q65. Avez-vous bénéficié de crédits sur le volet Equipement Bail dans le cadre d'un programme autre que le MAVC dans la période 2015-2019 ?

Tableau :

AVEZ-VOUS BENEFICIE DE CREDITS SUR LE VOLET EQUIPEMENT BAIL DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME AUTRE QUE LE MAVC DANS LA PERIODE 2015-2019 ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible(Programme MAVC)		Témoin (Autre Programme que MAVC)			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
	Non	137	100.0%	135	100.0%	272
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Q66. Ces appuis sont-ils suffisants ?

CES APPUIS SONT-ILS SUFFISANTS ?	Ménage cible ou témoin		Total	
	Cible			
	Effectif	%	Effectif	%
Oui	61	45.2%	61	45.2%
Non	74	54.8%	74	54.8%
Total	135	100.0%	135	100.0%

Q67. Si non quels sont les autres appuis que vous souhaitez avoir dans le futur du programme MAVC ?

Tableau :

SI NON QUELS SONT LES AUTRES APPUIS QUE VOUS SOUHAITEZ AVOIR DANS LE FUTUR DU PROGRAMME MAVC ?	Sexe du chef de ménage			
	Masculin		Féminin	
	Effectif	%	Effectif	%
	Nous donner du bétail	12	17.9%	0
Crédit à un faible taux d'intérêt	11	16.4%	0	0.0%
Constructions des hangars	2	3.0%	0	0.0%
Renforcement de capacité	12	17.9%	2	28.6%
Nous donner beaucoup de semences sélectionnés	13	19.4%	0	0.0%

Crédits sans interet	4	6.0%	0	0.0%
Nous donner du materiel comme les houes,brouettes,...	10	14.9%	1	14.3%
Facilité l'obtention des crédits	7	10.4%	3	42.9%
Nous donner de l'engrais	11	16.4%	2	28.6%
Ajouter d'autres filières	5	7.5%	0	0.0%
Nous aider dans la mise en place d'une IMF pour les groupements	1	1.5%	0	0.0%

Q68. Quels sont les volumes des produits commercialisés en tonnes par votre OP sur les 5 années de mise en œuvre du programme MAVC

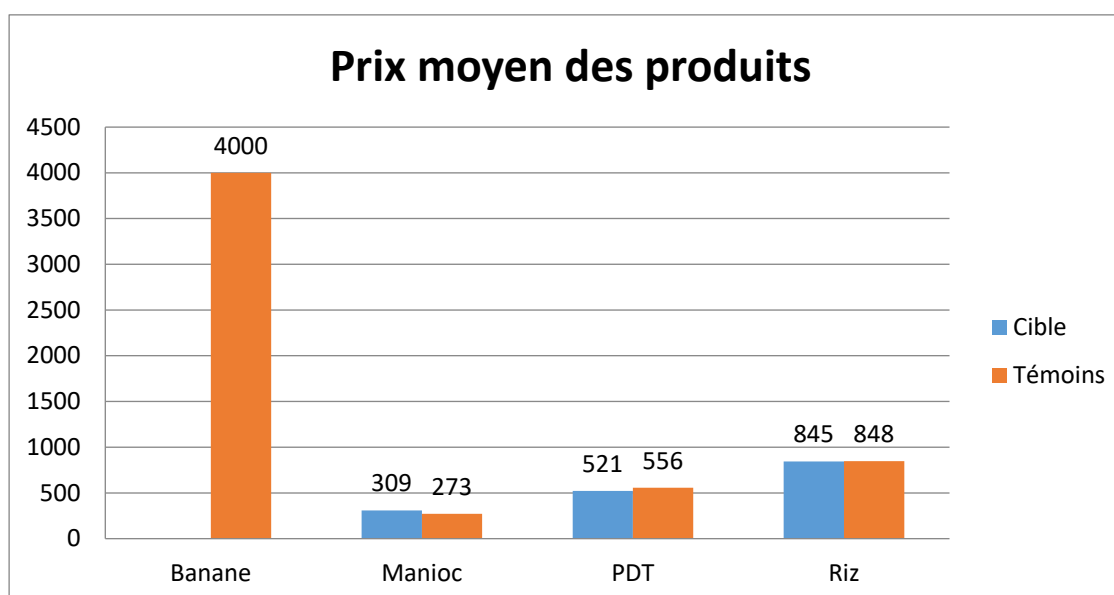
Tableau : Volumes des produits commercialisés en tonnes par votre OP sur les 5 années de mise en œuvre du programme

Produits	2015	2016	2017	2018	2019
Manioc	17	24	39	51	123
PDT	74	99	112	116	136
Riz	110	116	114	153	154

NB : Ici la banane n'apparaît pas (peut-être parce qu'on le va par régime)

Q71. Quels étaient les prix de vente de ces produits (donner une fourchette des prix en FBU)

Tableau : prix moyen de vente des produits



Produit	Cible	Témoins
Banane		4000
Manioc	309	273
PDT	521	556
Riz	845	848

128 : # d'opportunités de collaboration réalisées avec les autorités du gouvernement

Q73. Quelle a été l'évolution de vos rendements par année et par saison

Tableau : Evolution des rendements par année et par saison

	Année	Étiquettes de lignes	Banane	Manioc	PDT	Riz
A	2016	Superficies Moyenne (en are)	42	487	68	467
		Production Moyenne (Kg)	1060	1798	2391	24586
		Rendement	2544	370	3504	5262
	2017	Superficies Moyenne (en are)	42	447	74	326
		Production Moyenne (Kg)	683	506	8939	22296
		Rendement	1640	113	12062	6845
	2018	Superficies Moyenne (en are)	42	747	75	553
		Production Moyenne (Kg)	767	23492	3736	20442
		Rendement	1840	3143	5004	3693
	2019	Superficies Moyenne (en are)	42	25	79	481
		Production Moyenne (Kg)	760	328	2820	4032
		Rendement	1824	1307	3567	838
B	2016	Superficies Moyenne (en are)	44	3	85	302
		Production Moyenne (Kg)	913	135	3045	1574
		Rendement	2086	4500	3565	522
	2017	Superficies Moyenne (en are)	36	3	86	287
		Production Moyenne (Kg)	975	130	1848	1484
		Rendement	2690	4333	2149	517
	2018	Superficies Moyenne (en are)	36	4	78	385
		Production Moyenne (Kg)	754	98	2637	1043
		Rendement	2094	2442	3388	271
	2019	Superficies Moyenne (en are)	44	3	36	509
		Production Moyenne (Kg)	835	90	3339	1127
		Rendement	1909	3000	9406	221
C	2016	Superficies Moyenne (en are)	60	25	2200	100
		Production Moyenne (Kg)	590	800	6400	7300
		Rendement	983	3200	291	7300
	2017	Superficies Moyenne (en are)	100		16	100
		Production Moyenne (Kg)	700		1800	1000
		Rendement	700		11053	1000
	2018	Superficies Moyenne (en are)	60	13	42	100
		Production Moyenne (Kg)	490	1220	6125	700
		Rendement	817	9385	14759	700
	2019	Superficies Moyenne (en are)	60		16	100
		Production Moyenne (Kg)	395		4500	2250
		Rendement	658		29032	2250

Q74. Quelles initiatives ont été prises par le producteur par CV pour lever les obstacles institutionnels à la promotion de la CVA ?

Tableau : Initiatives prises par le producteur par CV pour lever les obstacles institutionnels à la promotion de la CVA ?

De 2016 à 2019	Initiatives	Banane	Manioc	PDT	riz	Riz	Total	%
	Aucun	4	13	15	1	93	126	19,3
	Achat des terres cultivables	0	0	3	0	17	20	3,07
	Demande de credit	0	0	0	0	3	3	0,46
	Achat des fertilisants	6	7	45	0	187	245	37,6
	Regroupement en association	0	0	7	0	23	30	4,6
	Suivi régulier	1	0	12	0	50	63	9,66
	Epargne	0	0	2	0	21	23	3,53
	Achats des insecticides	0	0	1	0	11	12	1,84
	Pratique des techniques culturales	0	8	13	0	73	94	14,4
	Rechers des semences selectionnés	0	5	10	0	21	36	5,52
	Total	11	33	108	1	499	652	100

Q75. Avez-vous créé ou suscité une opportunité tendant à favoriser la collaboration avec les autorités gouvernementales pour le développement des CVA et/ou le développement de la microfinance

Tableau :

AVEZ-VOUS CREE OU SUSCITE UNE OPPORTUNITE TENDANT A FAVORISER LA COLLABORATION AVEC LES AUTORITES GOUVERNEMENTALES POUR LE DEVELOPPEMENT DES CVA ET/OU LE DEVELOPPEMENT DE LA MICROFINANCE ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Temoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	38	27.7%	6	4.4%	44	16.2%
Non	99	72.3%	129	95.6%	228	83.8%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Q76. Si oui citez l'initiative

Tableau :

	Sexe du chef de ménage				Total	
	Masculin		Féminin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Demander plus de formations	12	27.9%	1	100.0%	13	29.5%
Plaider pour la diminution des prix des intrants	9	20.9%	0	0.0%	9	20.5%
Encadrement agricole	11	25.6%	0	0.0%	11	25.0%
Nous donner des intrants et payer l'argent après	2	4.7%	0	0.0%	2	4.5%
Facilité la demande de crédit	6	14.0%	0	0.0%	6	13.6%
Nous donner des sémences améliorées	1	2.3%	0	0.0%	1	2.3%
Travailler en groupe(Coopérative)	2	4.7%	0	0.0%	2	4.5%
Total	43	100.0%	1	100.0%	44	100.0%

Q77. Etes-vous au courant des opportunités créées par un programme autre que le MAVC ou les autres acteurs des CV pour collaborer avec les autorités pour le développement des CVA et/ou le développement de la micro finance ?

Tableau :

ETES-VOUS AU COURANT DES OPPORTUNITES CREEES PAR UN PROGRAMME AUTRE QUE LE MAVC OU LES AUTRES ACTEURS DES CV POUR COLLABORER AVEC LES AUTORITES POUR LE DEVELOPPEMENT DES CVA ET/OU LE DEVELOPPEMENT DE LA MICROFINANCE ?	Ménage cible ou témoin				Total	
	Cible		Témoin			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Oui	48	35.0%	20	14.8%	68	25.0%
Non	89	65.0%	115	85.2%	204	75.0%
Total	137	100.0%	135	100.0%	272	100.0%

Analyse OP

Est-ce que ces objectifs du programme MAVC répondent aux attentes des OP ?

Réponses du MAVC aux attentes des OP	effectif
Non	3
Oui	8
Total général	11

Si oui, indiquez deux de vos attentes comblées par le programme MAVC/ICCO

Attentes	Effectif des répondants
Accès aux crédits pour les petits producteurs	2
Accroissement de production et des niveaux de vie des petits producteurs	2
Pratique de l'agriculture moderne	2
Éducation sur la bonne organisation des coopératives	1
Je remercie beaucoup le programme icco parce qu'il nous a vraiment bcp aider, en nous donnant des semences	1
La recherche des marchés, les investissements	1
Les formations que icco nous a donnée, même si c'est pas suffisant, je suis très reconnaissant de ce que j'ai appris grâce à icco	1
Nous avons appris à chercher le marché de nos produits	1
Planification du projet	1
Progression dans nos pensées	1

Si pas répondu aux attentes, pourquoi ?

Raison de manque de réponses de la part d'ICCO	Effectif
ICCO n'a pas compris nos difficultés saisonnières	1
ICCO ne nous a pas donné des crédits comme promis	1
Nous voulions un appui d'achat d'une machine décortiqueuse de riz mais rien n'a été fait	1
ICCO ne nous a pas donné du machine décortiqueuse, du marché propre, des formations suffisantes comme promis	1
ICCO ne nous appuie plus	1
Nous voulions un appui dans la construction des hangars dans les localités des bénéficiaires car il y'a ceux qui habitent loin du hangar qui existe déjà	1

Q01 : Quel est le volume en Tonnes des contrats établis entre l'OP et les marchés agricoles par CV ?

Produit	2016	2017	2018	2019	Total général
Maïs	3			3	6
PDT	100	68	43,22	84	295
Riz	134	150	144	223	651
Total général	237	218	187,2	310	952

Q02 : Est-ce que l'OP a pu écouler toute sa production commercialisable à travers ces contrats ?

Écoulement de toute la production	Effectif
Non	3
Oui	8
Total général	11

Q03 : Si non par quel canal avez-vous écoulé le reste de la production ?

Autres canal	Effectif
Les petits commerçants viennent les acheter au hangar	1
Marché simple	1
On fait des locations des terres afin de produire pour autre saison suivante	1
Total général	3

Q04 : Quelles sont les difficultés rencontrées

Difficulté rencontrés	Effectif
A la première saison le temps est trop court	1
Bas prix car commercialisé avant la montée des prix	1
manque des emballages sac	1
Difficulté de trouver des marchés	1
le fumier qui est cher	1
Pas de marché, instabilité de la monnaie	1
Perte de qualité de semence d'où perte de prix au marché	1
Prix faibles	1
sécheresses et manque de marché	2
Vente de riz Padi	1
harcèlement de la MICROFINANCE	1
Difficulté de déplacement de notre récolte	3

Q05 : Quelles sont les suggestions de l'OP pour améliorer dans le futur la mise en marché de sa production ?

Suggestions	Effectif
Appui de ICCO, Au paravant pour cultiver on donne l'argent aux autres mais pour le moment se sont les membres qui cultiver	1
Chercher les moyens de déplacer la production à travers nos partenaires	1
Extension des marchés vers les autres provinces améliorer les moyens de déplacement de nos produits	1
Planter des antennes dans les différentes provinces du pays pour sympathiser les clients	1
L'achat d'un déplacement, un point de vente au près du marché de matana	1
Nous donner le marché propre	1
Plate forme des marchés	1
Reconnaissance des OPs multiplicateur des semences au Burundi	1
Trouver une machine décortiqueuse	1
Vendre vers octobre et payer les crédits en Novembre et avoir un crédit payable en Novembre.	1

Q06 : Quel est la valeur des contrats établis en FBu entre l'OP et les marchés agricoles par CV ?

Produit	2015	2019	Total general
Maïs	3000000	3000000	6000000
PDT	146000000	77910700	223910700
Riz	15000000	73166400	88166400

Q07 : Est-ce que les prix de cession étaient rémunérateurs pour l'OP ?

Prix rémunérateur	Effectif
Non	10
Oui	1
Total général	11

Q08. Si non quelles mesures l'OP envisage pour corriger cette situation dans l'avenir

Mesures envisagés par OP	Effectif
Avoir des crédits et avoir des CV A suffisant	1
Avoir un Hangar propre pour l'OP	1
C'est encore difficile	1
Chercher d'autres variétés de qualité en collaboration avec les ONGs	1
Collaborer avec l'isabu	1
Enseigner les paysans les différentes méthodes culturales de PDT	1
Je pense chercher l'autorisation gouvernementale pour qu'on soit dans le cadre des producteurs de semences	1
Mobilisation aux clients sur la qualité de leurs semences	1
Pas d'autre Proposition	1
Réduction des prix par rapport à nos concurrents	1
Trouver des contrats signés pour la fourniture en octobre	1
Vendre le riz à prix élevé	1
Vendre le riz decortiqué	1
Vendre vers décembre au beau marché	1

Q09. Quels ont été les niveaux de satisfaction des demandes de crédits des producteurs membres l'OP

Q10. Quel est le degré de satisfaction des membres de l'OP par rapport à l'obtention de ces crédits ?

Satisfaction des crédits accordés	Effectif
1. Non satisfait	6
2. Satisfait	3
3. Très satisfait	2
Total général	11

Q11. L'OP a-t-elle bénéficié d'un investissement fait sur financement du fonds d'investissement ICCO pour les PME agricoles ?

Bénéficiaire du financement ICCO	Effectif
Non	6
Oui	5
Total général	11

Q12. Précision de l'investissement

	Type d'investissement	1:argent	Argent	Fond de	Semences	Total
		2:semences	3:engrais	demarrage	pomme de terre	
Utilité de l'investissement	A semer				3000000	3000000
	Achat des semences		3800000			3800000
	Achats des semences pour deux ha, fumier, insecticides			754000		754000
	Développement dans le secteur agricole	15000000				15000000
	Soutien		12000000			12000000
	Soutien pour la construction du hangar		3000000			3000000
	Total général	15000000	18800000	754000	3000000	37554000

Q15. Q15. Quels sont les volumes des produits commercialisés en tonnes par votre OP sur les 5 années de mise en œuvre du programme MAVC

Produit	2015	2016	2017	2018	2019
PDT	60	94	195	189	143
Riz	60	114	175	159	262

Q16. Quelles sont les difficultés rencontrées dans la mise en marché de ces quantités (2 difficultés clés)

Étiquettes de lignes	Réponses
Bcp de temps d'écoulement	2
Commercialisation precauce	1
Courte durée de vente apres la première saison	1
Difficile de déplacer notre récolte	2
Instabilité des prix	1
Location du hangar	1
Manque de machine decortiqueuse et manque de hangars	1
Manque de marché d'écoulement	5
Manque de moyen de Transport	1
Pourriture des produits	1
Prix très réduit	1
Sac de conservation	1
Se précipiter à vendre avant la monté des prix pour payer les crédits	1
Sécheresses	1

Q17. Quelles sont les suggestions que vous avez pour remédier à ces difficultés (2 suggestions clés)

Suggestions	Réponses
Agrandir le marché en cherchant d'autres clients	2
Appui de l'ICCO	1
Chercher le moyen de transport	5
Demander des sponsors pour la machine decortiqueuse et nous octroyer des hangars	1
Diminution du prix de vente pour que les produits ne traînent pas beaucoup	2
Extension des zones de ventes	1
Gestion du changement climatique	1
Marché d'écoulement	1
Nous construire des hangars de stockage	1
Négociations auprès de la MICROFINANCE pour allonger les échéances de paiements	1
Nous demandons le marché propre	1
Nous enseigner les méthodes de conservation	1
Que l'icco et le gouvernement nous aides à trouver des marchés	1
Trouver un hangar propre à nous	1
Vendre les produits à un prix rémunérateur	1
Vendre tardivement	1

Q18. Quels ont été les volumes des produits commercialisés en tonnes par votre OP sur les 5 années de mise en œuvre du programme MAVC ?

	Q1 PERINENCE DU PROGRAMME
IMF	PERTINENCE
TWITEZIMBERE	Amelioration de l'analyse des dossiers et suivi des petits producteurs
WISE	Les appuis de l'ICCO permettent de repondre aux besoins de WISE
CECM	Agmentation de la portee economique de CECM et amelioration de l'inclusion financiere
ISHAKA	Amelioration de condition de vie de la population sous intervention et augmentation de l'effectif de clients
DIFO	Renforcement des capacites et encadrement des agriculteurs et developpement de nouveaux produits
DUKUZE	MVAC a ete une reponse a certains de nos clients et DUKUZE a appuye financierement
RECEKA INKINGI	Renforcer le financement agricole et renforcer les capacites institutionnels de RECEKA INKINGI

	Q2 : quels sont les nombre de clients epargnants							
	Epargne en 2016			Epargant en 2019				
IMF	H	F	T	H	F	T		
TWITEZIMB ERE WISE								
CECM								
ISHAKA								
DIFO								
DUKUZE								
RECEKA INKINGI								
TOTAL	31 992	29 606	61 598	202 638	135 092	337 730		
	Q3: quels sont les nombre de clients demandeurs de credit							
	Demandeurs de credits en 2016			demandeurs de credit en 2019				
IMF	H	F	T	H	F	T		
TWITEZIMB ERE								
WISE								
CECM								
ISHAKA								
DIFO								
DUKUZE								
RECEKA INKINGI								
TOTAL	63 239	27 129	90 368	242 988	161 991	404 979		
	Q4 Combien de petits exploitants demandeurs de credits a travers MAVC et satisfaits							
	Nombre d' obtention de credits de 2016 a 2019 .N.B pas d,information sur les demandeurs de credits							
chaine de valeur	IMF							
	TWITEZIMB ERE	Recek a Inkingi	DUKUZE	DIFO	ISHA KA	CEC M	WISE	
Banane	-	-	6	-	35	-	1	
Riz	1 761	1 302	1	56	47	4 248	471	

Manioc	-	-	-	-	167	-	-	
PDT	8	-	45	452	36	-	-	
TOTAL	1 769	1 302	52	508	285	4 248	472	
	Q5 Quels volumes de credits dans le cadre de MAVC							
	Volume d' obtention de credits de 2016 a 2019 .N.B pas d,information sur le volume de demandeurs de credits							
chaîne de valeur	IMF							
	TWITEZIMB ERE	Recek a Inkingi	DUKUZE	DIFO	ISHAKA	CECM	WISE	
Banane	-	-	-	-	30 411 000	-	-	
Riz	1 567 400 000	250 099 250	2 000 000	44 890 000	139 926 670	9 768 154 102	792 927 800	
Manioc	-	-	-	-	391 771 670		-	
PDT	55 800 000	-	162 002 100	125 877 940	185 727 500		8 000 000	
TOTAL	1 623 200 000	250 099 250	164 002 100	170 767 940	747 836 840	9 768 154 102	800 927 800	
	Q6 Quels etaient les nombres de clients non salaries pour l'epargne							
	Q7 La varriation est due :							
	nombre de clients non salaries		NB pas d'informations pour d'autres mais on peut y retourner dans l'avenir					
IMF	epargnant 2016	epargnant 2019	La variation est due : Appui MVAC en :	Appui d'autres institutions en:	Contribution en % de MAVC			
TWITEZIMB ERE	955	4 491	campagne de mobilisation	SBFIC dans la mobilisation aussi	95%			
WISE			sensibilisation	SBFIC,FIDA en sensibilisation	70%			
CECM			formatiosn	PRODEFI		Refus de donner %age		
ISHAKA			Sensibilisation et ouverture d'une agence	SBFIC dans la mobilisation	90%			

DIFO	652	6 553	Appui technique et financier	pas d'autres	100%			
DUKUZE			Renforcement des capacites	SBFC,RIM,F OIE EN ACTION en renforcement des capacites	70%			
RECEKA INKINGI			promouvoir la finance rurale	pas d'autres	100%			
TOTAL	1 607	11 044						
	Q8 : Quels sont les nombre de clients ayant beneficie de la caution solidaire							
	Q9 : La varriation est due:							
	nombre de clients no salaries ayant beneficiaire de la caution solidaire							
			NB pas d'informations des IMFS prises individuellement					
IMF	caution solidaire 2016	caution solidaire 2019	La variation est due : Appui MVAC en :	Appui d'autres institutions en:	Contribution en % de MAVC			
TWITZIMBERE			introduction des credits aux associations villadeoises d'epargne et de credit		100%			
WISE			formation, coaching, sensibilisation	PTRPC, FIDA	35%			
CECM			formatiosn	PRODEFI		Refus de donner %age		
ISHAKA			Appui technique et financier	SIDI en formation et encadrement	90%			
DIFO			Appui technique et financier	pas d'autres	100%			
DUKUZE			formations	FVS, FOIE EN ACTION en formation	70%			
RECEKA INKINGI			developpement de strategies des credits solidaires avec les associations agricoles	pas d'autres	50%			
TOTAL	1 406	42 318						
	Q10 : Quels sont les nombre de clients VSLA							

	Q11 : La variation est due:						
	Le nombre de client VSLA						
			NB pas d'informations des IMFS prises individuellement				
IMF	VSLA 2016	VSLA 2019	La variation est due : Appui MVAC en :	Appui d'autres institutions en:	Contribution en % de MAVC		
TWITEZIMBERE			animer des ateliers et mis en contact des ONGs	pas d'autres	100%		
WISE			pas	pas			
CECM			formations	pas		Refus de donner %age	
ISHAKA			Appui financier et renforcement des capacités	pas	100%		
DIFO			Appui technique et financier	pas d'autres	100%		
DUKUZE			sensibilisation	FVS, FOIE EN ACTION en formation	60%		
RECEKA INKINGI			approche credit	pas d'autres	50%		
TOTAL	1 406	42 318					
	Q12: quel est le nombre de petits producteurs ayant beneficie de financement agricole						
	Q13 : La variation est due :						
	Le nombre de petits producteurs ayant beneficie de financement agricole						
			NB pas d'informations des IMFS prises individuellement				
IMF	financement agricole 2016	financement agricole 2019	La variation est due : Appui MVAC en :	Appui d'autres institutions en:	Contribution en % de MAVC		
TWITEZIMBERE			developper le produit et introduction de l'ACAT	pas d'autres	100%		
WISE			formation, sensibilisation, coaching	pas	100%		
CECM			formations et appui financier	PRODEFI jusqu'en 2017		Refus de donner %age	
ISHAKA			renforcement des capacités et sensibilisation	pas	100%		

DIFO			Appui technique et encadrement	pas d'autres	100%			
DUKUZE			renforcement des capacites et coaching	pas	100%			
RECEKA INKINGI			approche credit	FMCR en supportant le risque credit	60%			
TOTAL	2 004	17 615						
	Q14 : quel est le nombre de petits producteurs ayant beneficie de credit Warrantage							
	Q15: La varriation est due:							
	credit Warrantage							
			NB pas d'informations des IMFS prises individuellement					
IMF	credit warrantage 2016	credit warrantage 2019	La variation est due : Appui MVAC en :	Appui d'autres institutions en:	Contribution en % de MAVC			
TWITEZIMBERE			sensibilisation	pas d'autres	100%			
WISE			formation, sensibilisation , coaching	pas	100%			
CECM			formations et appui financier	PRODEFI jusqu'en 2017		Refus de donner %age		
ISHAKA			formation, sensibilisation et encadrement	pas	100%			
DIFO			Appui technique	pas d'autres	100%			
DUKUZE			pas	pas				
RECEKA INKINGI			approche credit	FMCR en supportant le risque credit	90%			
TOTAL	1 383	29 839						
	Q16 : quel est le nombre de client ayant beneficie du credit VCF							
	Q17 : La varriation est due:							
	credit VCF							
			NB pas d'informations des IMFS prises individuellement					
IMF	credit VCF 2016	credit VCF 2019	La variation est due : Appui MVAC en :	Appui d'autres institutions en:	Contribution en % de MAVC			
TWITEZIMBERE			facilite le developpement de VC	pas d'autres	100%			

WISE			formation, sensibilisation, coaching	pas	100%			
CECM			pas	pas				
ISHAKA			formation, sensibilisation et encadrement	pas	100%			
DIFO			Appui technique et financier	pas d'autres	100%			
DUKUZE			vulgarisation et sensibilisation	pas	100%			
RECEKA INKINGI			Renforcement des capacités et appui institutionnel	pas d'autres	75%			
TOTAL	-	286						
	Q18 : Quels le nombre de client beneficiaire du credit equipement bail							
	Q19 : La varriation est due:							
	credit equipement bail							
	NB pas d'informations des IMFS prises individuellement							
IMF	credit equipement bail 2016	credit equipement bail 2019	La variation est due : Appui MVAC en :	Appui d'autres institutions en:	Contribution en % de MAVC			
TWITEZIMBERE			pas	pas d'autres				
WISE			pas	pas				
CECM			pas	pas				
ISHAKA			pas	pas				
DIFO			pas	pas				
DUKUZE			pas	pas				
RECEKA INKINGI			pas	pas d'autres				
TOTAL	-	-						

	Q20 : Quelle etait la performance de votre IMF au niveau de l'evaluation Micro score						
	Q21 : La varriation est due:						
	performance des IMF's niveau de l'evaluation par Micro score						
				ICCO attend la version finale de l'evaluation			
				IMFS n'ont pas encore eu le rapport			

IMF	performance 2016	performance 2019	La variation est due : Appui MVAC en :	Appui d'autres institutions en:	Contribution en % de MAVC		
TWITEZIM BERE							
WISE							
CECM							
ISHAKA							
DIFO							
DUKUZE							
RECEKA INKINGI							
TOTAL	-	-					
	Q22: est ce que votre IMF integre le programme SPM dans le systeme de gestion						
	Q23 : si oui quel est le programme et institution qui vous a appuye						
	Q24 : si non , pourquoi votre institution n'apas integre ce programme						
	Q25 : Quelles sont vos suggestions pour integrer le programme						
	Si les IMFs ont integre le programme SPM						
IMF	OUI	NON	Si oui pourquoi	si non pourquoi	suggestion pour que IMF integre ce programme		
TWITEZIM BERE		x					
WISE		X		sa proposition de piloter le programme n'a pas ete retenue	etendre le programme sur plusieurs IMFs, 2. avoir d'autres bailleurs pour appuyer le programme		
CECM	x		MAVC		Que les IMFs soient sensibilises sur la GPS		
ISHAKA		x		manque de moyens financiers	avoir un partenaire qui nous appui techniquement et financier		
DIFO		x			augmenter le nombre IMFs beneficiaires ainsi que appui technique et financier		

DUKUZE	x		MAVC nous appuie		1.informer les decideurs sur sa valeur ajoutee 2.inserer dans les conditions d'eligibilite pour acceder aux appuis eventuels			
RECEKA INKINGI		x						
	Q26: combien de clients ruraux ont ete sensibilises par votre institution en education financiere							
	Q27 :la varriation est due:							
		les clients ruraux ont ete sensibilises sur l'education financiere						
				N.B pas d'informations individuelles mais c'est globale				
IMF	sensibilisation 2016	sensibilisation 2019	La variation est due : Appui MVAC en :	Appui d'autres institutions en:	Contribution en % de MAVC			
TWITEZIM BERE			MAVC	PAS	100%			
WISE			MAVC	PAS	80%			
CECM			MAVC	PRODEFI		Refus de donner %age		
ISHAKA			MAVC	PAS	100%			
DIFO			MAVC	PAS	100%			
DUKUZE			MAVC	SBFIC	70%			
RECEKA INKINGI			MAVC	PAS	100%			
TOTAL	13 356	22 416						
	Q28: est ce que le nombre de clients sensibilise a l'education financiere vous parrait satisfait							
	Q29: si oui, pourquoi (2 raisons)							
	Q30: si non, quelles sont les suggestions pour amelioration							
	La sensibilisation sur education financiere vous parrait suffisant							
IMF	OUI	NON	Si oui pourquoi , 2 raisons	si non pourquoi , 2 suggestions				

TWITEZIM BERE		x		permettre d'atteindre tous les clients, 2. signer les contrats a temps			
WISE	x	de nouveaux clients ont ouvert leurs comptes , 2. encours de depots ont augmente		sa proposition de piloter le programme n'a pas ete retenue			
CECM		x		augmenter la portee d'intervention			
ISHAKA		x		besoin de partenaire pour appui technique et financier, 2. implication de l'administration			
DIFO		x		plus de moyens techniques et financiers, 2. plus de membres a former			
DUKUZE		x		augmenter les moyens materiels et financiers			
RECEKA INKINGI		x		education en petit groupe, 2. concevoir outils de communication de masse			
	Q31: votre IMF a t elle obtenue de refinancement aupres de RABOBANK						
	Q32: si oui indiquer le nombre et le montant						
	Q33: si non, pourquoi (2 raisons)						

	refinancement aupres de RABOBANK						
IMF	OUI	NON	Si oui pourquoi, Nombre de credits et montant	si non pourquoi , 2 raisons	si non , 2 suggestions		
TWITEZIM BERE	X		1 pour 100 000 000 , 2 pour 150 000 000				
WISE		x		le rembourse ment en devise est cher par manque de devise, 2.on n'a pas fait une demande			
CECM	x		pour 50 000 000				
ISHAKA		x		Rabobank a arrete de financer les IMF's au Burundi selon la reponse recue de leur part			
DIFO		x		pas d'opportu nite			
DUKUZE		x		pas informatio n suffisante, 2. recours aux banques locales			
RECEKA INKINGI		x		nous n'avons pas ete en contact avec cette banque			
	Q34 : Votre IMF a t elle obtenu un credit de refinancement OIKO						
	Q35 : si oui indiquer le nombre et le montant						
	Q36: si non indiquer pourquoi (2 raison(
	Q37 : avez vous deux suggestions cles d'amelioration						

	refinancement aupres de OIKO							
	OUI	NON	Si oui pourquoi, Nombre de credits et montant	si non pourquoi , 2 raisons	si non, 2 suggestions			
IMF								
TWITEZIM BERE		X		Pas informatio n suffisante,				
WISE		x		le rembourse ment en devise est cher par manque de devise, 2.on n'a pas fait une demande	remboursement en monnaie locale , 2.diminuer les charges de transferts liees au remboursement			
CECM		x		depots couvrent les credits				
ISHAKA		x		le cout est eleve de credit , 2.difficulte d'avoir des devises	remboursement en monnaie locale , 2.avoir un partenaire pour supporter la perte de change			
DIFO		x		pas d'opportu nite	plus d'opportunitè , 2.avoir conditions souples			
DUKUZE		x		1. nous avons fait recours aux banques locales, 2.nous n'avons pas eu d'informati ons suffisante s	besoin de facilitateurs pour faire la liaison			
RECEKA INKINGI		x		nous n'avons pas soumis le dossier	taux est eleve, 2. garanties exigees			
	Q38: votre IMF a t elle obtenu d'accords de financement via les banques et fonds de refinancement locaux							
	Q39 : si oui, indiquer le nom et le montant							
	Q40 : si non , pourquoi (2 raisons)							

	Q41 : avez vous 2 suggestions d'amélioration						
	accords de financement via les banques et fonds de refinancement locaux						
IMF	OUI	NON	Si oui indiquer nom et montant	si non pourquoi , 2 raisons	2 suggestions d'amélioration		
TWITEZIM BERE	x		BCB, 300 000 000, 300 000 000, 300 000 000, FMCR pour 1 073 000 000		MAVC pouvait porter garant des IMFs, 2.MAVC pouvait donner des fonds de refinancement		
WISE	x		FMCR pour 600 000 000, BCB pour 500 000 000, BBCI pour 400 000 000				
CECM		x		pas de raisons de recourir aux financements externes,			
ISHAKA		x		ce sont des crédits chers et trop exigeant, 2.durée de remboursement est courte	réduction des taux d'intérêts et assouplir les conditions d'éligibilité, 2. améliorer les conditions d'octroi des crédits		
DIFO	x		BANCO BU pour 275 000 000				
DUKUZE	x		FMCR pour 900 000 000 en 3 cycles, BANCO BU pour 650 000 000 en 3 cycles		sensibilisation pour les dépôts, revoir à la baisse le taux d'intérêts		
RECEKA INKINGI		x		depuis 2014, pas projet de			

				demande de credit			
	Q42: Etes vous informe d'une etude realisee pour promouvoir l'environnement propice au developpement des financements des CVA						
	Q43: si oui quelle etude						
	Q44: avez vous ete implique dans la realisation						
	Q45 : avez vous ressenti les suites de cette etude						
	Q46 : si oui, preciser la suite						
	Q47 : si non , selon vous que faut il ameliorer pour rendre ces etudes profitables dans le futur						
IMF	OUI	NON	Si oui de quelle etude	avez vous ete implique dans la realisation	avez vous ressenti les suites de cette etude si oui, precisez les suites ,	si non , selon faut il ameliorer ces etudes pour les rendre profitables dans le futur	
TWITEZIM BERE		x		x	non	oui	
WISE	x		mobile banking , assurance agricole	oui	oui, dans les seances de restitution		
CECM		x		non	non	oui en impliquant tous les acteurs operant sur terrain	
ISHAKA	x		finance ment des femmes et jeunes en milieu rural, developpement du mobile banking , micro assurance pour secteur agricole	oui	oui , developpement des produits financiers des femmes et jeunes qui n'exigent pas de garanties physiques, evaluer la performance de SIG , il est indispensable du choix d'une culture sur laquelle il faut commencer a developper son assurance		
DIFO		x	non	non	non	oui	
DUKUZE		x	non	non	non	oui	
RECEKA INKINGI		x	non	non	non		
	Q48: Votre IMF a t elle participe a un atelier organise par MAVC pour ameliorer l'environnement du financement des CV						

	Q49: si oui quels changements ces ateliers ont apporte a votre institution						
IMF	OUI	NON	Si oui quels changements cet ateliers a apporte				
TWITEZIM BERE	x		amelioration dans l'analyse des demandes de financement				
WISE	x		tenir les contrats des producteurs et transformateurs dans leurs financements, amelioration d'analyse et gestion des credits				
CECM	x		producteurs produisent a moindre cout , et transforment , commercialisent sans passer par les usuriers				
ISHAKA	x		prise de connaissance des besoins de chaine de valeur, connaissance des maillons des chaines de valeur				
DIFO		x					
DUKUZE	x		acquisition de nouvelles techniques , augmentation des clients et depots				
RECEKA INKINGI	x		il n'y a pas eu de nouveaux mecanismes de financement si on compare avant et apres l' etude				
	Q50: quelles initiatives prises par IMF par CV pour lever les obstacles institutionnels a la promotion de la CVA						
chaine de valeur	IMF						
	TWITEZI MBERE	Receka Inkingi	DUKUZ E	DIFO	ISHAKA	CECM	WISE
Banane					aterlier de formation de 2015 a 2019		
Riz	reunion d'echange et sensibilisation en 2018		en 2016 a 2019 atelier de formation et information des OP	2018 et 2019, inclusion financiere et sensibilisation sur les techniques agricoles	aterlier de formation de 2015 a 2019	de 2016 a 2019	en 2016 et 2018 , restructuration des clients riziculteurs en cooperative, consrtruction des hangars, financem ent des decortiqueuses
Manioc					aterlier de formation de 2015 a 2019		
PDT	reunion d'echange et sensibilisation en 2018		en 2016 a 2019 atelier de formation et information des OP	2018 et 2019, inclusion financiere et sensibilisation sur les techniques agricoles	aterlier de formation de 2015 a 2019		

Q51: votre IMF a cree ou suscite une opportunité tendant a favoriser la collaboration avec les autorités gouvernementales pour le développement des CVA						
Q52: si oui citer les initiatives						
IMF	OUI	NON	Si oui citez l'initiative			
TWITEZIM BERE		x				
WISE	x		reunions entre clients, administration et responsables de WISE, En impliquant l'administration dans la signature des documents legaux dans le processus de gestion de credit,			
CECM	X		formations des membres impliquant l'administration			
ISHAKA		X				
DIFO	x		connection avec administration via OTB pour le the ainsi que les cooperatives des agriculteurs des PDT			
DUKUZE	x		contact d'informations des autorités administratives ont ete menes			
RECEKA INKINGI	x		associer les responsables administratifs locaux dans l'education financiere			
Q53: Etes vous au courant des opportunités créées par le programme ou les autres acteurs des CV pour collaborer avec les autorités pour le développement de CVA						
Q54 : si oui , citez les						
IMF	OUI	NON	Si oui citez les			
TWITEZIM BERE	X		Rencontre des IMF's et les autorités de la BRB et celles des provinces via RIM			
WISE	x		il y a des reunions de sensibilisation entre les autorités et les dirigeants des IMF's			
CECM						
ISHAKA		x				
DIFO		x				
DUKUZE	x		PAIFAR B, CTB via ses programmes orientes les CV			
RECEKA INKINGI	X		Ateliers organisees par RIM avec les responsables provinciaux			
Q55: votre IMF a t elle engage une collaboration formelle avec le programme en vue du développement des chaînes des valeurs agricoles ou financement des CA						
Q56: si oui indiquez l'année et le domaine						
IMF	OUI	NON	Si oui indiquez l'année et domaine			
TWITEZIM BERE	x		2016, riz et pomme de terre			
WISE	X		2016 A 2019, RIZ			
CECM	X		2015 A 2019, riz			

ISHAKA	X		PDT, RIZ, MANIOC , BANANE				
DIFO	X		2018 , 2019 , RIZ ET PDT				
DUKUZE	x		2015 a 2019, riz et PDT				
RECEKA INKINGI	x		2017, riz				
		Q57: Votre IMF a participe a la diffusion des informations en vue du financement des CV ou autres activites en rapport avec l'organisation des CV					
		Q58:si oui indiquez l'annee et la chaine de valeur					
chaîne de valeur	IMF						
	TWITEZI MBERE	Receka Inkingi	DUKUZ E	DIFO	ISHAKA	CECM	WISE
Banane					2015, 2016, 2017, 2018		
Riz	2016 , 2017, 2018	2017, 2018, 2019	2015, 2016, 2017, 2018, 2019	2018, 2019	2015, 2016, 2017, 2018	2015, 2016, 2017, 2018, 2019	2019,
Manioc					2015, 2016, 2017, 2018		
PDT	2016, 2017, 2018			2018, 2019	2015, 2016, 2017, 2018		
TOTAL							
	Q59: Cette participation a la diffusion a rencontre des difficultes						
	Q60: si oui, quelles sont les difficultes						
	Q61etQ62: y a t il des suggestion, si oui donnez les suggestions pour amelioration						
IMF	OUI	NON	Si oui quelles sont vos difficultes	si oui donnez des suggestions			
TWITEZIM BERE		x					
WISE		x		implication de l'administration locale			
CECM	x		innondation	assurance agricole			
ISHAKA		x		icco devrait impliquer IMF depuis le debut jusqu'a la fin, 2.icco devrait impliquer IMF dans la definition des indicateurs			
DIFO		x					
DUKUZE	x		retard du deblocage des fonds /MAVC, 2. Constituer un fond dedie au financement	respecter les clauses de la convention de collaboration, constituer un fond dedie au financement			

RECEKA INKINGI	x		la couverture du risque des crédits octroyés en cas de non paiement,			
	Q63: votre IMF a t elle conclu des protocoles d'entente avec d'acteurs des CV autre que les petits producteurs					
	Q64: si oui préciser le contenu de protocole par an					
IMF	OUI	NON	Si oui précisez le contenu d'entente par CVA et par l'anne			
TWITEZIM BERE		x				
WISE		x				
CECM		x				
ISHAKA		x				
DIFO	x		café de 2019 a 2019, PDT DE 2017 a 2019			
DUKUZE		x				
RECEKA INKINGI		x				
	Q65: Avez vous rencontrer des difficultés dans la conclusion de ces protocoles ou dans leur mise en oeuvre					
	Q66: si oui lesquelles					
	Q67 : quelles suggestions d'amélioration					
IMF	OUI	NON	Si oui les quelles	quelles suggestions d'amélioration		
TWITEZIM BERE		x				
WISE		x		il faut une restructuration des producteurs et des transformateurs , 2. organiser des renforcements des capacités ainsi que appui financier et matériel		
CECM						
ISHAKA		x				
DIFO	x		crise politique, 2. facturation et prix très élevés	améliorer la structure d'exploitation des bénéficiaires		

DUKUZE	x		defaut de marche d'ecoulement alors que la production disponible, 2.aleas climatiques	appuyer et faire un repertoire des acheteurs potentiels si possible et nouer des relations d'achats formels avant la production, 2.faire un fond de garantie pour couvrir les risques d'impayes		
RECEKA INKINGI		x				
	strategie de sortie du programme					
	les effets benefiques du projet que vous avez cites , vont ils se poursuivre apres la fin du programme					
IMF	OUI	NON	Si non pourquoi			
TWITEZIM BERE	x					
WISE	x					
CECM	x					
ISHAKA	x					
DIFO	x					
DUKUZE	x					
RECEKA INKINGI	x					
TOTAL						
	strategie de sortie du programme					
	ya t il des mesures prises par le programme ou par vous pour qu'il en soit ainsi					
IMF	OUI	NON	si oui, precisez et indiquez qui les a prises			
TWITEZIM BERE	x		renforcement des capacites du personnel qui lui permet de s'approprier des techniques , meilleurs pratiques pour les differentes chaines de valeurs,2.la mise en place des certaines outils comme ACAT au profit des IMFs			
WISE	x		elaboration ou acquisition des differents outils de gestion restent proprietaire de l'IMF, les clients recrutes pendant la periode du partenariat restent le patrimoine de l'IMF,			
CECM	x		elle s'inscrit dans la logique de perenisation des acquis du projet			

ISHAKA	x		Nous avons cree des points de services en vue d'assurer des services de proximites, nous avons recrute du personnel affecte exclusivement a ces produits, nous offrons des produits et services adaptes a ces chaines de valeur	
DIFO	x		inclusion financiere, appui financier et technique	
DUKUZE	x		Avant avenue de MAVC , notre IMF etait operationnelle, donc la continuite des operations est en continue meme apres son depart. Les acquis en termes d'apprentissage sont a capitaliser par excellence. Mais dans le meilleur des cas ca serait mieux que MAVC planifie une autre phase	
RECEKA INKINGI	x		Au niveau du Programme MAVC , il n'y a pas de mesure liee a la strategie de sortie pour la perenisation des impacts positifs , le programme a venir devrait s'y pencher davantage	

Annexe 8 : LISTE DES DOCUMENTS CONSULTES

ICCO et Terrafina Microfinance, 2017. Programme Microfinance, Agrifinance et les Chaînes de valeur au Burundi (MAVC), 52 p.

ICCO et Terrafina Microfinance, 2015. Situation de référence Programme Microfinance, Agrifinance et les Chaînes de valeur au Burundi (MAVC), Version finale, 59 p.

ICCO et Terrafina Microfinance, 2014. Proposition de programme. La Microfinance, l'Agrifinance et les Chaînes de valeur au Burundi (Le Programme MAVC), Version finale, 93 p.

MDF Training & Consultancy, 2017. Rapport de l'évaluation à mi-parcours du programme Microfinance, Agrifinance et Chaînes de valeur au Burundi (MAVC), 76 p.

ICCO et Terrafina Microfinance, 2017. Programme Microfinance, Agrifinance et Chaînes de valeur au Burundi (MAVC), Rapport d'activités Janvier-Décembre 2016, 25 p.

ICCO et Terrafina Microfinance, 2018. Programme Microfinance, Agrifinance et Chaînes de valeur au Burundi (MAVC), Rapport d'activités Janvier-Décembre 2017, 26 p.

ICCO et Terrafina Microfinance, 2019. Programme Microfinance, Agrifinance et Chaînes de valeur au Burundi (MAVC), Rapport d'activités Janvier-Décembre 2018, 27 p.

République du Burundi, 2018. Plan National de Développement du Burundi, PND Burundi 2018-2027, 71 p.

République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, 2016. Plan National d'Investissement Agricole PNIA 2016-2020, 75 p.

République du Burundi, Ministère des Finances et de la Planification u Développement Economique, 2014. Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF 2015-2020), 48 p.

ICCO et Terrafina Microfinance, 2019. Rapport enquête de satisfaction des clients des IMF t des Banques, 22 p